

UNIVERSITÉ DE QUÉBEC À MONTRÉAL

THÉORIE ET PRATIQUE DU MOUVEMENT ANARCHISTE DANS LA
RÉVOLUTION ESPAGNOLE DE 1931-1939, UNE ÉVALUATION CRITIQUE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

ERIK ARGÜELLO MOTHELET

NOVEMBRE 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je veux remercier principalement *mi compañera* de vie, Lysanne qui est mon amie, ma complice, mon amour et ma force motrice. Sans elle, ni ce travail ni la continuation de mes études n'auraient été possibles. Merci surtout pour tout l'amour que tu m'as donné. Merci aussi à mon fils Jacob qui est ma source d'inspiration.

Merci beaucoup à ma belle-famille québécoise et à toutes mes amies et à tous mes amis de Montréal qui sont ma famille ici.

Agradezco a toda mi familia en México y a todas aquellas personas que me siguen distinguiendo con su amistad y cariño a pesar la distancia que nos separa.

Je veux remercier spécialement David-Mark Mandel pour toute la patience et la précieuse aide qu'il m'a fournie pour réussir ce travail.

DÉDICACE

Je dédie cet humble travail au mouvement
étudiant québécois qui est la vraie opposition
au régime dans ce pays

À la classe ouvrière immigrante
présente au Canada dont j'ai
l'honneur de faire partie,
spécialement aux « sans-papiers »

Aux 43 d'Ayotzinapa

À ma mère, car elle m'a montré
qu'il vaut la peine de se battre
pour nos idéaux, *in memoriam*

À Fabi, *in memoriam*

AVANT-PROPOS

La révolution espagnole est un sujet qui me passionne depuis plusieurs années. J'ai fait mes études secondaires et collégiales dans une école fondée par des exilés espagnols arrivés au Mexique en 1938 : el Instituto Luis Vives. J'ai vu mes professeurs pleurer en remémorant des passages de la guerre civile ou trembler d'émotions avec les vers de León Felipe ou Garcia Lorca. Cette petite école est possiblement l'une des seules places au monde où l'hymne républicain espagnol se chante lors des cérémonies. Toute cette expérience enrichissante m'a marqué et je suis privilégié d'avoir eu la chance d'avoir ce type d'éducation libératrice.

Cependant, il faut reconnaître que M. Mandel m'a inspiré le projet de travailler sur la révolution espagnole. Peu à peu, l'idée d'étudier l'anarchisme à travers l'expérience espagnole a fait son chemin. Cette évaluation critique du rôle joué par les anarchistes, je l'ai fait avec beaucoup de respect et de considération. J'ai de bon-ne-s ami-e-s anarchistes et je me bats à leurs côtés depuis mon arrivée au Canada. Il y a divers types d'anarchistes, comme à l'intérieur de chaque courant. Donc, malgré le ton quelquefois polémique du mémoire et le fait que certaines critiques tournent à l'amertume, mon intention est de dialoguer sur les perspectives de changement et de dépassement de ce système pourri qui nous condamne à la destruction.

Il me suffit de regarder la situation qui prévaut dans mon pays d'origine, le Mexique, pour que l'évocation d'une guerre civile semblable à celle espagnole vienne à mon esprit. Nous pouvons encore tirer des leçons de l'exemple de la révolution espagnole; d'où son caractère actuel.

Table des matières

LISTE DE TABLEAUX	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION	1
PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE	3
REVUE DE LITTÉRATURE	4
MÉTHODOLOGIE	12
STRUCTURE DU MÉMOIRE	13
CHAPITRE I	
CONTEXTE HISTORIQUE	15
1.1 Introduction	15
1.1.1 Un portrait de l'économie, du régime politique et de la société espagnole durant le XIXe siècle	16
1.1.2 Une économie agraire.....	18
1.1.3 Le blocage du développement industriel et la bourgeoisie espagnole.....	21
1.1.4 Le régime monarchique et sa base sociale.....	27
1.1.5 La noblesse	29
1.1.6 L'Église	29
1.1.7 L'armée	31
1.1.8 La formation sociale	31
1.1.9 Les paysans et la terre.....	33
1.1.10 La classe ouvrière	34
1.2 L'héritage du XIXe siècle espagnol	35
1.2.1 Le caractère de la révolution espagnole	39
CHAPITRE II	
L'ANARCHISME ESPAGNOL	44
2.1 Les débuts du mouvement ouvrier espagnol	44
2.1.2 Origines de l'anarchisme espagnol.....	45
2.1.3 Les anarchistes et la Première République espagnole	48
2.1.4 Les hypothèses sur la propagation de l'anarchisme en Espagne	51

2.1.5 La propagation anarchiste par région	57
2.2 Idées et courants de l'anarchisme espagnol.....	59
2.2.1 De la propagande par les faits à l'anarcho-syndicalisme.....	59
2.2.2 La fondation de la CNT et sa politique.....	63

CHAPITRE III

LES ANARCHISTES DANS LA RÉVOLUTION.....	74
3.1 Une brève périodisation.....	74
3.2 Les causes de la révolution espagnole.....	76
3.3 La révolution commence	78
3.4 Les différentes périodes de la guerre civile et les scénarios et les alternatives de la politique anarchiste.....	82
3.4.1 La victoire du Front populaire.....	83
3.4.2 Le Congrès anarchiste de Saragosse.....	87
3.4.3 Les journées de juillet.....	92
3.4.4 La guerre civile et le double pouvoir.....	94
3.4.5 Le gouvernement Caballero et la participation des anarchistes au gouvernement	96
3.4.6 Les journées de mai 1937	97

CHAPITRE IV

UNE ÉVALUATION CRITIQUE DE LA POLITIQUE ANARCHISTE.....	99
4.1 Contraintes objectives	99
4.1.1 La politique de non-intervention	100
4.1.2 L'intervention de l'URSS.....	101
4.2 L'œuvre de la révolution ouvrière	105
4.2.1. Les anarchistes et le double pouvoir.....	107
4.2.2 Les justifications de la collaboration	112
4.2.3 Les autres explications de la politique de collaboration.....	117
4.3 L'objectif et les principes anarchistes face aux tâches de la révolution	120
4.3.1 Le principe d'anti-collaboration.....	121
4.3.2 Le principe antipolitique.....	123
4.3.3 Le principe anti-électoral.....	124
4.3.4 Le principe de non-autorité et de non-leaders	126

4.3.5 Le principe d'anti-centralisation.....	128
4.4 La Révolution manquée : la relation entre programme et stratégie.....	130
4.4.1 Les causes de la défaite revisitées	133
4.4.2 Les lacunes de la doctrine anarchiste	134
CONCLUSION	137
ANNEXE A	
Les latifundiums en 1932 (pourcentage des propriétés de plus de 250 hectares).....	146
ANNEXE B	
Affiliation politique des ouvriers et des paysans en 1933	147
ANNEXE C	
La guerre civile 1936-1937	148
APPENDICE A	
Vers un bilan militaire de la guerre	150
APPENDICE B	
Une révolution d'inspiration anarchiste	154
APPENDICE C	
Le rôle du Parti Ouvrier d'Unité Marxiste (POUM)	156
BIBLIOGRAPHIE	158

LISTE DE TABLEAUX

Tableau		Page
1	Consommation de Coton brut	22
2	Population espagnole	32
3	Concentration de la terre par région	34
4	Élections législatives juin 1931	84

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CNT	Confédération nationale du travail
CCMAC	Comité central de milices antifascistes de Catalogne
Esquerra	Parti autonomiste catalan de gauche
FAI	Fédération anarchiste ibérique
FP	Front populaire
IC	Internationale communiste (syn. Comintern)
JS	Jeunesses socialistes
JSU	Jeunesses socialistes unifiées
PCE	Parti communiste espagnol
POUM	Parti ouvrier d'unification marxiste
PSUC	Parti socialiste unifié de Catalogne
UGT	Union générale de Travailleurs

RÉSUMÉ

Les importantes leçons et discussions politiques de la révolution espagnole en font l'un des plus dramatiques actes de théâtre de l'histoire moderne. Cette révolution comporte de nombreux enseignements sur la participation du mouvement anarchiste qui était la force politique la plus combative du prolétariat espagnol. Nous proposons d'analyser la politique des anarchistes durant toute la période révolutionnaire, en focalisant particulièrement sur celle débutant en 1936, lorsque le mouvement libertaire se retrouve soudainement à la tête d'un puissant mouvement révolutionnaire établissant le germe d'un nouvel ordre qui diffère du modèle proposé par les républicains. Force est de se demander s'il n'existait pas de politique alternative à celle choisie par le mouvement anarchiste pendant cette période aigüe.

Nous voulons soumettre la politique anarchiste lors de la révolution espagnole à une analyse critique dans le but d'approfondir notre compréhension de l'anarchisme comme mouvement et comme théorie, d'alimenter l'actuelle discussion à ce sujet dans les mouvements sociaux et de revisiter la polémique entre marxisme et anarchisme pour établir une base de dialogue. Nous voulons en particulier examiner le rapport entre les aspects théoriques et pratiques de l'anarchisme, et évaluer, sur la base de l'expérience espagnole, l'adéquation entre les fondements théoriques du mouvement et les buts révolutionnaires qu'elle propose. En outre, nous voulons enquêter sur le rôle qu'a pu jouer l'idéologie anarchiste dans ces choix politiques, s'interroger sur la viabilité d'une politique alternative à celle mise sur pied et chercher une explication pour nuancer les causes de la défaite.

MOTS CLÉS : Révolution espagnole, anarchisme, mouvement libertaire, théorie anarchiste.

INTRODUCTION

Le processus révolutionnaire espagnol fait partie des grandes épopées du prolétariat durant le XXe siècle. La guerre civile qui occupe les trois dernières années de la période révolutionnaire de 1931-1939 peut être considérée comme le prélude de la deuxième Grande Guerre ou comme le scénario autour duquel les puissances européennes ont dû prendre position. Pierre Broué et Émile Témime affirment qu'elle «a créé les conditions politiques de la guerre mondiale. Pour les dictatures d'Europe centrale, le conflit espagnol ne représente pas seulement l'épreuve-test de la faiblesse des démocraties; elle est la *répétition générale*, le premier choc, le banc d'essai de leurs armes contre celles venues de Russie ou de Tchécoslovaquie, la première utilisation d'un matériel destiné à être employé sur de plus vastes champs de bataille »¹. Le résultat de la guerre civile espagnole a déterminé le cours de l'histoire mondiale.

Les importantes leçons et discussions politiques de la révolution espagnole en font l'un des plus dramatiques actes de théâtre de l'histoire moderne. Cette révolution comporte de nombreux enseignements sur la participation et le rôle du mouvement anarchiste, ce qui est le sujet de ce mémoire.

Les anarchistes constituaient la principale force politique du prolétariat espagnol. Même si une fois la guerre déclarée, le mouvement perd l'Andalousie et la Saragosse. Il reste majoritaire en Catalogne et garde une influence importante sur le reste de la zone républicaine, surtout en Aragon et en Valence. Dès les premiers jours de l'offensive militaire, le courant anarchiste organise la lutte, inspire les comités et organise les attaques contre les casernes. Son influence politique est décisive pendant

¹ Pierre Broué et Émile Témime, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Éditions de minuit, 1961, p.294.

cette période critique de la révolution et sa contribution est indéniable. Paradoxalement, cette période d'ascension révolutionnaire est également un épisode de crise aigüe pour le mouvement anarchiste.

Nous proposons d'analyser la politique des anarchistes pendant toute la période révolutionnaire, en focalisant particulièrement sur celle débutant en 1936, lorsque le mouvement prend des décisions qui déterminent le cours de la lutte. En effet, c'est en septembre 1936 que les chefs anarchistes décident de participer au gouvernement du Front populaire (central et provincial) et de consentir à la dissolution des Comités révolutionnaires responsables d'organisation de la socialisation des moyens de production et représentant *de facto* un pouvoir alternatif au gouvernement républicain. C'est avec l'élimination de ces comités que la guerre civile perd son caractère révolutionnaire et que la mobilisation populaire autonome est progressivement réduite par l'État républicain et les répressions staliniennes. Les *journées de mai* à Barcelone en 1937 marquent le dernier combat des masses ouvrières contre le pouvoir républicain et contre sa politique visant à supprimer le caractère social de la guerre contre le fascisme.

Plus précisément notre question de recherche est la suivante :

Qu'est-ce que l'expérience du mouvement anarchiste dans la Révolution espagnole de 1931-1939 nous apprend quant à l'adéquation entre la pensée anarchiste et le projet révolutionnaire de ce mouvement, c'est-à-dire son projet d'une société communautaire sans exploitation ni domination?

Cette question est importante pour les sciences politiques, car elle s'interroge sur l'histoire des idées politiques, sur les mouvements sociaux et sur les théories de la révolution moderne. Nous voulons soumettre la politique anarchiste lors de la révolution espagnole à une analyse critique dans le but d'approfondir notre

compréhension de l'anarchisme comme mouvement et comme théorie, d'alimenter l'actuelle discussion à ce sujet dans les mouvements sociaux et de revisiter la polémique entre marxisme et anarchisme pour établir une base de dialogue. Nous voulons en particulier examiner le rapport entre les aspects théoriques et pratiques de l'anarchiste, et évaluer, sur la base de l'expérience espagnole, l'adéquation entre les fondements théoriques du mouvement et les buts révolutionnaires qu'elle propose.

PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE

De nos jours, l'anarchisme connaît une renaissance. Dans plusieurs pays où des luttes populaires ont eu lieu, l'anarchisme semble avoir un auditoire assez nombreux, surtout chez la jeunesse et les étudiants de pays occidentaux (Italie, Espagne, Grèce et Québec) et dans les pays du Tiers-monde (le Mexique et certains pays arabes). Nous pouvons affirmer que ses idéaux sont présents dans plusieurs luttes à travers le monde. Expliquer un tel phénomène dépasse le cadre de notre étude. Nous voulons plutôt expliquer quelle a été la stratégie politique de l'anarchisme et analyser son rapport avec les prémisses théoriques et idéologiques des anarchistes durant la révolution espagnole.

Grosso modo, nous voulons faire une évaluation critique de l'anarchisme d'hier, pour nourrir les discussions avec les tendances anarchistes d'aujourd'hui. En effet, l'expérience récente de l'une des plus grandes luttes de l'histoire du Québec, la grève étudiante de 2012, a été dirigée en partie par des cadres anarchistes ou pro-anarchistes et, à travers cette lutte, nous avons vu apparaître certaines politiques semblables au mouvement anarchiste d'antan, entre autres, la démocratie directe, l'anti-électoratisme et la méfiance envers l'État. Le miroir de l'expérience espagnole semble pertinent comme contribution à la discussion contemporaine. Ceci constitue une grande partie de notre intérêt personnel.

L'originalité de notre approche est limitée, mais réelle. Il est difficile d'apporter de la nouveauté à un sujet étudié durant des décennies. Ce que nous voulons faire, c'est un bilan renouvelé de la révolution et de la guerre en Espagne, centré sur l'activité et le rôle des anarchistes. Pour ce faire, nous prévoyons évaluer le rôle relatif des facteurs qui ont contribué à la défaite : les facteurs internationaux (la politique des puissances européennes, l'intervention de l'URSS, les fascismes internationaux, etc.), les facteurs militaires et les facteurs dits *subjectifs* de la politique de l'extrême gauche, notamment le rôle des anarchistes par rapport au gouvernement républicain.

Après le 19 juillet 1936, les anarchistes espagnols se retrouvent soudainement à la tête d'un puissant mouvement révolutionnaire établissant le germe d'un nouvel ordre qui diffère du modèle proposé par les républicains. Les comités révolutionnaires, les nationalisations, les collectivisations, le contrôle ouvrier de la production et les milices sont l'expression de la détermination des masses révolutionnaires à résoudre la crise à leur manière. Force est de se demander s'il n'existait pas de politique alternative à celle choisie par le mouvement anarchiste durant cette période aigüe.

De plus, nous voulons enquêter sur le rôle qu'a pu jouer l'idéologie anarchiste dans ces choix politiques, enquêter sur la viabilité d'une politique alternative à celle mise sur pied et chercher une explication pour nuancer les causes de la défaite.

REVUE DE LITTÉRATURE

Il existe une très vaste littérature sur la révolution espagnole. Nous proposons donc un regroupement de la littérature selon les différents points de vue théoriques des auteurs. Ainsi, cette revue de littérature se divise en trois sections: 1) auteurs libéraux, 2) auteurs anarchistes, 3) auteurs marxistes.

1. Dans cette catégorie, nous présentons des auteurs qui ne sont pas forcément sympathisants ou qui ne prennent pas nécessairement une position militante face à la révolution espagnole. Ce sont des auteurs qui ont étudié et critiqué (d'un point de vue libéral, à notre avis) le processus révolutionnaire. Parmi eux, Gerald Brenan a publié une œuvre incontournable sur l'histoire récente de l'Espagne, qui est déjà considérée comme un classique : *Le labyrinthe espagnol*. L'auteur nous offre une vision historique complète de l'anarchisme ; de ses origines, de son développement ainsi que de son étape révolutionnaire, ce qui nous aide à mieux comprendre les origines et les bases socioéconomiques de ce courant. Pour Brenan, le paradoxe tragique de l'anarchisme espagnol a été de croire naïvement que, dans un pays moderne, le chaos révolutionnaire peut donner naissance à une société échappant au contrôle de l'État.²

De son côté, Thomas Hugh propose un texte qui focalise sur les années 1936-1939, qui sont précisément celles de la guerre civile et de la période révolutionnaire aiguë. Sympathisant avoué de la révolution, Hugh affirme que bien qu'une révolution anarchiste totale était impossible, une révolution tempérée de concessions aurait peut-être pu réussir si la violence des anarchistes au début de la guerre civile n'avait pas gâché cette possibilité³.

Nous utilisons aussi le livre récemment publié d'Édouard Wainthrop qui offre une étude détaillée de l'anarchisme espagnol depuis son origine jusqu'à la guerre civile. Wainthrop a été critiqué par certains pour son non-engagement envers les idées qu'il étudie. Il nous donne une description détaillée de la façon dont les dirigeants

² Gerald Brenan, *Le labyrinthe espagnol, origines sociales et politiques de la guerre civile*, Paris, Éditions Champ libre, 1984, p.140.

³ Tomas Hugh, *La guerre d'Espagne, juillet 1936-mars 1939*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1985, p.717.

anarchistes ont tenté de résoudre le dilemme de *guerre ou révolution*, en se dirigeant vers une collaboration avec le Front populaire républicain.⁴

Ensuite, le livre de François Godicheau, *La guerre d'Espagne, République et révolution en Catalogne 1936-1939*, est une étude centrée sur la province bastion de l'anarchisme. Il considère la guerre d'Espagne comme un conflit national où les trois tendances politiques, réforme (les républicains), révolution (le prolétariat) et réaction (les factieux), s'affrontent directement. À son avis, les dirigeants anarchistes étaient dépourvus de réponse face à la question de la prise du pouvoir. Finalement, sans consulter les militants de la base, ils ont décidé d'en finir avec le pouvoir des Comités révolutionnaires pour ainsi choisir la collaboration avec le gouvernement⁵.

De son côté, Stanley Payne dans *La guerre d'Espagne, l'histoire face à la confusion mémorielle*, affirme que la révolution n'arrive que lorsque le gouvernement de José Giral décide d'armer le peuple. Cela n'était pourtant pas nécessaire pour combattre l'insurrection, car le gouvernement contrôlait près de la moitié de l'armée. De plus, selon l'auteur, les anarchistes ont accepté le maintien de la *Generalitat* en raison de la crise militaire et dans l'espoir de ne pas inquiéter les puissances étrangères, notamment la France et la Grande-Bretagne.⁶

Nous devons aussi inclure le livre de Manuel Azaña *Causes de la guerre en Espagne*, qui s'inscrit dans une position libérale-républicaine plutôt classique. En effet, cet auteur avance la théorie que la République espagnole a été vaincue par les deux forces extrêmes qui l'entouraient, soit le fascisme et l'extrême gauche, notamment les anarchistes. Selon cet auteur, l'une des causes de la guerre est la prédominance des

⁴ Édouard Waintrop, *Les anarchistes espagnols 1868-1981*, France : Éditions Denoël, 2012, p.301.

⁵ François Godicheau, *La guerre d'Espagne, république et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004, p.126-135.

⁶ Stanley Payne, *La guerre d'Espagne, l'histoire face à la confusion mémorielle*, Paris, Éditions du cerf, 2010, p.140 et 135.

discours visant à imposer leurs idées politiques au détriment des efforts investis pour le bien du peuple de la République.

2. Les auteurs anarchistes sont divisés entre les auteurs ayant participé à la révolution et ceux qui ont écrit sur le sujet sans y avoir participé. Dans le premier groupe, nous trouvons Diego Abad de Santillán avec son livre *Por que perdimos la guerra*, Juan Garcia Oliver et son livre *El eco de los pasos* et José Peirats et son œuvre *Une révolution pour horizon*. Ils constituent des témoignages directs des acteurs de premier rang de l'anarchisme. Il s'agit de précieuses sources provenant des principaux acteurs de la guerre et de la politique anarchiste. Abad de Santillán nous offre un examen critique des choix politiques faits par le mouvement anarchiste durant la révolution. Cet auteur identifie trois causes fondamentales de la défaite : la politique de la France et de la Grande-Bretagne, l'intervention soviétique et le gouvernement central républicain. Il justifie la politique anarchiste de collaboration en soulignant que les anarchistes ne voulaient pas imposer de dictature anarchiste. Face à la critique adressée contre le mouvement anarchiste de prioriser la guerre plutôt que la révolution, Santillán répond que la situation de guerre détruit les possibilités d'une transformation économique et sociale.⁷

De son côté, Juan Garcia Oliver est un camarade d'armes de Buenaventura Durruti à l'intérieur du groupe *Solidarios* qui devient par la suite *Nosotros*, et, par conséquent, il représente l'une des ailes les plus radicales de l'anarchisme espagnol. Avant de participer au gouvernement central républicain en tant que ministre de la Justice,

⁷ Diego Abad De Santillán, *Por que perdimos la guerra*, Puebla, Éditions Cajica, 1975, p.61. Nous avons aussi consulté les œuvres de l'auteur suivantes: Diego Abad de Santillán, *Contribución a la Historia del movimiento obrero español, Desde sus Orígenes hasta 1905*, Vol. I, Puebla, Éditions Cajica, 1962, 535p.; Diego Abad de Santillán, *Contribución a la Historia del movimiento obrero español, De 1905 a la Proclamación de la Segunda República*, Vol. II, Puebla, Editorial Cajica, 1965, 423p.; Diego Abad de Santillán, *Contribución a la Historia del movimiento obrero español, Del Advenimiento de la Segunda República (1931) a Julio de 1936*, Vol. III, Puebla, Éditions Cajica, 1971, 332p.

Garcia Oliver était un anti-collaborationniste qui croyait qu'une participation du gouvernement à la Centrale Nationale du Travail (CNT) trahissait tous ses principes. Finalement, il accepte le poste de ministre, en se laissant guider par l'inertie, car, comme il le signale, il n'avait plus la possibilité de reculer.⁸ C'est ainsi que Garcia Olivier devient un partisan de la collaboration et son œuvre nous permet de suivre les traces des changements politiques et psychologiques opérés globalement dans le mouvement anarchiste et spécifiquement chez cette personne de première importance pour l'anarchisme espagnol.

Aussi, il faut inclure les œuvres d'Abel Paz, *Buenaventura Durruti 1896-1936* et *Guerre d'Espagne*. Paz avait quinze ans lors de la révolution et il devient le biographe de Durruti. Dans son livre, il nous raconte le parcours du groupe *Nosotros*, gravement affecté par la mort prématurée de Francisco Ascaso, car il maintenait la cohésion entre les différentes personnalités du groupe, notamment entre Garcia Oliver et Durruti. Ce dernier représentait la branche la plus radicale, lucide et décidée du mouvement, jugeant indéniable le rapport entre guerre et révolution.

Le livre de José Peirats constitue une sorte de version officielle du mouvement libertaire sur l'histoire de l'anarchisme espagnol et de la révolution. Peirats a été un militant qui a occupé plusieurs postes d'importance au sein de la CNT : il fait partie du comité de rédaction de *Solidaridad obrera* et en est le directeur en titre de 1934 à 1936. Durant son exil suite à la guerre, il est mandaté par le mouvement libertaire pour rédiger la version anarchiste des faits : *Une révolution pour l'horizon, les anarcho-syndicalistes espagnols 1869-1939*.

Ensuite, Henri Paechter, un militant communiste dissident du stalinisme devenu selon Guérin libertaire, a écrit un livre sur ses témoignages sur la révolution : *Espagne*

⁸ Juan Garcia Olivier, *El eco de los pasos*, Barcelone, Éditions Ruedo Ibéro/Ibérica de Ediciones y Publicaciones, 1978, p.297, En ligne, <http://www.memorialibertaria.org>, Page consultée en avril 2015.

1936-1937, la guerre dévore la révolution. Selon lui, les anarchistes ont appuyé leur tactique sur les arguments d'une prise de pouvoir en solitaire qui aurait pu compromettre leurs œuvres et sur la nécessité de développer leurs actions sociales à l'abri d'une coalition démocratique, dans l'action militaire. Il conclut que cette tactique a servi uniquement le gouvernement républicain.⁹

Dans le groupe des auteurs anarchistes non participants, nous trouvons Vernon Richards, qui a une vision critique externe du rôle joué par les anarchistes espagnols. En effet, Richards, dans son livre *Enseignement de la révolution espagnole*, essaie de mettre fin à certains mythes qui ont souvent été utilisés pour justifier la politique de collaboration. Par exemple, l'auteur rompt avec l'idée que la révolution allait être isolée sans les précieuses relations entre les républicains et les pays occidentaux (notamment la France et l'Angleterre). En fait, c'est la politique de non-intervention qui a permis l'embargo d'armement vers la République tandis que les puissances fascistes aidaient les franquistes. Le point de vue de Richards, bien qu'en qualité d'observateur, lui permet de saisir des éléments qui sont parfois négligés dans les bilans abordant la lutte antifasciste. Par exemple, il explique la collaboration des anarchistes avec le pouvoir républicain par l'éloignement qui existe entre les militants de base et les leaders, par l'argument de ne pas nuire à l'alliance antifasciste, par l'objectif de gagner rapidement la guerre, par l'idée d'agir sous le principe que la liquidation de l'État viendra avec l'expropriation économique et non avec l'action *politique*, et, finalement, les tendances réformistes présentes au sein du mouvement anarchiste.¹⁰

Nous trouvons également dans ce groupe Daniel Guérin, auteur anarchiste qui a écrit un bilan sur les mouvements anarchistes. *Grosso modo*, son œuvre défend le rôle des

⁹ Henri Paechter, *Espagne 1936-1937, la guerre dévore la révolution*, Paris : Spartacus, 1986, p.225.

¹⁰ Vernon Richards, *Enseignement de la révolution espagnole*, Paris, Acratie, 1997, p. 81

anarchistes, même s'il critique leur politique de prioriser la guerre, car cela a freiné la révolution et la participation des masses. Pour l'auteur, toute la responsabilité de la défaite doit être mise sur *les marxistes de tendance autoritaire* (les staliniens). Pour Guérin, le succès de l'autogestion ouvrière espagnole (principe libertaire de la gestion économique) a été écrasé, comme en Russie, dans le cadre d'un État dictatorial, militaire et policier.¹¹

Enfin, nous nous sommes servis de l'œuvre récente de Javier Paniagua *Breve historia del anarquismo* qui détaille les bases théoriques de ce courant et aussi la façon par laquelle elles se sont répandues en Espagne. Paniagua analyse aussi la période révolutionnaire et la transformation des idées anarchistes après ce qu'il appelle *la fin des idéologies*.

3. Parmi les auteurs marxistes, nous trouvons Pierre Broué dont les livres ont été reconnus comme étant des textes fondamentaux par l'ampleur de sa recherche et l'étendue des renseignements historiques et des critiques apportés. De cet auteur, nous reprenons le classique *La révolution espagnole 1931-1939*, deux volumes écrits en collaboration avec Émile Témime, *La révolution et la guerre en Espagne* et *Staline et la révolution, le cas espagnol*. Broué est l'un des auteurs qui donnent des éléments permettant un bilan purement militaire de la guerre civile. Selon lui, si l'assistance militaire était arrivée dans les premiers mois suivants la rébellion, l'issue de la guerre n'aurait pas penché du côté nationaliste. Or, la majorité de l'aide de Staline arrive en mars 1937, c'est-à-dire, beaucoup trop tard selon Broué. Tout cela serait le produit d'un calcul machiavélique de Staline. Nous pouvons partager ou non son bilan militaire, mais, en définitive, l'intervention soviétique (ou plutôt le retard de son aide militaire) est un point d'une importance cruciale durant les premiers mois du conflit. D'après cet auteur, les mois déterminants qui vont de juillet à novembre de

¹¹ Daniel Guérin, *L'anarchisme, de la doctrine à la pratique*, Paris, Gallimard, 1981, p.175 et 199.

1936 ont une importance majeure puisque c'est à ce moment que le futur de la guerre se décide. En plus des éléments du bilan militaire, les œuvres de Broué nous offrent des aspects de la politique des forces participantes qui nous aident à mieux comprendre les enjeux de l'épisode révolutionnaire.

Nous nous appuyons aussi sur l'œuvre analytique de Léon Trotsky qui a publié divers écrits sur la révolution espagnole en lien avec la situation et les événements internationaux. La thèse qui oriente sa position est celle de la possibilité d'une lutte réelle pour le pouvoir et pour le triomphe de la révolution socialiste en Espagne, due au rôle et au poids du prolétariat espagnol dans la société.¹²

Un des collaborateurs espagnols de Trotsky, G. Munis, avec *Jalones de derrota, promesas de victoria*, nous offre une analyse selon une approche marxiste de l'Espagne révolutionnaire et un bilan critique du rôle joué par les anarchistes. Selon cet auteur, les anarchistes ont tenté l'aventure à plusieurs reprises (tel qu'en 1931, à Alto Llobregat et en 1932, à Sallent) avant le moment définitif auquel ils sont arrivés sans avoir préparé de façon adéquate les masses ouvrières. À son avis, une partie de la démoralisation et du découragement du prolétariat est due à cette politique aventurière qui amène, par manque de préparation révolutionnaire, les anarchistes à participer au gouvernement.¹³

De plus, dans cette catégorie, nous avons inclus à Fernando Claudin qui était chef des jeunesses du Parti communiste espagnol (PCE) et qui nous offre des aspects intéressants sur les rapports entre leur parti, les forces républicaines et des partis de l'extrême gauche comme les anarchistes. Claudin, convaincu de la politique de son

¹² Nous nous basons sur la compilation de ses écrits faite par Broué : Trotsky, Léon, *La révolution espagnole 1930-1940*, Textes recueillis et présentés par Pierre Broué, France, Les Éditions de minuit, 1975, p. 27-741.

¹³ G. Munis, *Jalones de derrota, promesas de victoria, critica y teoría de la revolución española*, Espagne, Ediciones digitales Izquierda Revolucionaria, 2006, p. 97 et 98. En ligne, <https://www.marxists.org/espanol/munis/oc/tomo4.pdf>, Page consulté en avril 2015

organisation, a mis à jour le jeu de Staline qui consiste à étouffer le processus révolutionnaire pour maintenir l'alliance avec la Grande-Bretagne et la France. Pour Claudin, l'écrasement de la rébellion militaire franquiste aurait pu se réaliser en chassant les républicains du pouvoir et il affirme que ceci a échoué à cause des partis petits-bourgeois, groupe dans lequel il inclut les anarchistes.¹⁴

Finalement, nous avons utilisé le livre de Félix Morrow *Révolution et contre-révolution en Espagne 1936-1938*¹⁵, qui est considéré comme l'analyse marxiste la plus importante faite sur la révolution espagnole. Morrow nous donne une explication scientifique des causes profondes de la révolution espagnole et des perspectives idéologiques des groupes belligérants.

MÉTHODOLOGIE

Notre recherche reprend une méthode d'analyse qualitative fondée sur des sources secondaires, soit des ouvrages historiques et des analyses politiques de l'anarchisme en Espagne et de l'histoire de ce pays. Nous nous basons sur une bibliographie qui comprend une partie importante des œuvres *classiques* et des analyses les plus connues sur l'histoire de la révolution et sur les causes de la guerre civile espagnole. En plus, nous avons pu réunir plusieurs ouvrages qui constituent le témoignage des propres protagonistes des événements révolutionnaires et qui sont une source d'information directe. Parmi elles, nous avons plusieurs livres rédigés par d'importants militants anarchistes, dont plusieurs dans leur langue d'origine. En plus, nous incluons certaines analyses faites après la révolution par des militants anarchistes ainsi que d'autres œuvres récemment parues. Évidemment, les

¹⁴ Fernando Claudin, *La crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*, Paris, François Maspero, 1972, p.253, 255 et 285.

¹⁵Félix Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne (1936-1938)*, en ligne, www.marxists.org/francais/morrow/espagne/morrow_table.htm, page consulté le 24 avril 2015.

bibliothèques anarchistes virtuelles nous ont permis d'accéder à du précieux matériel qu'il aurait été impossible d'obtenir autrement.

Cela dit, il faut préciser que notre recherche a été guidée non seulement par l'intérêt pour les sciences politiques, mais suite à une réflexion sur les mouvements révolutionnaires prolétariens qui ont combattu le capitaliste durant le dernier siècle. Nous voulons contribuer aux réflexions académiques ainsi qu'aux discussions politiques sur les possibilités et les besoins d'un changement de système. Ainsi, nos conclusions dérivent d'une analyse basée sur une perspective de classe, soit fondées sur la théorie marxiste qui considère viable la possibilité d'établir un État ouvrier révolutionnaire comme le résultat de la lutte de classes.

STRUCTURE DU MÉMOIRE

Les chapitres de ce mémoire s'articulent ainsi :

Chapitre 1 : Contexte historique

Ce chapitre décrit le contexte historique qui nous permet de mieux comprendre les causes profondes de la révolution espagnole. Nous présentons un portrait de l'économie, du régime politique et des classes sociales du XIXe siècle, et ce, jusqu'à l'aube de la révolution qui débute en 1931. Faire la lumière sur cette période déterminante dans la formation de l'Espagne moderne d'avant-guerre, nous enseigne sur les problèmes structureaux du pays ainsi que sur la lutte entre les forces politiques et la particularité de la lutte de classes. De plus, notre analyse vise à contredire les explications qui marquent le caractère quasi féodal de l'Espagne et qui, en conséquence, limitent la révolution à une étape bourgeoise-démocratique.

Chapitre 2 : L'anarchisme en Espagne

Dans ce chapitre, nous repassons les origines de l'anarchisme en Espagne. Nous essayons de répondre aux questions suivantes : pourquoi les idées libertaires s'enracinent fortement dans ce pays et pourquoi cet enracinement est plus important dans certaines régions que dans autres ? Ainsi, nous aborderons les différents courants présentés au sein du mouvement anarchiste espagnol et leurs tendances politiques, et ce, jusqu'au commencement de la révolution.

Chapitre 3 : Les enjeux et le développement de la révolution

Ce chapitre présente une brève périodisation de la révolution espagnole en se concentrant surtout sur l'étape qui suit le soulèvement des militaires dirigés par Franco en juillet 1936. Nous focalisons notre analyse de chaque période en examinant conjointement la politique prônée par le mouvement anarchiste. Notre intérêt est de réviser l'attitude des anarchistes face au double pouvoir qui surgit de la contre-offensive populaire, face à la politique de collaboration avec le gouvernement républicain et la restauration de l'État bourgeois.

Chapitre 4 : L'évaluation critique de la politique anarchiste

Ce dernier chapitre est dédié à la présentation de notre évaluation critique de la politique des anarchistes pendant la révolution espagnole. Pour ce faire, nous procédons à l'analyse des contraintes extérieures qui ont eu une influence significative dans le conflit, ainsi qu'à celle de l'attitude adoptée au moment crucial du soulèvement militaire et de la naissance du pouvoir des comités. Nous tentons de répondre aux questions suivantes : pourquoi les anarchistes ont-ils consenti à la dissolution des comités révolutionnaires, pourquoi et comment ont-ils justifié leur participation au gouvernement républicain, et pourquoi ont-ils accepté la militarisation des milices? Cela va nous permettre de comprendre les conséquences des décisions prises dans le déroulement de la guerre civile.

CHAPITRE I

*« De todas las historias de la Historia,
la más triste es la de España porque se termina mal »*
Los soldados de Salamina, Javier Cercas

CONTEXTE HISTORIQUE

1.1 Introduction

Pour mieux comprendre les causes historiques de la Révolution espagnole, ses acteurs, ses enjeux et ses contraintes objectives, nous allons voir comment ils se sont façonnés à partir du XIXe siècle jusqu'aux trois premières décades du XXe siècle. En effet, les causes structurelles telles que la lutte pour la répartition de terres, le retard et la faiblesse du développement industriel (qui en revanche crée une concentration du prolétariat focalisée au Nord) et les revendications liées à l'autonomie des différentes provinces trouvent leur origine durant cette période. Au même moment, les forces qui vont se disputer la révolution et la guerre se développent : la bourgeoisie, le prolétariat et les forces de droite se transforment jusqu'au moment de la proclamation de la deuxième République en 1931.

De même, un regard sur la phase où s'établissent les bases de l'Espagne moderne nous permet de mieux comprendre les conditions par lesquelles les idées anarchistes se développent jusqu'à devenir le principal courant des ouvriers et des paysans pauvres.

Nous allons donc repasser brièvement les aspects historiques, économiques et politiques de cette période marquée par la crise sociale et la guerre civile permanente où nous retrouvons les causes profondes de la révolution espagnole des années 1930, leurs conditionnements et leurs influences.

1.1.1 Un portrait de l'économie, du régime politique et de la société espagnole durant le XIXe siècle

La longue période qui se déroule de 1808 à 1874 se caractérise par la rupture avec l'ancien régime¹⁶ et les essais pour construire un État-nation d'inspiration libérale. Ces efforts pour bâtir un pays moderne au sein de l'Europe occidentale se butent au refus tenace de la part des forces dominantes d'antan, notamment de l'Église et d'une partie de la noblesse. Également, les supposées forces motrices du projet modernisateur, la monarchie et la bourgeoisie, donnent des signes clairs de faiblesse structurelle, d'incapacité de prévoyance et de manque de détermination. Donc, la tâche s'avère plutôt pénible sous la collision de deux blocs opposés par leur propre modèle de nation.

En plus, cette étape est marquée par une succession quasi ininterrompue de soulèvements populaires ou militaires, de luttes pour la succession au trône, et de réformes et de contre-réforme qui minent l'évolution économique du pays.

¹⁶ Le terme d'Ancien régime, utilisé sous l'influence de la Révolution française, désigne régulièrement les régimes monarchistes européens des XVIIe et XVIIIe siècles ayant une démographie peu développée, une économie agraire et une société marquée par les ordres et les privilèges des classes aristocratiques et du clergé. En Espagne, il est utilisé par analogie, puisque les historiens considèrent que l'Ancien régime est définitivement aboli que durant la deuxième moitié du XIXe siècle suite aux révolutions libérales.

En effet, dès 1808 lorsque les troupes de Napoléon envahissent l'Espagne, un soulèvement populaire, appelé « Guerre d'indépendance » par la majorité des auteurs, commence et se généralise sur tout le territoire. Des « Juntas » (type de Comités) régionales où la représentation appartient principalement au clergé, à la noblesse et à la bourgeoisie libérale (toutes tendances confondues : modérées et radicales) sont mises sur pied. L'invasion et la riposte nationale créent un tel schisme que l'ancien régime n'a jamais pu être complètement restauré. Au même moment commencent la lente ascension de la bourgeoisie, le cycle des révoltes populaires ayant un caractère moderne et les soulèvements militaires appelés « pronunciamientos »¹⁷.

Durant ce siècle apparaissent aussi les guerres « carlistes ». Ce sont des soulèvements armés des partisans de Don Carlos, frère du roi. Ce dernier est affecté par l'abolition de la loi salique et il réclame le trône dès la mort du roi Ferdinand VII. Le « carlisme » se fait l'héritier de la pensée contre-révolutionnaire qui s'est développée contre les réformes libérales. Même si ce courant se fait le défenseur des *fueros* du Pays Basque et de Navarre, il s'agit aussi d'un phénomène complexe de riposte de certaines communautés menacées par les fondements individualistes de la révolution libérale.¹⁸

¹⁷ « Nous entrons, dès 1815, dans la période des *pronunciamientos*; c'est un phénomène nouveau, lié à la domination oppressive d'un groupe politique, dont la légitimité est contestée. C'est l'affaire d'un chef, venu de l'exil ou de la clandestinité, le plus souvent sortie de l'armée, qui affirme sa vocation à incarner l'unité nationale, et qui peut s'estimer assez représentatif pour lancer un appel (*grito*) à l'opinion publique. D'où le déroulement, toujours semblable, du *pronunciamiento* : exposition d'un programme sous forme d'un manifeste qu'on affiche ou qu'on lit aux troupes que l'on tente de soulever ». Émile Témime, Albert Broder et Gérard Chastagnaret, *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1979, p. 30. « Jusqu'en 1840, les *pronunciamientos* sont liés pour l'essentiel à la gauche du mouvement libéral. Par la suite, des militaires qui n'ont que peu connu l'expérience de la guerre d'Indépendance passent au premier plan (Narvaez, O'Donnell, Dulce, Serrano, Prim). La guerre carliste ou les guerres coloniales confèrent un immense prestige aux généraux vainqueurs qui deviennent alors plus conservateurs. Ils intègrent les élites sociales et même l'aristocratie ». Jordi Canal (dir.) *et al*, *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2009, p. 64.

¹⁸ *Ibid.*, p. 48. Ces révoltes ont lieu de 1833 à 1840, de 1846 à 1849 et de 1872 à 1874.

Finalement, il faut souligner que le rôle laissé à l'Espagne dans le contexte mondial influence son atrophie économique. En effet, le pays est assombri et bloqué par la force économique et la domination de l'Angleterre et de la France. Lors des guerres coloniales au Maroc (en 1859 et encore à partir de 1908) et à Cuba (1888), les dernières tentatives espagnoles pour repositionner leurs aspirations coloniales s'achèvent alors que les grandes puissances impérialistes l'exclurent de la répartition.

1.1.2 Une économie agraire

À l'aube du XIXe siècle, l'économie espagnole s'insère dans l'économie capitaliste mondiale en maintenant certains des traits propres des économies féodales. C'est un pays éminemment agricole caractérisé par de grandes propriétés ou latifundiums et par une immense population rurale qui est dispersée en petites localités. Par exemple, lorsque l'Andalousie arabe est reconquise au XVIe siècle, la noblesse établit ses domaines selon le même modèle latifondiaire, mais elle ne réussit pas à y instaurer les conditions féodales. L'exploitation prend le chemin du capitalisme qui nécessite des travailleurs salariés libres et non des serfs. Et même si grâce à un marché garanti par l'Empire colonial une bourgeoisie commerçante liée aux exportations réussit à se développer à cette époque, elle n'arrive pas à devenir un agent moteur du capitalisme au pays.

Devant cette incapacité de la bourgeoisie de se mettre à la tête du développement, une sorte de reconquête seigneuriale se produit ce qui permet à la noblesse de s'octroyer la majorité des terres. Le recensement de 1797 nous indique que 50 % des terres sont entre les mains de la noblesse, 17% appartiennent à l'Église et les 33% des terres restantes sont réparties entre les communes, les petits paysans et les bourgeois.¹⁹

¹⁹ Guy Hermet, *L'Espagne au XXe siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p.15-16. L'auteur souligne aussi que cette concentration est favorisée par l'élevage du bétail bovin entrepris par le gouvernement et la noblesse qui monopolisent l'exportation de laine en Flandres après avoir banni la

Cette concentration terrienne s'accroît pendant le XIX^e siècle causant de sérieuses conséquences sur l'économie. Notamment, deux des objectifs les plus importants des révolutions libérales-bourgeoises restent bloqués : la réforme agraire et la création de surplus de capitaux pour permettre un investissement dans l'industrie.

Au début du XIX^e siècle, la situation économique s'aggrave, car l'intervention française entraîne l'indépendance des colonies américaines continentales qui représentaient une source importante de remises fiscales, de ressources (principalement de métaux précieux) et qui étaient aussi la base de l'équilibre du commerce extérieur. La situation économique se détériore et se généralisent les disettes, la destruction du commerce intérieur, la paralysie des transports, la destruction du cheptel, la réduction des surfaces cultivées, l'inflation et la déflation des prix.

À contrecœur, la monarchie s'engage dans une lente transformation à l'aide de mesures de désamortissement, soit la libération et la privatisation de terres appartenant aux communes ou à l'Église.²⁰ L'opération permet à la Couronne de trouver les ressources nécessaires pour triompher dans la guerre contre les carlistes et pour se reliait les intérêts de la bourgeoisie et d'une partie de la noblesse en tant que principaux bénéficiaires.

bourgeoisie de l'entreprise. L'élevage nécessite d'énormes superficies et, dans certaines régions importantes du centre-sud du pays, il désarticule la paysannerie en la privant de ressources, en réduisant une minorité à la bergerie et une majorité au travail temporaire ou au chômage structurel et à l'indigence.

²⁰ « Sur le plan économique, les opérations commencées en 1834 s'accroissent surtout avec la confiscation et la vente des biens du clergé régulier en 1836. Le tout est complété par une reprise et un élargissement des mesures libérales de 1812 : liberté d'exploitation et de clôture, liberté de défrichement des montes (1836), abolition de la Mesta (1836), des droits seigneuriaux et de dîmes (1837), et surtout tentative de redressement des prix par l'établissement d'une échelle mobile sur les importations de céréales directement inspirée des réglementations britannique et française. Enfin, en 1841, sont mises en vente les terres du clergé séculier ». Jordi Canal (dir.) *et al.*, *op.cit.*, p. 63.

Nonobstant, d'un point de vue économique, les résultats des désamortissements sont plutôt limités. La vente rapporte très peu monétairement et les nouveaux propriétaires terriens choisissent de ne pas investir ou n'ont tout simplement pas les moyens de le faire. La production agricole peine à supporter le poids de l'augmentation démographique et la consommation céréalière individuelle stagne à un niveau similaire à celui qui prévaut lors du siècle précédent. En plus, la privatisation produit une plus grande concentration foncière et la disparition de champs et de pâturages communautaires des paysans pauvres.

En 1855, le désamortissement, appelé Madoz, prétend céder les biens de l'État aux communes, mais cela n'améliore guère la situation des paysans. En effet, dans plusieurs cas, ils doivent vendre la terre reçue, puisqu'ils n'ont pas les ressources pour l'exploiter convenablement. Cela entraîne la prolétarianisation des fermiers. Et même s'il y a une amélioration de certains aspects de l'économie tels que la croissance de la production et de l'importation de produits (comme le vin, l'huile d'olive ou les agrumes) ainsi que la constitution d'un marché national de produits agricoles, la croissance des terres cultivées n'a pas comme répercussion directe l'augmentation de la productivité. L'Espagne demeure au niveau de 5 quintaux l'hectare et il s'agit du plus bas taux en Europe. En guise de comparaison, l'Angleterre est à 14, la France est à 10 et l'Italie est à 7. En plus, les propriétaires fonciers ne souhaitent pas faire d'innovations techniques dans le domaine de l'agriculture puisqu'ils ont accès à une main-d'œuvre nombreuse et bon marché formée de paysans privés de terres.²¹

Donc, même si les nouveaux grands propriétaires favorisent peu à peu une exploitation plus intensive et la superficie cultivée augmente passant de 12 millions d'hectares en 1833 à 15,5 en 1860 et à 20 millions en 1920, Guy Hermet ajoute que

²¹ Canal (dir.) *et al.*, *op.cit.*, p.76-77

« si cette évolution encouragée de surcroît par le progrès des transports ferroviaires contribue au redressement du bilan alimentaire du pays et à son expansion économique, elle influe peu sur la situation navrante de la paysannerie». ²²

De plus, il y a deux effets négatifs de l'agriculture intensive : la mécanisation provoque une réduction de l'utilisation de la main-d'œuvre rurale et l'exploitation directe en écarte les fermiers et les métayers. Dans certains pays d'Europe, tels que l'Angleterre, la spoliation des terres a fourni, par la prolétarianisation forcée des paysans, la main-d'œuvre nécessaire au développement industriel. En Espagne, la faible industrialisation, concentrée principalement dans certaines provinces du Nord, ne parvient pas à absorber ni les métayers, ni les fermiers, ni les journaliers privés de terres et de travail.

Ainsi, la mise en vente des terres saisies par les désamortissements ne permet pas la formation d'un capital rural suffisant pour permettre l'émergence d'investissements industriels, l'élargissement du marché des produits manufacturés ou la diminution des impôts. En effet, ces mesures n'aboutissent pas à la modernisation de l'économie espagnole selon les standards européens de l'époque.

1.1.3 Le blocage du développement industriel et la bourgeoisie espagnole

Malgré le fait que l'agriculture joue un rôle primordial dans l'économie espagnole, il importe de s'attarder à un autre secteur économique, soit le développement industriel. Nous avons vu comme la naissante bourgeoisie commerciale a été privée de terre par la noblesse. Son rôle marginal dans la production agricole l'a empêchée de réunir les capitaux pour développer l'industrie. De ce fait, la bourgeoisie se concentre dans

²² Hermet, *op.cit.*, p.24. L'auteur décrit cette évolution par le fait que la terre cesse d'être un instrument de prestige et un signe d'appartenance à l'aristocratie pour se convertir en un facteur de production, ce qui indéniablement représente un pas vers l'économie capitaliste au détriment de l'économie féodale.

consommation cotonnière par dix, l'industrie réussit sa consolidation dans le Nord du Pays. De cette façon,

[1] l'industrie catalane s'est concentrée géographiquement ; car, en abandonnant l'eau au profit de la machine de Watt comme source d'énergie, elle a abandonné les vallées pour se rapprocher de Barcelone. En même temps sa main-d'œuvre devient urbaine, créant les premières formes de prolétariat industriel que connaît l'Espagne. Mais cette industrie reste modeste :

Consommation de coton brut

Pays	1820-1824 (moyenne)	1855-1864 (moyenne)
Royaume-Uni	54,8	369,4
France	18,9	74,1
Espagne	2,0	20

Surtout en raison de ses prix de revient élevés et de ses qualités, elle se concentre sur le marché intérieur et sur les Antilles, où elle doit lutter contre les concurrents anglais et américains. La clientèle espagnole est essentiellement rurale; il est certain que les progrès de l'industrie catalane s'effectuent au détriment des producteurs régionaux et de l'artisanat local; leur disparition aggrave encore la disparité entre périphérie et intérieur, et rend plus difficiles les conditions de vie des ruraux sans terre.²³

Toutefois, l'absence d'un réel marché national, la difficulté d'approvisionner en charbon les fonderies et l'insuffisance du réseau ferroviaire nuisent au développement d'une industrie lourde. Les bourgeois industriels n'apparaissent sur le devant de la scène espagnole que durant les années 1830 et ce retard les condamne à ne pas obtenir une réelle hégémonie politique ni économique. Cela s'explique par le fait que

²³Témime, Broder et Chastagnaret, *op.cit.*, p.68. Jordi Canal ajoute que la croissance de la production repose sur le marché intérieur, dans les années 1860 où il y a une crise financière internationale, de façon à ce que l'industrie catalane fournisse 75% de la consommation, en devenant ainsi « l'usine d'Espagne » ce qui lui permet d'attirer d'autres activités textiles comme la laine et la soie, au détriment de la Castille, de Valence ou de la Murcie. Canal (dir.) *et al.*, *op.cit.*, p.80.

cette bourgeoisie ne réussit pas à accumuler assez de capitaux pour créer un réseau bancaire ou un capital financier solide; conditions nécessaires, comme le souligne Témime, pour que la puissance bourgeoise obtienne une base solide.

Donc, l'unique surplus économique important découle des métaux précieux provenant du commerce extérieur avec ses colonies et cela permet à l'Empire de pallier son déficit commercial. Or, la situation se modifie lorsque la Guerre d'Indépendance de 1808 interrompt le commerce, et ce, jusqu'à la seconde moitié du siècle.²⁴ De plus, le commerce est fortement ravagé par la contrebande française ainsi que par une chute des exportations due à la forte présence des produits anglais et français sur le marché européen. Cela résulte en un endettement suite à des emprunts externes, en une déflation chronique jusqu'en 1855, en une paralysie budgétaire où les mesures protectionnistes prévues n'ont pas les effets escomptés et en une large misère populaire.

Durant la deuxième moitié du XIXe siècle, des efforts plus sérieux sont entrepris par la bourgeoisie et par le régime pour moderniser l'économie. La réforme de Bravo Murillo, promouvant les sociétés par actions, permet d'abord l'arrivée de capitaux étrangers. Ensuite, une loi ferroviaire de 1855 permet la construction d'un réseau de voies ferrées et l'importation de matériaux, et, vers 1856, une loi bancaire réorganise les banques permettant ainsi la création de sociétés de crédit plus libres. Cela provoque une activité financière importante qui s'accompagne d'une fièvre boursière et de l'enrichissement d'un secteur. Par contre, même dans ces conditions, la bourgeoisie n'arrive pas à faire une exploitation industrielle sérieuse, car elle est trop attirée par la spéculation et par l'exploitation momentanément favorable, par exemple dans le cas du textile catalan. C'est ainsi que dans la majorité des cas, les bénéficiaires ne

²⁴ Même le commerce des Antilles espagnoles, basé surtout sur le tabac et le sucre, ne rapporte pas de surplus importants, car les États-Unis en sont le principal destinataire. Témime, Broder et Chastagnaret, *op.cit.*, p.73.

font que consolider des fortunes foncières existantes. Dans cette situation, les capitaux étrangers ont des conditions favorables à leur implantation, surtout dans le cas des capitaux français, ce qui accroît la dépendance économique de l'Espagne.

En 1864, une crise économique éclate, balayant la faible structure bancaire; seules quelques banques survivent. Deux groupes acquièrent alors de l'importance : les banques basques de Bilbao et de Biscaye, et le groupe madrilène. Ce n'est que durant la Première Guerre mondiale que les banques développent des actifs industriels importants et qu'elles se libèrent de la présence étrangère.

À partir de 1877, malgré un important développement de l'exploitation minière²⁵, les principales industries (textiles, minières et métallurgiques) connaissent des difficultés liées à la non-croissance du marché intérieur et à la baisse de la valeur de la monnaie, la peseta.

Par exemple, vers 1896, tel est le rapport d'industrialisation entre les pays d'Europe où l'Espagne occupe la dernière place.

Même si le pays vit une certaine accélération due au rapatriement de capitaux suite à la perte de Cuba en 1898 et lors de la Première Guerre mondiale, permettant l'augmentation des exportations de produits manufacturés, l'économie espagnole continue d'être étroitement liée à l'agriculture. En plus, le bref essor économique ne permet pas à la bourgeoisie d'étendre les investissements et de se préparer lorsque le

²⁵ « L'Espagne, déjà au premier rang mondial pour le mercure, devient aussi le premier producteur de plomb jusqu'à l'affirmation de la suprématie américaine dans les dernières années du siècle ; elle est, selon les années, le second ou le troisième producteur de minerai de cuivre, le premier fournisseur de l'Angleterre en minerai de fer. » Témime, Broder et Chastagnaret, *op.cit.*, p.100. Jordi Canal souligne l'étape de l'éveil minier du pays en 1840 (avec 14 000 tons par an, mais une production diversifiée d'argent, de manganèse et de zinc), une deuxième étape d'accélération à partir de 1860 (avec 34,5 millions de tonnes en 1861 et 50,8 en 1867 grâce au plomb et cuivre) et les années 1880 lorsqu'elle devient un des principaux exportateurs au monde». Canal (dir.) *et al.*, *op.cit.*, p. 81.

marché mondial se rétrécit. Comme dans le cas des économies des pays neutres, la dépression suit la croissance économique et l'essor économique s'effondre lors de la crise de 1929.²⁶

C'est pourquoi, durant le XIXe siècle, la bourgeoisie espagnole, selon Témime, n'est qu'une ébauche d'une classe qui essaie seulement de prendre la première place sur l'échiquier politique et économique que lors de la Révolution de 1868.

Or, de son côté, la bourgeoisie urbaine est encore bien faible. Liée à une industrie encore modeste (Barcelone), à un négoce en difficulté (Cadix, Valence) ou en progrès incertains (Bilbao, Santander), elle représente, même en lui adjoignant les milieux madrilènes (financiers, hauts fonctionnaires, juristes, politiciens), un groupe plutôt qu'une classe.²⁷

Toujours attirée par le prestige des titres de noblesse, la bourgeoisie urbaine s'intègre à la noblesse foncière par l'achat de terres lors des désamortissements. De ce fait, avant même de se consolider en tant que véritable classe sociale, la bourgeoisie, issue surtout du milieu des affaires, rejoint les notables du pays et elle renforce ses rapports avec l'aristocratie et la ploutocratie. Cela explique, dans une certaine mesure, que lorsqu'elle confisque la direction de l'État pour l'utiliser à son profit, la bourgeoisie n'a pas de préférence ni pour les méthodes radicales, ni pour des changements politiques et sociaux profonds de la société et du régime.

En effet, le retard du développement économique marque cette bourgeoisie qui se montre incapable d'imposer sa complète domination et, par conséquent, de nourrir les

²⁶ Félix Morrow explique : « L'accroissement de la productivité requérait un investissement capitaliste en machines et en engrais, l'emploi de techniciens et la rééducation des paysans. Du point de vue des propriétaires fonciers, il coûtait moins cher de perpétuer les méthodes primitives sur le dos de la paysannerie. La période des années de guerre 1914 - 1918 avait donné à l'agriculture espagnole l'occasion temporaire de profiter du marché mondial, grâce à des prix intéressants pour ses produits. Mais au lieu d'en profiter pour améliorer la terre, les propriétaires fonciers investirent leur argent dans des hypothèques. Chassée du marché mondial après la guerre, l'agriculture espagnole s'effondra. La crise générale de l'agriculture, qui précéda la crise mondiale avant d'en être partie prenante, aggravée par les barrières douanières que l'Angleterre et la France dressèrent contre l'agriculture espagnole, conduisit la paysannerie au chômage et à la famine ». Félix Morrow, *op.cit.*, p.7.

²⁷ Témime, Broder et Chastaganaret, *op.cit.*, p.84.

liens économiques nécessaires pour diminuer les tendances centrifuges de certaines provinces. Suite à l'échec du modèle libéral, qui souhaite la libération commerciale et la modernisation de l'économie, survient le blocage des tâches historiques qu'une révolution bourgeoise devrait résoudre, soit le problème agraire et l'indépendance nationale (avec l'autonomie des provinces). Les conséquences sont visibles : la bourgeoisie s'avère toujours hésitante et elle est divisée entre le modèle monarchique et le modèle libéral, comme le démontrent ses tendances partisans. Ce n'est qu'en 1849, avec l'influence de la vague révolutionnaire qui parcourt l'Europe, que se fonde le Parti progressiste démocrate qui préconise la souveraineté nationale et l'exclusion du souverain. Il s'agit du début de ce qui est appelé par la suite le républicanisme²⁸, une forme de radicalisme bourgeois inconnu à ce moment au pays. Pendant le *bienio* progressiste de 1854-1856, deux branches se détachent : les gauchistes autour du Parti démocratique qui propose une souveraineté basée sur les Cortes, un appel à la mobilisation populaire et l'organisation révolutionnaire de *Juntas* et des cercles clandestins pour lutter contre la réaction; et les puritains, soit tous les libéraux opposés à la menace révolutionnaire et qui tentent de rendre viable le régime monarchique. Durant la deuxième République, la division prend forme entre les fédéralistes comme Prim et les cantonalistes, partisans d'une République construite depuis les bases.

Cependant, le projet républicain reste affaibli par son programme conservateur et par sa grande peur des masses qui est supérieure à sa haine de la monarchie. L'incapacité des républicains de proposer une modernisation du pays et de s'attaquer aux grands problèmes sociaux les oblige à agir comme leurs prédécesseurs modérés, en réprimant le mouvement ouvrier et paysan qui émerge. En outre, l'étroit lien de cette

²⁸ Pour certains auteurs, « la grande question est de savoir si la République démocratique doit maintenir, selon la tradition jacobine, un pouvoir central fort, ou si, au contraire, elle doit prendre en considération les vellétés régionalistes. », pour enfin donner plus d'autonomie aux provinces. Témine, Broder et Chastagnaret, *op.cit.*, p.53. Les républicains sont à gauche du libéralisme, surtout dans les moments révolutionnaires, dans les grandes villes, et ils sont inspirés par les sociétés secrètes.

bourgeoisie avec la propriété foncière l'empêche de faire une réforme agraire bénéfique pour les paysans et de suivre un modèle anglais ou nord-américain de petites propriétés suffisamment productives pour financer l'industrialisation du pays.

Vers la fin du XIXe siècle, c'est la bourgeoisie qui entraîne l'émergence des mouvements nationalistes basque et catalan face à la carence d'un État fédéral qui puisse alléger les tensions nationalistes internes. Il s'agit aussi d'une réaction face au désastre de 1898 (la perte du reste des colonies : Philippines, Cuba et Puerto Rico), ainsi que d'une riposte des zones industrielles face à ce qu'elles considèrent comme étant un boycottage économique-historique systématique de la part des Castillans à leurs exportations vers les colonies.

La bourgeoisie ibérique trouve une voie pour le partage des privilèges, ce qui modère ses positions. Par exemple, en France, la bourgeoisie voulait avoir cette voie pacifique, mais elle a été confrontée à la réaction nobiliaire. Le résultat est qu'elle a dû se radicaliser et faire une révolution anti-aristocratique. En Espagne, le manque de réaction nobiliaire, la lente consolidation de la bourgeoisie et son acclimatation au régime monarchique empêchent cette possibilité historique.

Finalement, cette bourgeoisie accentue son caractère réactionnaire durant le XXe siècle, en devenant un farouche ennemi de toutes les revendications ouvrières. Cela se répercute même durant la période de la Première Guerre mondiale lorsque ses revenus augmentent, car la bourgeoisie continue de privilégier la répression et l'assassinat de leaders syndicaux à la place de négocier et de satisfaire certaines de leurs demandes.

1.1.4 Le régime monarchique et sa base sociale

De son côté, le régime monarchique espagnol a certaines particularités. La dynastie Bourbon, qui s'impose définitivement sur les Habsbourg au début du XVIII^e siècle, réorganise son royaume après la reconquête finale des territoires du sud occupés par les Arabes. C'est le début de la domination définitive des Castillans sur les autres nations et d'un régime fortement centralisé. À l'origine, une confédération de monarchies plus ou moins souveraines surgit, elles ont leur propre administration, leur propre monnaie et, dans certains cas, leur propre Empire et leur propre langue. L'unité est faite sous le roi castillan, mais sans maintenir une unité politique complète. Peu à peu, les autres nations vont être absorbées et castillanisées au détriment de leur souveraineté.

Vers le XIX^e siècle, pour se distinguer des Habsbourg, les Bourbons se prononcent en faveur de la construction d'un État libéral. Pour ce faire, le régime a comme base sociale une noblesse peu nombreuse (mille membres vers 1800) et une faible bourgeoisie négociante castillane. Ces deux forces ne réussissent pas à moderniser le pays, de sorte que les tendances autarciques affrontent de façon permanente les tendances libérales. La monarchie fait donc ralentir l'application de mesures de type libéral pour favoriser ses alliés. Ainsi, ce régime qui tente une modernisation libérale maintient ses vieilles structures de pouvoir en s'appuyant sur le clergé, l'armée et l'aristocratie.

Les scandales de la cour, les intrigues et la longue bataille de succession se déroulant en faveur de la guerre civile ne font que miner peu à peu l'autorité et le pouvoir des monarques. La monarchie réussit à survivre grâce à une double dynamique de pouvoir : l'aristocratisation de la bourgeoisie et l'embourgeoisement de la noblesse. Cependant, fortement liée aux secteurs les plus conservateurs, la monarchie s'écroule impuissante face à la crise économique et sociale lors des conditions révolutionnaires des années 1930.

1.1.5 La noblesse

Dans cet ordre d'idée, il importe d'aborder la place particulière de la noblesse en Espagne. En 1808, l'aristocratie espagnole ne vit pas du système de servage qui rattache de façon forcée les paysans à la terre sous l'autorité d'un seigneur en échange de sa protection. Les classes populaires manquent donc d'intérêts envers les mesures libérales introduites durant le régime de Bonaparte, car elles ne sont pas en situation de dépendance envers la noblesse. Malgré le fait qu'un secteur de l'aristocratie se rallie à Joseph Bonaparte pendant l'invasion française, une majorité se tient à l'écart. C'est grâce à cela qu'elle ne perd pas tout son prestige face aux classes populaires.

Les grandes réformes faites par le gouvernement affectant les droits seigneuriaux et les majorats (en 1837 et en 1841) entraînent l'augmentation du nombre de nobles et l'accroissement de leurs domaines, car ils acquièrent ainsi une partie des biens désamortis. Une autre partie de la noblesse se recycle en devenant des investisseurs capitalistes dans des branches industrielles. Cependant, selon les dires de certains auteurs comme Jordi Canal, le déclin économique et social de la majorité des familles aristocrates est sans équivoque, et ce même si l'attrait pour les titres de noblesse perdure à l'intérieur de la bourgeoisie et d'une partie des classes moyennes. Un bon exemple de cela est le nombre élevé de gens appartenant à *l'hidalguia* (qui concerne une catégorie de nobles qui n'ont pas obtenu leur titre de naissance, ils ont plutôt été nommés et ils ont certains privilèges tributaires) qui atteint 500 000 individus.

1.1.6 L'Église

Comparativement, suite à l'invasion napoléonienne, le clergé adopte une position différente de celle de l'aristocratie. En effet, l'Église contribue fortement au soulèvement national contre l'occupation et en appui à Ferdinand VII. « Des prêtres

et des moines, des forgerons et des rempailleurs de chaises étaient chefs de *partidas* (ou groupes guérilleros) et siégeaient aux juntas provinciales ». ²⁹

La rupture survient quand les Cortès votent à Cadix l'abolition de l'Inquisition : l'Église, se sentant attaquée, se tourne alors vers le parti traditionaliste catholique qui deviendra le Parti carliste. Le clergé est dorénavant lié à l'aile la plus réactionnaire des monarchistes et il se lance dans les bras des plus riches pour résister aux désamortissements et aux mesures anti-carlistes. Le clergé est de plus en plus mal-aimé à cause de ses privilèges. En effet, en tant que grand propriétaire foncier, il reçoit de nombreuses subventions de la Couronne, et il accumule donc beaucoup de ressentiment à son égard.

De son côté, le peuple rompt partiellement sa relation avec l'Église : au milieu de la première guerre carliste, en 1834, une épidémie de choléra frappe Madrid et la rumeur veut que les Jésuites aient empoisonné l'eau. La populace réagit en brûlant les couvents et tuant tous les moines. L'année suivante, le mouvement resurgit et s'étend dans toutes les grandes villes, sauf dans les régions de Galice, de Navarre et dans les Pays basques où le clergé y détient moins de propriétés qu'ailleurs. La violence anticléricale devient, à partir de ce moment, l'une des règles des soulèvements populaires.

De plus, même si le désamortissement et l'aliénation des biens ecclésiastiques, surtout de 1837 à 1844, atteignent 18% de la richesse nationale, l'État crée un autre problème : il n'est pas en mesure de prendre en charge les institutions scolaires, de

²⁹ Gerald Brenan, *Le labyrinthe espagnol, origines sociales et politiques de la guerre civile*, Paris, Éditions Champ libre, 1984, p.73.

santé et de charité appartenant traditionnellement à l'Église.³⁰ Cela aggrave subséquemment la misère rurale.

Ainsi, bien qu'étouffée par les mesures libérales, l'Église reprend de ses forces après 1874. Vers le début du XXe siècle et suite à la mainmise des Jésuites, elle contrôle déjà un tiers des capitaux espagnols.

1.1.7 L'armée

En Espagne, l'armée a toujours eu un rôle particulier et elle est un appui important de la monarchie. Néanmoins, elle est aussi souvent la conductrice du mécontentement, non seulement populaire, mais de toutes les factions des classes dominantes de la société. Lorsqu'elle se soulève, l'officialité agglutine à ses côtés une partie considérable de l'armée.

À plusieurs occasions, l'armée joue un rôle clé. Cela est le cas, entre autres, en 1820, lorsqu'il arrive le *trienio* libéral; en 1836, lorsqu'elle oblige la souveraine à signer la Constitution; et en 1866, lorsqu'elle participe à l'agitation sociale qui aboutira en la première république. Tous les *pronunciamientos* soulèvent une partie de l'armée, et un secteur finit même par sympathiser avec le républicanisme.

1.1.8 La formation sociale

Pour mieux saisir le contexte social de l'époque, il faut maintenant s'attarder à la formation sociale de l'Espagne. La population totale de l'Espagne passe de 12

³⁰ En 1808, l'Église a à sa charge : 2231 Hôpitaux, 368 Collèges, 5898 prisons, 106 hospices, 383 maisons d'étude, 83 maisons de réclusion, 7347 maisons de pauvres et 67 orphelinats. Témime, Broder et Chastagnaret, *op.cit.*, p.83.

millions d'habitants en 1815 à 18,6 millions vers 1900.³¹ À l'intérieur de l'Europe de l'époque, le pays ibérique a un des plus faibles pourcentages de croissance.³² En effet, 51 % de la population vit dans des agglomérations de moins de 5 000 habitants, la majorité dans des zones rurales (66%) et seulement 9% dans des villes. Uniquement deux villes voient leur population dépasser le cap du demi-million de personnes : Madrid avec 751 000 habitants et de Barcelone avec 710 000 personnes. Entre 1900 et 1930, le taux de croissance demeure à 5,8% et se concentre principalement dans les capitales des provinces :

Population³³

Ville	1900	1930
Madrid	539 835	952 852
Barcelone	533 000	1 005 563
Valencia	213 550	320 190
Sevilla	148 315	228 729
Saragosse	99 118	173 987
Bilbao	83 306	161 987
Totale	1 617 124	5 686 616

Durant la première moitié du XIXe siècle, la situation est difficile pour les classes populaires qui, en 1860, représentent près de 65% de la population totale et dont 80% est analphabète. Leurs conditions de vie sont misérables et elles restent appauvries dans une économie condamnée à l'échelle locale par le manque de développement monétaire et industriel. Les petits commerçants ne réussissent pas à accumuler de

³¹ Canal (dir.) *et al.*, *op.cit.*, p.70. Il faut souligner quand même le caractère rural de la société espagnole comparativement au reste de l'Europe, par exemple: « En France, en 1836 le département le moins urbanisé, la Creuse, à 7,7% de sa population dans les villes ; la future région minière et sidérurgique des Asturies n'en a que 5,3%, la Vieille Castille 6,6% ». Témime, Broder et Chastagnaret *op.cit.*, p. 80.

³² La population espagnole a un taux de croissance de 61,7 %, tandis que la Grande-Bretagne en a un de 238%, les Pays-Bas de 177%, la Belgique de 123%, l'Allemagne de 106% et l'Italie de 87%. Maria Teresa Pérez Picazo et Guy Lemeunier, *L'Espagne au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1994, p.7.

³³ *Ibid.*, p.79.

profits et la classe moyenne se voit contrainte de se tourner vers l'armée et la fonction publique pour parvenir à une ascension sociale. Or, les moins nantis n'ont même pas cette possibilité. Dans ce contexte d'instabilité sociale, la moindre mauvaise récolte entraîne la disette et la ruine de milliers de familles sans ressources.

1.1.9 Les paysans et la terre

Durant le XIXe siècle, les paysans se retrouvent entraînés par un double mouvement: d'un côté les désamortissements, qui ne font que changer leur assujettissement du droit seigneurial à celui de l'impôt, tout en les privant des terres; et de l'autre, la condamnation à devenir des journaliers, des prolétaires ou des chômeurs permanents.

En 1860, la paysannerie représente 62, 5% des travailleurs du pays, et les propriétaires ne sont qu'un tiers des producteurs agraires actifs. Parmi ceux-ci, un groupe de petits propriétaires (environ 3 millions d'individus ce qui représente 19% de la population totale) sont obligés de migrer dû à leur paupérisation. Le nombre de journaliers augmente et atteint 5,4 millions d'individus, soit 36% de la population totale. Dans certaines régions comme l'Andalousie, Cordoue ou Jaén, la proportion surpasse 75%.³⁴ Après 1910, la paysannerie constitue la moitié de la population totale du pays, 57% habite dans des agglomérations de moins de 20 000 personnes et presque 50% des travailleurs actifs se retrouvent dans le secteur primaire.³⁵

Ainsi, la concentration de la terre à la veille de la révolution demeure un des principaux problèmes.

³⁴ Canal (dir.) *et al.*, *op.cit.*, p.91.

³⁵ Pérez Picazo et Lemeunier, *op.cit.*, p.82

Concentration de la terre³⁶

Pourcentage par Région	Petite propriété (moins de 10 ha)	Moyenne propriété (de 10 à 100 ha)	Grande propriété (plus de 100 ha)
Centre	53,3	22,3	24,2
Sud	27,9	19,8	52,4

Finalement, selon le cadastre de 1930, la concentration de la propriété fait en sorte que 98% des petits paysans ont moins de dix hectares chacun et occupent 36% d'un total de 22 et demie millions d'hectares. Donc, 65% de la terre est entre les mains de 2% des propriétaires, 19,69% en possède 21% et 76,54% n'en ont qu'un 13,16%. Les agriculteurs moyens détiennent dix à 250 hectares chacun et contrôlent 31% de l'ensemble, tandis que la moitié parmi les paysans les plus pauvres n'a qu'un tiers d'hectare ou moins par tête.³⁷ Cela signifie que malgré les nombreux changements économiques qui se produisent, l'Espagne reste un pays essentiellement rural où la propriété de la terre est contrôlée par une minorité. C'est pourquoi les paysans, surtout dans le sud durant la période révolutionnaire, ont une énorme faim de terres et de justice agraire. La question d'une répartition plus équitable des terres est l'un des plus importants fondements de la révolution.

1.1.10 La classe ouvrière

Au début du XIXe siècle, l'industrie métallurgique se concentre au nord du pays : à Biscaye avec 178 forges et 12 hérons, à Guipúzcoa avec 80 forges et 32 hérons, et à Valladolid avec 122 forges. Dans l'industrie du fer, il y a près de 3 500 ouvriers en

³⁶ *Ibid.*, p.83.

³⁷ Vernon Richards, *Enseignement de la révolution espagnole*, Paris, Acratie, 1997, p.109. L'auteur ajoute : « Dans les trois provinces d'Estrémadure, d'Andalousie et de la Manche, seulement 700 propriétaires, la plus grande partie absentéistes, possèdent plus de 5 millions d'hectares. Mais le problème de la terre ne se résout pas simplement en la divisant entre les paysans qui en sont privés. Le sol étant pauvre, avec de vastes zones où les pluies sont très rares, c'est seulement par l'irrigation et l'utilisation intensive des engrais et des machines modernes que les paysans pourraient se nourrir et avoir une marge pour satisfaire d'autres besoins ». *Ibid.*, p. 109. Voir annexe A.

Guipúzcoa, 1752 en Catalogne, 919 en Galice et 860 à Navarre. Mais c'est avec l'industrie cotonnière de la Catalogne que commence la « révolution industrielle » espagnole. Déjà à la fin du XVIIIe siècle, il existe plus de 3 000 établissements textiles employant 100 000 ouvriers, dont les deux tiers sont des femmes.³⁸

La très lente transformation de la production entraîne que près du tiers des travailleurs vivent à la campagne en 1850. C'est, entre autres, le cas de meuniers, de boulangers, de céramistes, de charpentiers, de bouchers, de poissonniers, de ferronniers et de maréchaux-ferrants. Or, le secteur artisanal prédomine dans les activités économiques secondaires où il y a 700 000 artisans et 550 employés de fabrique selon le recensement de 1860. Les ouvriers d'usine et les mineurs sont près de 200 000 en 1877, auxquels s'ajoutent les ouvriers du secteur tertiaire, tels que les travailleurs des chemins de fer qui passent de 5 000 en 1860 à 40 000 en 1877.³⁹ Finalement, la classe ouvrière augmente pendant la Grande Guerre, pour atteindre dans les années 1930 près d'un million et demi d'ouvriers d'industrie, du commerce et du transport et plus de trois millions de travailleurs syndicalisés sur une population de 25 millions.

1.2 L'héritage du XIXe siècle espagnol

Suite à cette contextualisation des différents groupes sociaux en Espagne, il importe de s'attarder à certains éléments historiques qui marquent l'Espagne durant le XIXe siècle.

De toute évidence, le processus de formation de l'État-nation et l'application des politiques modernisatrices libérales se confondent et arrivent avec un considérable retard en Espagne par rapport au reste de l'Europe occidentale. La situation d'une

³⁸ Diego Abad De Santillán, *Contribución a la Historia del movimiento obrero español, De 1905 a la Proclamación de la Segunda República*, Vol. II, México, Éditions Cajica, 1965, p.55-56. Les chiffres varient selon l'auteur.

³⁹ Canal (dir.) *et al.*, *op.cit.*, p.92.

guerre civile permanente retarde aussi le développement économique et la modernisation du pays. Les conséquences sont évidentes : la réforme agraire n'a jamais lieu, le développement industriel souffre d'un blocage et la bourgeoisie a des difficultés à se consolider en tant que classe hégémonique dominante. Le contraste entre le développement d'une classe ouvrière moderne et la présence de structures politiques datant du Moyen Âge donne cette particularité au pays.

C'est seulement lors de la restauration de 1874 que s'installe un régime plus stable qui se maintient au pouvoir jusqu'au coup d'État de Primo de Rivera en 1923. Son précurseur est Canovas del Castillo, le chef de file du parti conservateur, qui réussit à établir un système d'alternance entre les Partis conservateur et libéral, en excluant soigneusement les républicains. Il s'agit d'un régime qui représente l'héritage direct de cette révolution libérale modérée et inachevée du XIXe siècle. Un système de caciquisme s'impose avec des élections truquées où seulement les candidats officiels l'emportent, soit normalement les « caciques » locaux. Le cynisme est d'une telle envergure qu'à certaines occasions les résultats sont publiés avant le jour de l'élection. De cette façon, les classes dominantes réussissent à mettre fin aux disputes d'antan pour créer un régime plus solide qui leur bénéficie et qui permet un certain développement pacifique.

Or, malgré l'arrivée d'une relative modernité, les grands exclus sont encore et surtout les masses populaires qui se révoltent et remettent en question ce nouveau régime. Même si le régime réussit à établir une certaine stabilité en écartant les conflits dynastiques et en réduisant les luttes entre les factions bourgeoises, la polarisation sociale du XXe siècle fait ressortir les conflits entre les classes. Dorénavant, les principaux conflits confrontent d'un côté les paysans et les ouvriers et de l'autre, les patrons. Ainsi le démontrent les grands conflits de début du siècle, tels que la grève générale de Barcelone de 1909, les grèves de 1917 à 1921 ainsi que les importantes occupations de terres faites par des paysans pauvres. Aussi lorsque l'Espagne profite

de sa neutralité lors du conflit mondial pour augmenter les exportations et les productions industrielle et agricole, la classe ouvrière renforce aussi sa position.

De plus, l'influence de la vague révolutionnaire émanant de Russie renforce la combativité et la confiance en soi du prolétariat. Sauf que, malgré la relative faiblesse du gouvernement, la classe ouvrière n'est pas encore en mesure de faire tomber ce régime. En effet, vers les années 1920, l'influence de la situation révolutionnaire internationale se fait sentir en Espagne en même temps que la voie fasciste commence à être envisagée par le régime pour résoudre la crise.

C'est précisément avec l'intention d'établir un gouvernement fort que le roi Alphonse XIII (après l'assassinat de l'archevêque-cardinal Juan Soldevilla⁴⁰ en juin 1923) accepte le coup d'État militaire du Général Primo de Rivera. Un nouveau régime de type dictatorial naît. Il décrète illégaux les partis politiques et les organisations ouvrières et il ferme le parlement et supprime la Constitution. En voulant imiter le mouvement fasciste de Mussolini, le dictateur crée un parti unique « l'Union Patriotique » qui cherche à rassembler les masses petites-bourgeoises et, même, à ce que la classe ouvrière se rallie. Trop décimé pour faire face au putsch militaire, le mouvement ouvrier se divise sur l'idée de participer ou non aux institutions du régime telles que les commissions mixtes d'arbitrage pour les conflits ouvriers-patrons. D'une part, le PSOE et l'UGT y participent et le dirigeant Largo Caballero collabore en occupant le poste de conseiller du gouvernement et, d'autre part, la CNT refuse la collaboration et elle se voit dans l'obligation de passer à la clandestinité et de se dissoudre officiellement.

⁴⁰ Les groupes anarchistes exécutent les principaux responsables de la répression, dont Soldevilla, et aussi le premier ministre Eduardo Dato en 1921, José Maestre de Laborde l'ex-gouverneur de Barcelone de Bilbao et Gonzalez Regueral le gouverneur de Bilbao. Ils décident de cibler aussi Martinez Anido le général gouverneur de Catalogne, le chef des pistoleros et même le roi. En revanche, plus de 30 anarchistes sont assassinés à Barcelone sous la *loi fugue* (sous prétexte qu'ils vont s'enfuir) et Salvador Seguí, chef de fil de la CNT va aussi être tué en 1921.

De surcroît, Primo de Rivera commence une certaine modernisation du pays en mettant sur pied des infrastructures et des œuvres publiques pour faciliter un essor industriel et agricole. De même, il établit un système de subventions et certaines étatisations, comme dans l'industrie pétrolière et automobile, favorisant la capacité productive nationale. Cependant, le dictateur ne se donne pas les moyens politiques d'établir un régime de longue durée. Malgré son acceptation par une partie importante de l'armée et des élites bourgeoises, il n'arrive jamais à solidifier sa base sociale d'appui parmi les classes moyennes nonobstant sa relative popularité. Cela marque sa fin, car Primo de Rivera tombe principalement à cause de son isolement politique et de la désaffection de ses alliés. Observateur attentif de la situation espagnole, Léon Trotski écrit à ce propos :

La dictature de Primo de Rivera est tombée toute seule sans révolution. En d'autres termes, cette première étape est le résultat des maladies de la vieille société et non des forces révolutionnaires d'une société nouvelle. Ce n'est pas par hasard. Le régime de la dictature, qui, ne se justifiait plus, aux yeux des classes bourgeoises, par la nécessité d'écraser immédiatement les masses prolétariennes représentait en même temps un obstacle aux yeux de la bourgeoisie dans les domaines économique, financier, politique et culturel. Mais la bourgeoisie a évité la lutte jusqu'au bout : elle a laissé la dictature pourrir et tomber comme un fruit gâté.⁴¹

En effet, même si la dictature de Primo de Rivera obtient un certain succès économique, elle a pour effet de briser l'initiative économique et politique de la bourgeoisie à une étape où elle a enfin réussi à établir sa domination. C'est surtout dû à cet élément que le régime perd l'aide et l'appui de cette strate de la société. Sa chute a un effet boule de neige en caméra lente parce que les régimes postérieurs, plongés dans l'impuissance, n'ont pas pu empêcher la polarisation sociale et la chute subséquente de la monarchie qui arrivera en 1931.

⁴¹ Léon Trotski, « Les tâches des communistes en Espagne (Lettre à Contra la corriente, 25 mai 1939) », in *La révolution espagnole (1930-1940)*, textes recueillis par Pierre Broué, Paris, Les Éditions de Minuit, 1975, p.45-46.

1.2.1 Le caractère de la révolution espagnole

Lorsque débute la révolution, l'ancien régime est aboli en Espagne. Même s'il reste certaines caractéristiques du passé, comme l'existence même de la monarchie et de la noblesse, les formes de production liées à la féodalité ont complètement disparu du sol espagnol. Les rapports sociaux dominants dans la production agricole et industrielle sont majoritairement d'exploitation capitaliste. Dans ces conditions, le féodalisme ne peut pas être restauré par le fascisme, tel que le suggèrent certains auteurs.⁴²

Évidemment, tel que souligné, le capitalisme est peu développé en grande partie à cause d'un régime de propriété terrienne basé sur les latifundiums. Le développement industriel est bloqué par le manque de surplus de capitaux agricoles qui favoriseraient des investissements majeurs. En même temps, le développement des pays de l'Europe occidentale, surtout celui de l'Angleterre et de la France, est aussi un facteur qui contribue à ce blocage. Par conséquent, la révolution espagnole a pour tâche de finaliser tout ce qui a été laissé inachevé par la révolution libérale, notamment la réforme agraire, l'établissement d'une république fédérée basée sur l'autonomie des provinces, ainsi que le développement économique pour favoriser les masses

⁴² Notamment George Orwell, *Un hommage à Catalogne 1936-1937*, Paris, Champ libre, 1982, p.237. Pour attaquer cet argument, Félix Morrow nous explique : « Les staliniens et les sociaux-démocrates cherchent des justifications théoriques à leur collaboration avec la bourgeoisie libérale, prétendent que le fascisme espagnol tire ses origines du féodalisme. Pour les staliniens, il s'agit là d'une théorie toute nouvelle, concoctée pour les besoins de la cause. Le fascisme espagnol n'est pas plus féodal que le fascisme italien. L'arriération de l'industrie dans ces deux pays ne peut pas être surmontée dans le cadre capitaliste, puisque ni l'un ni l'autre ne peut entrer en compétition, avec les pays industriels avancés, à l'époque du déclin des marchés mondiaux. Ils ne pouvaient que s'assurer une stabilisation temporaire en abaissant le prix du travail en dessous du niveau européen et, pour ce faire, il leur fallait écraser toute forme d'organisation ouvrière. L'agriculture espagnole est arriérée et « féodale » dans ses méthodes de travail. Mais la terre a été achetée, vendue et hypothéquée comme n'importe quelle autre denrée depuis deux siècles. Dès lors, la question de la terre devient une question capitaliste ». Morrow, *op.cit.*, p. 8.

populaires et pour en finir avec la situation de dépendance envers les puissances européennes.

De ce fait, les forces de gauche interprètent différemment le caractère de la révolution et ajustent leurs stratégies. Ainsi, les partis socialiste et communiste déduisent que la révolution doit passer par une étape démocratique inévitable où le capitalisme, une fois libéré des entraves féodales, permet les conditions pour accéder à la seconde étape de la révolution socialiste. Sous cette considération, leur stratégie politique se fixe sur l'appui au régime républicain pour ainsi empêcher un éventuel débordement radical des masses. C'est pourquoi une participation au Front populaire qui rassemble toutes les forces progressistes semble une chose naturelle, même si cela signifie une subordination au programme modéré de la droite républicaine et la renonciation à leurs propres revendications.

Néanmoins, il y a quelques différences entre les deux partis. Pour les socialistes, l'étape dicte que les tâches inachevées doivent être résolues par la bourgeoisie et ses partis en tant que principaux acteurs. Leur conclusion est que le mouvement social doit appuyer et accompagner cet effort ainsi qu'intercéder en faveur de la bourgeoisie contre la réaction. Le rôle du Parti socialiste se réduit à jouer le rôle d'une gauche parlementaire et d'intercéder en faveur de réformes favorables à la classe ouvrière. De leur côté, les communistes affirment que, puisque la bourgeoisie n'est plus révolutionnaire, c'est le prolétariat qui doit mener la tâche de liquider les éléments féodaux encore existants (latifundisme, domination de l'Église, castes militaires, aristocratie, oppression des minorités nationales, etc.). Ce n'est qu'une fois ces problèmes résolus que le prolétariat peut passer à l'étape socialiste et à l'attaque

contre la propriété.⁴³ Les deux positions coïncident sur l'existence d'une étape préalable et inévitable avant l'étape de la révolution socialiste.

De leur côté, les anarchistes, tout en admettant le caractère bourgeois de la révolution, mettent de l'avant une politique ne prévoyant aucune collaboration avec la République et l'avancement vers l'instauration du communisme libertaire suite à l'abolition de l'État. Or, durant la guerre civile, leurs tactiques ne s'ajustent plus avec cet objectif stratégique.

Comparativement à cela, le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) sous l'influence du trotskysme, a une vision proche du permanentisme⁴⁴ de la révolution selon laquelle seul le prolétariat peut amener à terme les tâches inachevées de la révolution bourgeoise par sa propre révolution et en établissant son propre pouvoir. Selon cette vision, ce qui arrive en Espagne est plutôt une transformation de la révolution démocratique en une révolution socialiste, comme dans le cas de la révolution soviétique. Comme la bourgeoisie ne veut plus résoudre les problèmes sociaux fondamentaux, il ne reste que la classe ouvrière et les paysans appauvris, fonctionnant comme les vrais moteurs de la révolution, pour s'attaquer à ces problèmes en utilisant la prise de pouvoir comme essor. Cette conception part du point de vue que, dans le capitalisme dominé par les grandes puissances et le capital

⁴³ Fernando Claudin, *La crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*, Paris, François Maspero, 1972, p.243. Cette position stalinienne ignore le concept de « l'hypertrophie de la révolution » utilisé par Lénine en 1917 selon lequel le pouvoir bourgeois ne peut pas se transformer par hypertrophie en pouvoir ouvrier-paysan; il faut plutôt que la classe ouvrière conquière le pouvoir pour que l'évolution de la démocratie au socialisme soit possible. Léon Trotsky, « La révolution espagnole et les dangers qui la menacent (28 mai 1931) », In *La révolution espagnole (1930-1940)*, textes recueillis et présentés par Pierre Broué, Paris, Les Éditions de minuit, 1975, p.119.

⁴⁴ Soit, un point de vue en accord avec la Théorie de la Révolution permanente énoncée par Léon Trotski. Selon cette théorie, le capitalisme impérialiste prépare les conditions pour que le prolétariat fasse la révolution et prenne le pouvoir. Vu de cette façon, la question ne peut pas être liée à savoir si un pays avec un certain développement économique est mature pour la révolution, puisqu'il existe déjà dans le monde les préconditions pour que débute la révolution socialiste internationale. Évidemment, le POUM ne tire pas les conclusions pratiques de cette vision théorique et capitule face au Front Populaire.

international, la bourgeoisie a délaissé son côté progressiste devenant ouvertement réactionnaire. Elle constitue un frein et elle est incapable de résoudre les tâches incomplètes de sa propre révolution. Or, la responsabilité de mener jusqu'au bout un changement favorable pour les majorités dépouillées tombe entièrement sous la responsabilité du prolétariat, indépendamment de s'il s'agit d'un pays industrialisé ou peu industrialisé. Mais, malgré cette prise de position, le POUM se montre incapable de véhiculer une politique révolutionnaire indépendante.

En outre, il importe de se demander si la bourgeoisie républicaine a une idée claire de ce que la révolution doit accomplir. Évidemment, il faut se rappeler que les Cortès constituantes promulguent une nouvelle constitution et que le projet républicain est de créer les conditions nécessaires à l'instauration d'un système parlementaire permettant un développement économique de longue haleine. Or, la première coalition républicaine gouvernante est menée par des modérés comme Manuel Azaña et par des personnes qui, comme Maura, ont gouverné avec la monarchie. Donc, ils représentent le républicanisme modéré qui ne souhaite pas appliquer en profondeur des réformes. En se basant sur les faits, leur politique a comme objectif de ne pas perdre le contrôle du gouvernement au profit de la droite, tout en ne cédant pas aux exigences des masses populaires. Ainsi, ils formulent une réforme agraire pour satisfaire les propriétaires fonciers et pour tranquilliser les paysans, mais sans prévoir son application concrète. De plus, la réforme militaire mise en place, connue comme la *loi Azaña*, veut moderniser l'armée, mais elle ne fait que préparer et faciliter l'organisation des futurs conspirateurs. En plus, pour faire face à l'agitation sociale, le gouvernement s'octroie les pleins pouvoirs en suspendant les droits et les libertés élémentaires, tel que le fait une dictature. Les trois mois précédant le soulèvement fasciste, les républicains procèdent à des détentions en masse de militants ouvriers, à une déclaration d'illégalité des grèves et à la fermeture de locaux syndicaux de la CNT et de l'UGT.

fond, il s'agit d'un choix résumé par la formulation : *plutôt perdre la guerre que tolérer la révolution*⁴⁵!

⁴⁵ Paraphrasant la formule de José Garcia Pradas, directeur de la revue CNT de Madrid, adressée plutôt à la politique de Staline. Pierre Broué, *Staline et la révolution, le cas espagnol*, Coll. Pour une histoire du XXe siècle, France, Fayard, 1993, p.161.

CHAPITRE II

L'ANARCHISME ESPAGNOL

*« A aquel que rehúsa el poder,
por un proceso fatal de reversión,
el poder lo destruye. »*
Octavio Paz, El laberinto de la soledad.

2.1 Les débuts du mouvement ouvrier espagnol

Le mouvement ouvrier espagnol surgit dans les années 1830 et il est lié au radicalisme politique. Déjà en 1821, à la manière du mouvement *luddite*, les tisserands détruisent les métiers à Alcoy, petite ville manufacturière située dans le Levant, ainsi qu'à Camprodon et à Sabadell en Catalogne. En 1835, l'incendie de l'usine *El vapor* à Barcelone reste l'exemple le plus connu de ce type de protestation. C'est dans cette ville que le mouvement associationniste surgit avec les premières commissions de fabriques et la formation de sociétés de secours mutuel permettant la mise en place de caisses communes d'entraide pour secourir les aînés, les malades et les grévistes. Évidemment, les idées socialistes contribuent à la politisation des ouvriers. Les premières écoles socialistes arrivent en Espagne dans les années 1840 telles que le mouvement saint-simonisme qui influence la Catalogne et le fouriérisme qui trouve écho à Cadiz. *L'Union de classes*, première confédération syndicale d'inspiration proudhonienne apparaît aussi à cette époque à Barcelone.

En 1842, les ouvriers de Barcelone se révoltent contre le gouvernement central, ce mouvement populaire entraînant le bombardement de la ville par le régent en

fonction, le général Espartero. L'année suivante dans cette même ville éclate la *Jamancia*, une rébellion populaire au cri de : Pain et Travail!⁴⁶

À Madrid, le premier journal ouvrier, *El eco de la clase obrera*, apparaît en 1855, quelques jours à peine après la première grande grève ouvrière barcelonaise. Cette dernière revendique le droit syndical, la limitation du temps de travail à treize heures par jour, la création d'un jury mixte en cas de conflits du travail et le droit de participer à la milice nationale. En participant aux insurrections qui éclatent à partir de 1856, le mouvement ouvrier est persuadé que le progressisme peut résoudre ses problèmes, tel que le montre le cri de bataille à l'époque : Vive la République!⁴⁷ Selon Édouard Waintrop, c'est à ce moment qu'apparaissent les drapeaux noirs et rouges que va utiliser l'anarcho-syndicalisme. La lutte des paysans pour le contrôle de la terre prend corps lors des insurrections d'Andalousie en 1857 et au sein du mouvement des journaliers de Loja (province de Grenade) de 1861. Dans cette région marquée par les latifundiums, l'idée d'une exploitation coopérative ou communale, telle que prônée par la suite par l'anarchisme, est de plus en plus évoquée.

2.1.2 Origines de l'anarchisme espagnol

L'organisation libertaire commence spécifiquement en Espagne en 1868 avec l'arrivée de l'italien Giuseppe Fanelli, député au Parlement d'Italie et ami personnel de Bakounine. Fanelli est le premier à faire connaître en Espagne l'idéologie

⁴⁶ Édouard Waintrop, *Les anarchistes espagnols 1868-1981*, France, Éditions Denoël, 2012, p. 22.

⁴⁷ M. Lorenzo souligne l'influence des républicains sur la classe ouvrière avant septembre 1869 : « *La Alianza de los Pueblos*, journal républicain fédéraliste, fut jusqu'à sa disparition en mai 1869 le porte-parole des associations ouvrières de Barcelone ... Les participants du Congrès ouvrier catalan de décembre 1868 que présida entre autres le futur libertaire Rafael Farga Pellicer, se déclarèrent républicains et adeptes des idées fédéralistes; ils proclamèrent la nécessité de l'ordre et leur désir de réaliser leurs aspirations par des moyens pacifiques ». César M. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir 1868-1969*, Paris, Éditions du Seuil, 1969, p.16.

collectiviste⁴⁸ qui désigne une appropriation collective des moyens de production sous la forme de la gestion directe des entreprises par les travailleurs. Son influence est déterminante puisqu'il réussit à rassembler la première génération de libertaires espagnols : Anselmo Lorenzo, José Luis Pellicer, Rafael Farga Pellicer et Tomas Gonzalez Morago qui se détachent parmi une vingtaine de nouveaux convertis. Ils vont constituer la branche espagnole de l'Alliance de la Démocratie socialiste (ADS), un groupe qui fonctionne au sein de la AIT pour sélectionner les cadres révolutionnaires, pour guider les organisations ou pour les créer. Aux dires de M. Lorenzo, l'ADS équivaut à un parti politique purement bakouninien qui cherche une cohésion idéologique et une activité clandestine susceptible d'échapper à la répression, mais qui rejette la conquête du pouvoir et la participation électorale.⁴⁹

Après 1868, la Direction des Centrales Ouvrières de Barcelone et l'Union des ouvriers de manufacture sont créées. En juin 1870, le premier Congrès ouvrier a lieu et il est constitué de la Fédération régionale espagnole (FRE) de la AIT avec à sa tête les militants libertaires et leur hebdomadaire *La solidaridad* (La solidarité). Ce Congrès aborde quatre thématiques : la résistance au capital, la coopération, l'organisation des travailleurs et l'attitude à adopter envers la politique.

Trois courants allaient marquer les premiers débats : le courant *bakouniniste* (antipolitique, antiétatique, collectiviste et favorable au développement du syndicalisme), un courant

⁴⁸ « Les *collectivistes* s'intitulaient aussi *socialistes révolutionnaires* ou *socialistes antiautoritaires*, mais, qualifiés avec mépris par leurs adversaires d'*anarchistes*, ils revendiquèrent rapidement, par bravade, cette dernière épithète (le mot *libertaire*, synonyme d'anarchiste, fut créé à la fin du XIXe siècle) », nous explique M. Lorenzo. *Ibid.* p. 16.

⁴⁹ Bakounine la définit ainsi: « C'est une société secrète formée au sein même de l'Internationale, pour lui donner une organisation révolutionnaire, pour la transformer elle et toutes les masses populaires qui se trouvent dehors, en une puissance suffisamment organisée pour annihiler la réaction politico-cléricobourgeoise, pour détruire toutes les institutions juridiques, religieuses et politiques des États. » Cité par Cesar M. Lorenzo, *Ibid.*, p.17. L'ADS s'appelle, selon Javier Paniagua, l'Alliance internationale de Démocratie Socialiste pour laquelle Bakounine demande son adhésion à l'AIT. Elle est acceptée à condition qu'elle dissout ses sections dans la structure de l'Internationale. Nonobstant, elle continue son activité de façon clandestine en Suisse, en Italie et en Espagne. Le Conseil central de la AIT en les accusant de divisionnisme, et chacune se revendique comme étant la véritable AIT. Javier Paniagua, *Breve historia del anarquismo*, México, Tombooktu, 2012, p. 44-45.

syndicaliste (moins radical que la mouvance précédente), qui s'associait aussi quelques militants favorables à une vision à la fois politique et ouvrière; et enfin le secteur coopératif, modéré, opposé au développement du syndicalisme de combat⁵⁰.

Les thèses bakouninistes l'emportent contre celles réformistes, laissant clair les principes de la nouvelle organisation : condamnation de l'action politique parlementaire et gouvernementale; critique de la religion; dénonciation de l'État; et une révolution sociale qui permet l'édification d'un monde nouveau basé sur le fédéralisme économique, le collectivisme et l'émancipation culturelle. Lors de ce congrès, Farga Pellicer déclare : « Nous voulons en finir avec le pouvoir du capital, de l'État et de l'Église pour construire sur leurs ruines l'anarchie, la libre fédération des libres associations d'ouvriers »⁵¹.

Selon Waitrop, la Fédération connaît une progression importante qui gagne la sympathie des ouvriers; non seulement grâce à son refus de toute centralisation et à son rejet de la politique, mais aussi par le fait que les participants au mouvement sont si pauvres qu'ils se compromettent à part entière avec la cause. Dès 1871, les fédérations professionnelles et les unions de métiers de type syndicaliste visant à améliorer les conditions de vie des travailleurs se répandent dans tout le pays. Elles vont fomenter l'agitation révolutionnaire, susciter la solidarité prolétarienne en dépassant les intérêts corporatifs et répandre les idées libertaires.

Suite à la rupture entre bakouninistes et marxistes au sein de l'AIT, la FRE ratifie les thèses du Congrès anarchiste de Saint-Imier⁵² lors de son congrès à Cordoue en 1872-

⁵⁰ *Ibid.*, p.43.

⁵¹ Diego Abad de Santillán, *Contribución a la Historia del movimiento obrero español, Desde sus Orígenes hasta 1905*. Vol. I, Puebla: Editorial Cajica, 1962, p.128.

⁵² La rupture entre Bakounine et Marx arrive lors du Congrès de La Haye en septembre 1872 autour des discussions sur la guerre franco-allemande, sur les pouvoirs du Conseil Général et sur l'activité clandestine de l'ADS au sein de l'Internationale. Ce Congrès expulse Bakounine et le leader suisse James Guillaume, qui en font appel au Congrès de Saint-Imier, à l'est de Suisse, en décembre de cette même année. Là, cinq fédérations dissidentes se réincorporent : la Jurassienne, l'Italienne, l'Espagnole, plus une petite section américaine et une petite Française. Ce congrès définit la grève générale comme

1873 et elle conserve la majorité au sein de l'organisation. Le mouvement prend des allures de vraie organisation nationale avec un Conseil fédéral, un règlement très strict, une cotisation hebdomadaire pour les militants et une articulation entre les sections. En plus, elle instaure des moyens de propagande tels qu'un réseau de coopératives de consommation, la fondation d'écoles, de bibliothèques, de centres éducatifs et la création de sociétés mutualistes, de caisses de résistance, de bureaux de placement, etc.

2.1.3 Les anarchistes et la Première République espagnole

Lors de la proclamation de la première République en février 1873, le mouvement libertaire est un des mieux organisés de la AIT.⁵³ À cette époque, les libéraux sont divisés entre les fédéralistes et les cantonalistes. Les premiers occupent brièvement le pouvoir, tandis que les seconds connus aussi comme les *intransigeants*, se soulèvent contre le gouvernement républicain, arborant le libéralisme radical et la décentralisation. Durant quelques mois, le mouvement cantonaliste se fait maître de certaines régions appuyées par les *Juntas* locales, en appliquant des mesures telles que la fermeture des églises et la confiscation des biens du clergé, la taxation des plus riches, l'armement du peuple et parfois la distribution de terres aux journaliers agricoles. Malgré tout, sans coordination, sans chefs d'envergure ni programme homogène, le mouvement est réprimé au bout de quelques jours.

moyen de faire la révolution et d'émanciper le prolétariat, en plus d'annuler les pouvoirs du Conseil général (réduit à ressembler des statistiques et des données) pour le rendre aux fédérations. Waintrop, *op.cit.*, p.33.

⁵³ Le seul bémol remarqué par César M. Lorenzo est la faible participation d'intellectuels au mouvement ouvrier en général et spécifiquement au mouvement libertaire. D'après l'auteur, ce divorce entre la classe ouvrière et l'intelligentsia produit l'appauvrissement doctrinal de la première, et est un facteur de stérilité pour la deuxième, ce qui va perdurer jusqu'à la révolution. Un petit groupe d'intellectuels anarchistes, dont Francisco et Angel Mora, José Mesa et Pablo Iglesias, partiront de la section espagnole de l'ADS pour fonder le noyau du futur Parti socialiste ouvrier espagnol sous l'influence de Paul Lafargue, le gendre de Marx. Voir M. Lorenzo, *op.cit.*, p. 21

De leur côté, les anarchistes ont appuyé l'aile gauche républicaine en participant au soulèvement, en siégeant dans les *juntas* cantonales et en organisant des grèves et, quelques fois, des occupations de grandes propriétés terriennes. Ils organisent des affrontements armés contre les soldats et la garde civile, et, dans certaines régions où la Fédération libertaire a de nombreux militants, le comité local remplace le conseil municipal (comme à Sanlucar de Barrameda) ou le Conseil fédéral se transforme en Comité de Santé publique, comme à Alcoy. En donnant une orientation socialiste et prolétarienne à l'insurrection⁵⁴, les libertaires préparent les conditions pour rompre politiquement avec les républicains radicaux. En effet, suite à la rupture par les libéraux de leurs promesses révolutionnaires, la séparation entre les républicains et le mouvement ouvrier militant a lieu. Les anarchistes capitalisent l'organisation des travailleurs avec une politique syndicaliste, notamment à Barcelone. C'est seulement après la lutte cantonaliste et la défaite républicaine que les idées libertaires vont se répandre plus sérieusement dans le pays.

La tactique de lutte du mouvement libertaire pendant cette période semble tout à fait correcte, mais elle entre en contradiction avec les résolutions du Congrès de Saint-Imier et elle sera plus tard condamnée en tant qu'*hérétique* et même *contre-révolutionnaire* par le mouvement anarcho-syndicaliste. Mais, selon M. Lorenzo, avant la rupture avec Marx, Bakounine accepte le pouvoir issu directement du peuple, un pouvoir insurrectionnel contrôlé par le peuple et construit sur les ruines des institutions bourgeoises. Bakounine recommande à plusieurs reprises une tactique semblable à celle utilisée en Espagne. Par exemple, lors de la guerre franco-allemande de 1870, il préconise de convertir la guerre patriotique contre l'envahisseur en une guerre révolutionnaire. Aussi, il conseille à ses camarades italiens de

⁵⁴ Cette tactique est d'essayer « de dépasser sans cesse les gains acquis au moyen d'une révolution permanente susceptible de secouer les masses, de se les rendre favorables, puis risquer l'épreuve suprême lorsque les travailleurs auraient suffisamment de maturité, [en même temps de] s'allier aux éléments les plus avancés du moment de façon à franchir quelques étapes les rapprochant d'une société socialiste libertaire qu'ils n'étaient pas en mesure, vu leurs forces encore trop faibles, d'atteindre d'un seul coup... » *Ibid.*, p. 25.

collaborer avec les mazziniens et les bertaniens pour atteindre certains objectifs politiques. C'est-à-dire que Bakounine ne laisse pas seulement au hasard l'organisation du pouvoir issu de l'insurrection, car il tient compte de la nécessité de rallier la petite bourgeoisie à sa cause pour qu'elle ne rejoigne pas l'ennemi réactionnaire. De même, il considère comme progressif le triomphe électoral des républicains en France.

Cependant, le mouvement anarchiste international, et donc aussi celui espagnol, change de position à partir de la lutte contre les marxistes qui considèrent nécessaire d'organiser la classe ouvrière à l'intérieur d'un parti politique pour qu'il atteigne ses objectifs d'émancipation. Désormais, pour les anarchistes, le pouvoir en lui-même ou toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire ou révolutionnaire est rejeté, car ils considèrent qu'il s'agit d'une trahison envers le prolétariat. De ce fait, les importantes leçons de la lutte pendant la première République sont oubliées.

Avec la restauration monarchique de 1876, le mouvement subit de longues années de répression et de persécutions qui ne finissent qu'en 1881 lorsqu'un nouveau gouvernement libéral octroie les droits d'association et de réunion. En sortant de la clandestinité, l'anarchisme espagnol évite l'extinction et reprend de ses forces. Ainsi, les idées libertaires s'installent définitivement en Catalogne et en Andalousie lorsque la Fédération des travailleurs de la Région espagnole (FTRE) se réorganise avec 30 000 militants d'Andalousie et 13 000 de Catalogne. Le programme de la Fédération reprend la tradition internationaliste, la défense du collectivisme, l'organisation fédérative et le rejet du parlementarisme, soit une ligne considérée comme du bakouniniste classique. L'anarchisme espagnol subira aussi l'influence de l'anarcho-communisme, tel que défini par Kropotkine lors des congrès anarchistes de Florence (1876) et de Jura (1880), qui critique le collectivisme bakouniniste. Nonobstant le mouvement espagnol arrête la polémique interne avec une résolution

qui dit accepter l'anarchie sans distinction de procédures révolutionnaires ni d'écoles économiques.⁵⁵

2.1.4 Les hypothèses sur la propagation de l'anarchisme en Espagne

L'Espagne a été le seul pays où l'anarchisme a pu devenir un mouvement d'envergure avec un profond enracinement dans les classes laborieuses. Comment expliquer l'énorme succès des idées anarchistes au sein des masses espagnoles? Plusieurs auteurs ont essayé d'expliquer cette adhésion massive à l'anarchisme dans ce pays.

Gerald Brenan nous offre une explication liée à l'influence de l'Église catholique et à la lutte contre son pouvoir. Pour lui, dans un pays dominé pendant si longtemps par la religion catholique, les masses ont simplement changé cette domination spirituelle par une autre, plus politique, mais en préservant une certaine spiritualité. Ainsi, suite à sa rupture avec l'Église, les masses adhèrent à une autre sorte de « religion »⁵⁶. L'auteur nous explique que, durant les siècles antérieurs, l'Église a joué un rôle contradictoire. D'une part, le clergé apparaît comme une sorte « d'unificateur national » qui, en même temps, inculque au peuple l'isolationnisme et la résistance à tout changement. D'autre part, c'est cette même église qui a semé, d'une certaine façon, l'esprit égalitaire et affranchi qui caractérise les peuples ibériques. Et, comme

⁵⁵ Paniagua, *op.cit.*, p.114.

⁵⁶ L'auteur l'explique ainsi : « Comme nous le verrons plus loin, par suite de la pauvreté du sol et de l'irrégularité des pluies, l'Espagne a évolué de façon chaotique, ce qui a rendu impossible l'accumulation normale des ressources, mais a favorisé la formation d'un caractère national parfois capable des entreprises les plus grandes et les plus remarquables. C'est pour cette raison sans doute que l'Espagne, depuis qu'elle a perdu la foi catholique, est avant tout un pays à la recherche d'une idéologie. Une grande idée nouvelle qui favoriserait l'action commune pourrait, on le sentait bien, libérer les énergies jusque-là concentrées et l'Espagne, au lieu de vivre stérilement en vase clos, apporterait alors au monde lumière et énergie. Cette conviction soutint la République, les mouvements socialiste et anarcho-syndicaliste, et même les idéologies patriotiques et militaires qui ouvrirent la voie au fascisme ». Gerald Brenan, *Le labyrinthe espagnol, origines sociales et politiques de la guerre civile*, Paris, Éditions Champ libre, p.44.

l'explique Brenan, le bas clergé est resté proche des masses populaires en pratiquant les valeurs chrétiennes d'humilité, d'égalité et de justice.

Or, le rôle joué par le clergé change drastiquement après l'invasion française de 1808. Au début, le clergé participe aux guérillas et aux *Juntas* révolutionnaires mises sur pied pour lutter contre l'envahisseur. Au fil des années, l'Église adhère à la réaction, car elle se sent attaquée par les réformes libérales. La résistance des institutions les plus puissantes de l'Église, telle que l'Inquisition et les Jésuites, oblige l'État à l'affrontement et à entreprendre de fortes campagnes anticléricales. En conséquence, le peuple se sent trahi par l'institution ecclésiastique et il abandonne peu à peu les paroisses, et ce, avant même d'adhérer aux idées radicales. Selon l'auteur, le déclin de l'Église est aussi dû au fait qu'elle a perdu son rôle politique (de facteur d'unité) et son utilité sociale (d'intermédiaire entre le peuple et l'autorité) une fois qu'apparaît l'idéal de développement reposant sur la centralisation, l'unité politique et la renaissance économique qui débute au XVIIe siècle. Mais, en même temps pour Brenan, l'Église a aidé à la propagation des idéaux collectivistes et socialistes au sein de la société. Par contre, ces idéaux vont disparaître de l'imaginaire bourgeois face au problème agraire, tandis qu'ils restent populaires auprès des ouvriers et des paysans pauvres.

De plus, la hiérarchie catholique attaque désormais rageusement les revendications populaires et elle se met du côté des patrons. Les syndicats catholiques sont un bon exemple de cette rupture. Vers la fin du XIXe siècle, Léon XIII lance une politique de création de syndicats religieux pour garantir l'ordre et le respect sociaux. En fait, ces syndicats sont financés par les patrons qui les utilisent pour briser les grèves, ce qui accentue le rejet de l'Église par la classe ouvrière. Brenan semble donc négliger l'aspect que la rupture avec la religion est aussi due au développement et à la

radicalité du mouvement ouvrier c'est-à-dire à un accroissement de sa conscience de classe et de l'idée que l'Église est l'alliée de la contrerévolution⁵⁷.

Brenan ajoute aussi une autre explication de type psychologique reliée au caractère de différentes communautés ibériques. Historiquement, les Castillans développent un caractère guerrier et plus autoritaire avec une tendance à la conquête et à la colonisation. Comparativement à cela, les provinces absorbées par la métropole castillane, parmi lesquelles se retrouvent les communautés andalouses, catalanes, basques, valenciennes ou galiciennes, développent instinctivement un sentiment plus libertaire et partisan de l'autonomie.⁵⁸

De son côté, l'auteur César M. Lorenzo nous offre une autre explication de la propagation de l'anarchisme en Espagne. Selon lui, le point d'inflexion du mouvement ouvrier face à la réception de la propagande libertaire survient suite à l'échec de l'insurrection des républicains fédéraux. Ce soulèvement vise à abolir le service militaire obligatoire, à remplacer l'armée par une milice nationale et à accomplir la décision des Cortes constituantes prise le 1er juin 1869 qui empêche le rétablissement de la monarchie. Néanmoins, le général Prim, figure libérale d'importance maintient le service militaire obligatoire pour tous ceux qui ne peuvent pas payer le quota d'exemption. Cela est perçu par le peuple comme une trahison. En avril 1870, les émeutes se succèdent en Catalogne. Lorenzo explique que :

duement réprimées, elles radicalisèrent encore un prolétariat jusqu'alors tenté par le républicanisme de gauche et suscitèrent en lui des aspirations nouvelles que les promesses démagogiques des politiciens ne suffisaient plus à satisfaire; elles l'aidèrent ainsi à éveiller sa conscience de classe, à découvrir que ses intérêts ne coïncidaient pas avec ceux de la petite bourgeoisie libérale; elles suscitèrent enfin une grande méfiance envers l'État, qu'il fût aux

⁵⁷ C'est aussi l'argument qu'oppose Étienne David-Bellemare à la vision de Brenan dans son mémoire : Étienne David-Bellemare, « Analyse matérialiste et organisationnelle du développement de l'anarchisme en Andalousie 1868-1910 », Mémoire de maîtrise, Montréal, UQAM, 2012, En ligne. <http://www.archipel.uqam.ca/5107/1/M12659.pdf>, consulté le 14 mars 2015.

⁵⁸ Brenan, *op.cit.*, p.413-414.

mains des uns ou des autres, car, en dépit des changements du régime, il gardait le caractère répressif et antipopulaire de toujours.⁵⁹

Ainsi, cette expérience politique, en plus d'entraîner la rupture avec la bourgeoisie et d'ouvrir la voie aux idées radicales, entraîne l'apparition de la première génération de militants libertaires espagnols rassemblés par Fanelli dont il a été question auparavant.

Par ailleurs, l'auteur Guy Hermet nous donne une explication pratique. Il analyse les rapports électoraux, surtout durant le régime de la restauration de 1874-1923 où il découvre que le régime pousse les républicains à la marginalité. En effet, le truquage des élections avec l'alternance de candidats conservateurs et libéraux exclut délibérément et avec acharnement les participants républicains de sorte qu'ils ne réussissent jamais à dépasser le seuil de 15% ou 18%. Donc, la fermeture de la participation électorale et la désillusion des masses populaires envers un système truqué d'avance contribuent aussi à la radicalisation des méthodes de lutte. Une énorme méfiance envers la voie pacifique et envers le régime en lui-même se développe dans ces conditions.⁶⁰

De son côté, Édouard Waintrop donne une explication de caractère sociologique qui relie le succès des idées anarchistes à l'intérieur des mouvements paysan et ouvrier aux mauvaises conditions de travail et au bien-être social des classes travailleuses. Il ajoute que le désir d'une autonomie provinciale face au gouvernement central castillan coïncide avec l'autonomie préconisée plus tard par l'idéologie anarchiste.⁶¹

⁵⁹ M. Lorenzo, *op.cit.*, p.17.

⁶⁰ Hermet, *op.cit.*, p. 66 et 67. L'auteur explique ainsi la séparation des masses du libéralisme et donc l'importance de l'abstentionnisme qui se maintient depuis cette époque à un 30 ou 35 %.

⁶¹ Waintrop, *op.cit.*, p. 46-47,57-58.

Finalement, il faut ajouter, en suivant Javier Paniagua, que le succès des anarchistes est dû à la politique modérée des socialistes « marxistes » du groupe de la IIe Internationale organisée dans le PSOE. Il est certain que durant les années de clandestinité marquées par les actes terroristes et le sectarisme au sein du mouvement libertaire (surtout de 1880-1890⁶²), les socialistes obtiennent un succès éphémère au détriment des anarchistes. Cependant, les socialistes ont une politique qui imite la social-démocratie française ou allemande : elle met l'accent sur la lutte électorale et sur la voie pacifique de la lutte. De surcroît, ils arrivent même à mépriser les méthodes grévistes. Donc, une fois que le mouvement anarchiste reconsidère la grève comme une méthode de lutte valable suite à la période appelée « terroriste », la voie lui est ouverte pour devenir la force dirigeante des grandes luttes quotidiennes de la classe ouvrière. Cette position radicale permet au mouvement anarchiste d'acquiescer plus d'influence que les socialistes, surtout après les expériences de lutte révolutionnaire des années 1910 et 1917.⁶³

Tout bien considéré, nous croyons qu'à un certain degré chacune de ces explications est respectable dans la mesure où chaque élément décrit une partie de la physionomie de la classe ouvrière industrielle et agricole espagnole lors de la révolution. En effet, le mouvement ouvrier, influencé par les libertaires, prend la forme d'un mouvement anticlérical. En fait, la classe ouvrière fonctionne comme l'opposition radicale au régime monarchique face à la faiblesse des forces républicaines et du modérantisme des socialistes. Comme dans le cas de la Catalogne, le mouvement ouvrier est ouvertement autonomiste ou sympathisant de la cause nationale face à l'État centraliste.⁶⁴ Également, il est vrai que l'anarchisme se propage davantage dans la

⁶² Pendant cette période, même le syndicalisme est condamné en tant que tactique réformiste ou, selon Malatesta, comme *institution réactionnaire*. Il le sera jusqu'en 1910 lorsque l'action syndicale voit sa réhabilitation définitive à l'intérieur du mouvement libertaire espagnol avec la fondation de la CNT.

⁶³ Paniagua, *op.cit.*, p.185. L'auteur ajoute que la lutte contre les socialistes accentue le rejet libertaire des réformes en tant que véhicule d'un changement social.

⁶⁴ Il faut souligner que même si le mouvement ouvrier industriel anarchiste est de forte inspiration catalaniste, il n'impose aucune hégémonie nationale. Il est fort probable que la classe ouvrière catalane

périphérie provinciale que dans le centre castillan, où il ne se développe que tardivement, et qu'il a un énorme succès parmi les masses de la province la plus pauvre qu'est l'Andalousie. De plus, la fermeture du régime à reconnaître les organisations ouvrières, l'inexistence de voies légales de participation politique ainsi que la répression accentuent la radicalisation du mouvement ouvrier.

Finalement, il ne faut jamais oublier qu'à l'intérieur de la lutte des classes et de la lutte politique, l'activité des militants peut faire pencher la balance d'un côté comme de l'autre. Les idées anarchistes retrouvent sur le territoire ibérique des militants passionnés qui vont les répandre et les promouvoir lorsque le mouvement populaire cherche une sortie à la crise sociale. Ces militants forment le mouvement syndical à travers de fortes luttes, de mouvements grévistes et d'insurrection ainsi que des périodes de clandestinité maquées par une forte répression et de nombreux emprisonnements. C'est-à-dire que les anarchistes ont su reconnaître l'importance des revendications des militants et ils les ont même accompagnées dans leurs luttes⁶⁵.

Les explications « millénaristes »⁶⁶, qui décrivent le phénomène politique d'enracinement de l'anarchisme seulement par le caractère arriéré de l'économie, mettent l'accent sur « les reflets du passé » présents chez les ouvriers espagnols (surtout ceux du Sud formés de journaliers agricoles). Toutefois, ces explications négligent l'émergence d'une classe ouvrière moderne ayant une haute conscience de son rôle à l'intérieur du pays et au niveau international; d'une classe qui, même si elle

rejette le centralisme castillan tel que le montre son vote massif pour le statut d'autonomie lors de l'avènement de la IIe République.

⁶⁵ « Surtout, la tradition anarcho-syndicaliste fait du syndicat en Espagne, beaucoup plus qu'une arme de défense dans la lutte quotidienne, une cellule vivante de l'organisme social, accaparant souvent tous les loisirs du travailleur et surtout le moyen révolutionnaire par excellence, l'outil de la transformation sociale, le groupement de classe, infiniment plus important à cet égard que les partis politiques. » Pierre Broué et Emile Témime, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1961, p.44.

⁶⁶ Des auteurs comme Hobsbawm et Brenan présentent des explications sur le caractère messianique et passionnel, tout à fait dépourvu de stratégie et de programme, de l'anarchisme espagnol, tel que le décrit Étienne David-Bellemare, *op.cit.*, p. 25-31.

contraste par sa force et sa combativité avec le développement industriel limité, est consciente des conditions sociales d'une époque de crise permanente.

Néanmoins, même si la vision *millénariste* nous semble incorrecte, force est de constater qu'il y a deux points de faiblesse de l'intervention anarchiste dans le mouvement ouvrier espagnol. Premièrement, nous pouvons relever que dans la doctrine anarchiste, il n'y a pas de formulation programmatique ou théorique qui explique le rapport entre les revendications et les luttes quotidiennes sous l'objectif d'atteindre le communisme libertaire. Sans cette explication, il résulte impossible de faire comprendre aux travailleurs syndicalisés le lien entre leurs luttes et l'objectif final d'abolir le régime et le système capitaliste. Deuxièmement, cette omission stratégique semble avoir été remplacée par l'hypothèse que la réponse vienne de la spontanéité des masses. De cette façon, le rôle des militantes anarchistes est vu comme de créer ou d'aider à créer les conditions révolutionnaires par « l'exemple », qui sera répandu par la « contagion ». Sous cette logique, les militantes anarchistes se lancent plusieurs fois dans aventures insurrectionnelles condamnées d'avance à l'échec, puisqu'elles ne considéraient pas les conditions et l'état d'âme des masses populaires.

2.1.5 La propagation anarchiste par région

Suite à cela, il importe de se questionner sur les régions et les principaux secteurs où se sont répandues les idées anarchistes. Comme le souligne Paniagua, une discussion récurrente parmi les auteurs tourne autour de la manière dont le socialisme d'inspiration marxiste s'est enraciné à Madrid, au Pays Basque et à Castilla-La Mancha, puisqu'il s'agit de zones où il y a une prédominance de paysans et d'artisans; ou comment il a influencé les commerçants et les travailleurs d'Euzkadi. Alors que

dans les régions industrielles comme la Catalogne et Valence, et certaines zones rurales d'Andalousie et Malaga, il y a une influence claire de l'anarchosyndicalisme.

Paniagua raconte que l'anarchisme espagnol surgit dans les villes, comme à Barcelone, en réaction aux conditions de vie dans les quartiers ouvriers et dans les usines. Il considère que le mouvement anarchiste reflète la dynamique des travailleurs qui doivent migrer de la campagne à la ville pour trouver un emploi. Cet auteur souligne que les idées libertaires en Espagne donnent beaucoup de poids aux questions agraires, d'une telle façon que pour les publicistes anarchistes, l'industrie est subordonnée à l'agriculture. Autrement dit, la terre est un idéal qui, contrairement aux opérations monotones des usines, représente la sécurité et la liberté de travail, ainsi que la créativité.⁶⁷ Les militants anarchistes parcourent donc les zones rurales en adoptant le mode de vie des paysans et en faisant des communes leurs bases principales. D'une certaine façon, l'anarchisme se répand naturellement dans les régions rurales du sud, où, en plus, il y a une tendance insurrectionnelle marquée. Dans les zones industrialisées comme en Catalogne, l'anarchisme l'emporte sur le socialisme parce qu'il reprend les revendications du mouvement ouvrier et impulse l'organisation syndicale de résistance. Sous l'influence catalane, l'anarchisme se répand à Valence et à Aragon, mais il a peu de succès dans la zone minière d'Asturies et il surgit tardivement dans la capitale Madrid. (Voir annexe B)

Finalement, Gerard Brenan suggère que l'anarchisme se répand là où le fédéralisme républicain, datant de 1873, a ses bases sociales, c'est-à-dire dans les régions où l'État central castillan est perçu comme colonial, parasitaire et inutile. Cet auteur souligne que ces régions partagent un autre élément : la croyance en la supériorité de la société sur le gouvernement, en la coutume sur la loi et au jugement des voisins sur les formes légales de la justice centralisée. Cette vision a renforcé les idées

⁶⁷ Paniagua, *op.cit.*, p.107-115. Cette vision se maintient dans certains secteurs du mouvement anarchiste espagnol comme *La revista Blanca* de Federico Urales.

abolitionnistes de l'État.⁶⁸ Après l'éphémère première République, le mouvement fédéraliste disparaît tandis que l'anarchisme survit dans la clandestinité en reprenant la bannière de l'autonomie des provinces.

2.2 Idées et courants de l'anarchisme espagnol

Tout au long de son histoire, l'anarchisme espagnol a eu différents courants internes. Donc, lorsqu'il est question du mouvement anarchiste, cela regroupe une multitude de groupes d'affinité, de groupes de presse et de branches politiques ayant leur propre compréhension des idées anarchistes et leur propre tactique. Il ne s'agit pas d'un courant hégémonique, car cela dépend de chaque période. Voici brièvement chacune des périodes : 1. De 1868 à 1874, l'étape de la fondation du mouvement marquée par les idées de Bakounine et jusqu'à la restauration de la monarchie. 2. De 1874 à 1888, une étape marquée par la clandestinité avant que l'anarchisme ressurgisse du syndicalisme (à partir de 1881) jusqu'à la division autour de la discussion du collectivisme et du communisme libertaire. 3. De 1888 jusqu'à la fondation de la CNT, une étape marquée par la dispersion de l'anarchisme, les attentats dits terroristes et une lente recomposition associationniste à partir de 1900. 4. De 1910 à 1923, étape où la CNT se développe pour se consolider comme l'organisation la plus importante du prolétariat à travers de grandes grèves et de luttes violentes contre le « pistolerisme ». 5. De 1923 à 1931, l'étape de dissolution pendant la dictature qui perdure jusqu'à 1927, année même de la fondation de la FAI et de la renaissance de la CNT. 6. À partir de 1931, l'étape de la Révolution.

2.2.1 De la propagande par les faits à l'anarcho-syndicalisme

⁶⁸ Waintrop, *op.cit.*, p.21.

À partir de 1874, lors du régime de la restauration, les positions des militants aboutissent à une autre différence au sein du mouvement libertaire. En effet, une branche préconise l'importance d'une violente « propagande par les faits » et des attentats meurtriers; l'autre branche suit une ligne syndicaliste d'organisation par offices qui veut exploiter les moyens légaux. Pour Javier Paniagua, les premiers sont ceux de Madrid où une pauvre industrialisation et une faible organisation imposent des sorties désespérées; tandis que les seconds sont les Catalans qui ont su développer un mouvement ouvrier fort.⁶⁹ Durant les années qui suivent, la première position sape le travail de la Fédération espagnole alors que les socialistes et le réformisme syndical augmentent le nombre de leurs membres au détriment des anarchistes.

Le mouvement libertaire étant tombé dans une période difficile de clandestinité, de répression aiguë et d'activité sectaire quasiment sans avoir de références internationales, retrouve dans l'ouverture des associations ouvrières de 1881 une opportunité de s'en sortir. Ainsi, le Congrès ouvrier de septembre de cette même année fonde la Fédération des travailleurs de la région espagnole (FTRE) cherchant une reconnexion avec les masses ouvrières. Cela fonctionne, puisqu'elle regroupe 58 000 membres dès l'année suivante. Au sein de cette nouvelle Fédération apparaît une fraction radicale appelée *Los Desheredados* (Les Déshérités). Elle est partisane de la voie insurrectionnelle et du « Communisme libertaire » tel que défini par Kropotkine lors des congrès de Florencia en 1876 et de Jura en 1880. Cette fraction critique la branche de l'anarchosyndicalisme catalane, considérée modérée, et son appartenance au collectivisme bakouniniste qui est accusé d'accepter les iniquités sociales par sa distinction du travail personnel. Comparativement à cela, le « Communisme libertaire » prône l'apport de chaque individu à la société dans la mesure de ses possibilités.

⁶⁹ Paniagua, *op.cit.*, p.98. Il faut distinguer deux sortes de propagande par les faits, la violente et l'autre qui met l'accent sur la fondation d'écoles et sur les questions culturelles.

Le Congrès de Londres de 1881, le dernier de l'AIT anarchiste, marque le tournant définitif vers les tendances individualistes, nihilistes et terroristes. Selon Max Netlau, la seule mention de la nécessité d'une organisation est vitupérée en tant qu'« autoritarisme »⁷⁰. Cependant, au sein du mouvement espagnol la tendance dominante est la syndicaliste qui rejette l'utilisation de la violence. La branche radicale tient séparément un congrès à Cadix en 1884 où elle y critique et y défie la Fédération. Ces années de crise aboutissent à une rupture lors du Congrès de Valence en 1888. À partir de ce moment, la Fédération se divise en deux organisations différentes; d'un côté le « Pacte d'union et solidarité » (ou Fédération des sociétés de résistance au capital) représentant l'anarcho-syndicalisme, et de l'autre « *l'Organisation anarchiste de la région espagnole* » (OARE) qui représente plutôt l'activisme andalou façonné par une très forte répression. Cette dernière refuse toute sorte de structure organisationnelle et elle critique la première organisation comme étant une branche bureaucratique.

Suite à cela, la Fédération est reconstruite en 1900. Même si elle a une influence limitée, un an plus tard, près de 400 000 ouvriers sont organisés dans des associations de résistance. En 1902, une grève générale en appui aux ouvriers métallurgiques éclate en Catalogne. Il s'agit d'un point d'inflexion, car elle est instiguée par les anarchistes et le PSOE s'en distance. Donc, même si la lutte tourne à l'échec, ce sont les socialistes qui perdent du prestige devant les ouvriers. Les anarchistes capitalisent l'évènement.

En 1908, après une période de méfiance envers les radicaux, la Confédération régionale de solidarité ouvrière s'organise en fondant le fameux journal « Solidaridad obrera » (SO) sous un programme libertaire. Ainsi, en 1910, deux tendances permettent la fondation de la Confédération nationale du Travail (CNT). D'une part,

⁷⁰ Cité par Édouard Waintrop, *op.cit.*, p.60.

l'aile de l'anarchosyndicalisme, assez répandue en Catalogne et dans les zones agraires du sud comme l'Andalousie; et de l'autre la branche dite violente. La première tolère à peine la seconde, mais les militants respectent toutefois la façon de faire des activistes pro-violence. Il y a une raison à cela: les patrons organisent des groupes d'assassins, appelés « pistoleros », qui sont chargés d'éliminer les dirigeants et les militants ouvriers. Ces gangs de tueurs sont tolérés et secondés par la police et les autorités, et ils sont responsables de la répression des grèves et des luttes. C'est pourquoi la riposte ouvrière comprend aussi la lutte contre les pistoleros et l'organisation d'attentats contre des personnages importants du régime.

Nous pouvons constater que le mouvement tente une sorte de compromis entre le syndicalisme et l'utilisation de la violence. Ou comme le dit César M. Lorenzo, il existe une tendance à la fois « syndicaliste et unitaire » d'une part et « politique et révolutionnaire » d'autre part. Pour l'auteur, chaque courant fait sa propre lecture des idées de Bakounine. Les syndicalistes réformistes adoptent le côté temporisateur constructif que revendiquent les puissantes organisations ouvrières, la prudence tactique, les rapports avec les démocrates, la primauté de l'éducation et le mutualisme. L'autre courant arbore ce que l'auteur appelle le côté « révolutionnaire autoritaire » de Bakounine : un état-major révolutionnaire, des corps francs disciplinés et une dictature de l'organisation anarchiste. M. Lorenzo conclut :

Mais ces deux tendances ennemies manquèrent toujours d'un fondement philosophique sérieux qu'elles ne furent pas capables de réinventer (ce qui explique peut-être en partie, outre la bataille acharnée qu'elles se livrèrent pour l'hégémonie, leur échec face aux exaltés qui n'avaient retenu de Bakounine que les aspects les plus négatifs : critique virulente de l'Église et de l'État, liquidation violente du capitalisme, rejet des lois bourgeoises, appels à la spontanéité créatrice des masses).⁷¹

La répression gouvernementale oblige la dissolution de la confédération en 1911. Elle ne parvient qu'en 1915 à se restructurer lorsque la Première Guerre mondiale

⁷¹ M. Lorenzo, *op.cit.*, p.62.

entraîne l'augmentation de la production industrielle espagnole et aussi du nombre d'ouvriers. À partir de 1917, la CNT a un rôle important pendant les luttes et les grèves générales qui se déroulent jusqu'en 1923, en vantant l'action directe et l'apolitisme. Déjà vers 1920, les fédérations libertaires englobent plus de 700 000 ouvriers.

En 1927, des militants de première ligne s'organisent par groupes d'affinité et fondent la Fédération anarchiste ibérique (FAI) qui rassemble les branches les plus radicales du mouvement. La FAI a comme objectif de faire cheminer l'anarchosyndicalisme de la CNT par la voie de l'anarchisme révolutionnaire; soit, d'éviter que l'influence de la forte présence du communisme gagne des appuis à l'intérieur de la confédération.⁷²

En réaction à cela, Juan Lopez et Angel Pestaña fondent l'Union de Militants pour empêcher les faïstes de prendre le contrôle de la CNT. Postérieurement, cette branche plus syndicale et modérée va former la branche « trentiste » des syndicats d'opposition qui critiquent l'ingérence de la FAI aux élections internes de la confédération. Pestaña organise le Parti syndicaliste pour la participation aux élections de 1931. Il est condamné et même expulsé de la CNT, mais il est réhabilité de facto avant le début de la guerre civile.

2.2.2 La fondation de la CNT et sa politique

Pour récupérer le terrain perdu au sein de la classe ouvrière, l'anarchisme doit laisser en arrière l'étape terroriste. Un groupe de militants tente de réorganiser le

⁷² Paniagua souligne la notable influence de la révolution soviétique à l'intérieur de la CNT. Les associés imposent aux dirigeants libertaires l'adhésion à la Komintern et à l'Internationale syndicale, envoyant même des délégués lors des réunions. Tout cela se passe avant la rupture définitive avec les 21 conditions qui impliquent la centralisation des partis et syndicats.

syndicalisme de base alors que la concentration prolétarienne augmente. Édouard Waintrop signale que:

Barcelone, où le processus d'industrialisation était le plus important, comptaient 144788 ouvriers sur une population totale de 600000 habitants. 27000 travaillaient dans le textile, 15200 dans la construction, près de 9 000 dans la métallurgie et 6183 dans l'industrie chimique. Le changement de population, sa *prolétarisation* était la même à Madrid, en Biscaye ou dans les Asturies.⁷³

Il faut profiter de cette prolétarisation, surtout parce que la politique de plus en plus modérée du PSOE ne permet pas aux syndicats regroupés dans l'Union Générale de Travailleurs (UGT) de rallier ce groupe. Il faut aussi créer une nouvelle organisation pour se démarquer des socialistes.

C'est dans cette optique que quelques militants anarchistes décident de mettre l'accent sur la nécessité de refonder le syndicalisme sur la simple base d'une amélioration des conditions de travail. Ce groupe convoque un Congrès ouvrier catalan avec l'objectif de coordonner toutes les organisations qui reconnaissent la lutte des classes et qui rejettent les tendances religieuses ou *politiques* internes. Au début, la majorité des associations ouvrières socialistes réunies dans l'UGT y adhèrent. Initialement, la nouvelle centrale ne reprend pas complètement le programme libertaire, se limitant simplement à certains points généralement acceptés, soit la défense des intérêts ouvriers, la lutte pour l'émancipation économique et la transformation du régime capitaliste. De plus, dans le but de séduire les ouvriers insatisfaits de l'UGT, il faut établir un principe d'unité de la classe ouvrière et essayer de l'organiser au niveau national sur la base de fédérations régionales et nationales. José Negre, un des principaux dirigeants de la future confédération, définit le principe du syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme, l'action directe (le boycottage, le sabotage, le label), comme un complément à la grève générale.⁷⁴

⁷³ Waintrop, *op.cit.*, p.110.

⁷⁴ *Ibid.*, p.121.

De plus, les libertaires veulent se distinguer du syndicalisme réformiste pratiqué par les socialistes. Ils adoptent donc certaines mesures pour forger le profil politique de la nouvelle centrale. Par exemple, ils veulent empêcher toute portée des partis politiques au sein de l'organisation, notamment le PSOE. Cependant, en voulant empêcher toute influence des « tuteurs potentiels » le mouvement libertaire accentue sa distance avec les intellectuels. Également, les militants libertaires établissent des mesures pour empêcher la différenciation entre les dirigeants et les bases syndicalisées. Ils critiquent la conception léniniste de « militants professionnels » qui part de la conception d'un parti issu de l'union de la classe ouvrière avec l'intelligentsia. Cependant, les conditions des années 1920 dictent une autre réalité. En effet, la lutte contre les pistoleros et la vague d'assassinats de militants pousse le mouvement à s'organiser en groupes clandestins qui ripostent par des attentats contre certaines personnes impliquées dans la répression. Tout cela se fait à l'extérieur de l'organisation syndicale. Comme nous raconte Abel Paz, « Durruti s'était opposé à son ami Pina, partisan de la nécessité des *révolutionnaires professionnels*. Et voilà que le rythme des événements lui imposait, ainsi qu'à ses compagnons, une existence semblable à celle que préconisait Pina »⁷⁵. En effet, la situation politique de ces années, surtout sous la dictature de Primo de Rivera, impose au mouvement un type d'organisation qui est théoriquement rejetée par principe. Cependant, les anarchistes, outre le fait de refuser d'avoir des militants salariés, se voit dans l'obligation d'agir quasiment de la même façon que les militants bolcheviques pour éliminer les personnages politiques responsables de la répression, pour ramasser des fonds (principalement par des cambriolages) et pour maintenir vivante l'organisation pendant la période aigüe de répression et de clandestinité.

En 1917, la crise donne l'opportunité à la CNT de prouver l'application concrète de ses idées. Les journaliers commencent l'occupation des terres et des vagues de grèves

⁷⁵ Abel Paz, *Buenaventura Durruti 1896-1936, un combattant libertaire dans la révolution espagnole*, Paris, Les Éditions de Paris, 2000, p.62.

éclatent un peu partout. Pour la première fois, l'UGT et la CNT signent un pacte pour lutter ensemble contre la hausse du coût de la vie. Malgré leur unité temporaire, les différences entre les programmes sont évidentes et semblent irréconciliables. Les socialistes ne veulent pas bouleverser le régime monarchique, car ils cherchent plutôt à jouer le rôle d'opposition dans un régime libéral. Comparativement à cela, la CNT veut exploiter les différences qui surgissent entre l'État et l'armée pour faire tomber la monarchie et proclamer une république de progrès social. Gerald Brenan résume le programme anarchosyndicaliste ainsi :

1° La République. 2° Renaissance des syndicats de la classe ouvrière et du droit de celle-ci de rejeter les lois dictées par les Cortès bourgeoises. 3° Journée de travail de sept heures et semaine anglaise. 4° Salaires minimums de quatre pesetas par jour et suppression du travail à la tâche. 5° Pension pour les invalides du travail et pour les travailleurs de plus de cinquante ans. 6° Interdiction du travail pour les enfants de moins de quatorze ans. 7° Dissolutions de l'armée et sa substitution par des milices. 8° Une déclaration de guerre ne sera possible qu'après un plébiscite... 9° Séparation de l'Église et de l'État, suppression des couvents et fermeture temporaire des églises. 10° Loi permettant le divorce. 11° Nationalisation de la terre. 12° Réforme du système pénitentiaire dans un sens humanitaire. 13° Interdiction des spectacles susceptibles de corrompre ou d'abrutir le peuple...⁷⁶

Ce programme reprend sans doute les principales demandes des masses populaires et il a permis de gagner la bataille de popularité contre les socialistes.⁷⁷ Le mouvement démontre clairement la nécessité de résoudre les problèmes sociaux urgents en faveur des majorités exploitées et d'aller au-delà du système monarchique. Or, cette formulation est malheureusement oubliée lors de la révolution.

Le gouvernement poursuit une répression systématique en organisant des détentions de masse et l'assassinat de militants. C'est suite à l'arrestation de syndicalistes

⁷⁶ Brenan, *op.cit.*, p.268. Édouard Waintrop souligne que l'influence de la révolution soviétique pendant la période de 1918-1921 (connue comme le trienio bolchevique) va influencer d'une telle manière le mouvement anarchiste que dans sa presse des articles parlant d'une période de transition nécessaire de plusieurs années pour assurer la victoire de la révolution apparaissent. Ils parlent aussi que la révolution équivaut à la guerre et que la guerre exige la présence de dirigeants et d'autorité. Deux conceptions qui étaient jusqu'à ce moment étrangères dans le langage libertaire. Waintrop, *op.cit.*, p.143-147.

⁷⁷ Waintrop raconte qu'après la vague de grèves, dans le congrès de la CNT de 1919 il y a 845 805 travailleurs affiliés, soit neuf fois plus que l'UGT socialiste. *Ibid.*, p.159.

expérimentés, que les jeunes anarchistes s'organisent dans la clandestinité en petits groupes d'affinité, telle que le fait Buenaventura Durruti avec « Los justicieros » (Les justiciers).

Durant les années suivantes, la discussion à l'intérieur du mouvement est entre les vieux syndicalistes qui veulent une réorganisation et les jeunes aventuriers qui ripostent à la répression par la violence de leurs attentats, par l'achat et la fabrication d'armement et par les vols de banque. Par exemple, Salvador Segui se prononce pour une organisation forte avec des militants bien préparés qui savent changer de tactiques. Il critique les agitateurs violents, héros de la bataille de rues qui pensent que l'anarchisme peut se faire du jour au lendemain. Il prône plutôt un syndicalisme solide, appuyé par des institutions d'entraide pour favoriser l'instruction des ouvriers et ainsi favoriser l'organisation d'une économie socialiste. En outre, il cherche l'unité du prolétariat et l'obtention d'un pacte avec l'UGT pour lutter contre la répression. Segui, avec l'aide de Peiro et de Pestaña, présente la fameuse « Résolution politique ». Cette déclaration, approuvée par la conférence de Saragosse de juin 1922, souligne le caractère politique du mouvement anarchosyndicaliste⁷⁸ ainsi :

Considérant que l'interprétation donnée au mot politique est arbitraire puisqu'il ne doit ni ne peut se concevoir dans le seul sens d'art de gouverner les peuples, mais que...il exprime une dénomination qui englobe toutes les activités individuelles et collectives; considérant que, pour être logiques envers nous-mêmes, nous sommes obligés de trouver des solutions et de participer de façon déterminante à tous les problèmes moraux, économiques, sociaux et politiques; la Commission de résolutions propose: la CNT, organisme nettement révolutionnaire qui repousse d'une manière claire et franche l'action parlementaire et la collaboration avec les partis politiques, doit déclarer qu'elle est aussi un mouvement purement politique, car elle a pour mission de conquérir son droit de regard et de contrôle sur toutes les valeurs évolutives de la vie nationale.⁷⁹

La lucidité de Segui est totalement incomprise par les jeunes militants radicalisés qui veulent combattre par l'action directe. La résolution est critiquée et de nombreux

⁷⁸ M. Lorenzo, *op.cit.*, p.55-58.

⁷⁹ Cité par César M. Lorenzo. *Ibid.*, p.57-58.

efforts sont déployés mis pour la faire tomber dans l'oubli. La lutte interne se poursuit jusqu'à la rupture et la sortie de l'aile syndicaliste de la confédération.

Pendant ce temps, la lutte du régime pour écraser le syndicalisme est féroce. Un militant anarchiste nommé Manuel Buenacasa écrit :

Les meilleurs de nos militants devaient faire face au dilemme : tuer, fuir ou aller en prison. Les violents se défendaient et tuaient; les stoïques mouraient ainsi que les courageux qu'on assassinait dans le dos; les lâches et les prudents fuyaient ou se cachaient; les imprudents allaient en prison.⁸⁰

Suite à cela, leur riposte à la répression est aussi violente. César M. Lorenzo raconte : « Entre juin 1917 et septembre 1923 se produisirent les signes avant-coureurs du cataclysme ibérique de 1936, révolution manquée, réforme impossible, guerre civile... »⁸¹. En effet, les élites gouvernantes sont trop réactionnaires pour permettre des réformes favorables au peuple, mais la classe ouvrière, bien que forgée par l'expérience de ces dures années, manque encore de maturité, tandis que les classes moyennes ne se radicalisent que lors de la profonde crise des années 1930. La monarchie a encore, à ce moment-là, la possibilité d'échapper à la guerre civile et de faire changer les choses en sa faveur.

Or, Alphonse XIII donne son appui au coup militaire qui annule les Cortès, qui occupe militairement les principaux centres du pays et qui établit un gouvernement militaire. Pendant la dictature, de 1923 à 1930, la CNT traverse une longue période de clandestinité. Certains militants tels que Durruti et Ascaso sont envoyés en France pour essayer de coordonner les activités de l'extérieur. En 1924, un soulèvement armé est organisé contre la dictature avec la conviction que cela peut relancer la lutte.

⁸⁰ Cité par Abel Paz, *op.cit.*, p.40.

⁸¹ Cité par Édouard Waintrop, *op.cit.*, p. 138. Il faut aussi souligner que durant la guerre contre le Maroc qui débute dès 1908, les troupes espagnoles subissent une terrible défaite lors de la bataille d'Annual (14000 morts) à l'été de 1921, ce qui provoque des explosions d'indignation de la part de la population ainsi que des mutineries au sein de l'armée.

En accord avec le parti indépendantiste catalan « État catalan » (qui recule lorsque le moment arrive), l'action débute par une invasion de guérillas depuis les Pyrénées. Cet essai tourne rapidement à l'échec dû au manque de coordination et à la perte du facteur de surprise.

Tout bien considérée, la vertu de la CNT durant cette période est d'avoir su résister, de n'avoir pas disparu malgré sa clandestinité et de se démarquer du fait que l'UGT s'est adaptée au régime. La CNT renaît même de ses cendres après la dictature. Sans doute, la gymnastique des grèves générales, l'organisation clandestine, l'affrontement contre les groupes paramilitaires patronaux et la garde civile, les groupes conspiratifs et la lutte armée donnent au mouvement anarchiste sa physionomie à l'aube de la révolution.

2.2.3 La FAI

Vers 1921, les groupes anarchistes sentent la nécessité de construire une fédération anarchiste au niveau péninsulaire. Lors d'une conférence à Saragosse, « Los justicieros », « Via Libre », « El comunista », « Voluntad » et « Impulso » s'entendent pour proposer l'instauration de collectifs dans le sud. Durruti reçoit la mission de construire des pactes de solidarité et de créer un comité coordonnateur pour les actions. Il convainc les militants andalous, mais il n'arrive pas à entrer en contact avec ceux de Madrid (l'attentat contre Dato vient de se passer). À Barcelone, il est convaincu que la tâche la plus urgente est de combattre les pistoleros; donc, l'idée est reportée, mais la discussion se poursuit dans la presse libertaire.

Par conséquent ce n'est qu'à l'été 1927 que la Fédération anarchiste ibérique (FAI) voit le jour à Valence. Selon Paniagua, l'organisation a deux objectifs stratégiques :

faire cheminer l'anarchosyndicalisme à travers la voie révolutionnaire et dépasser les différences idéologiques au sein du mouvement anarchiste.

Donc, la FAI émerge comme une sorte de « Parti politique anarchiste » ayant l'objectif d'empêcher la CNT de tomber dans les périls réformistes du syndicalisme. Cette organisation anarchiste rassemble les groupes d'affinité dédiés aux actions hors du cadre syndical, pour tenter de contrôler et d'influencer la CNT. Nonobstant, il ne s'agit pas d'un mouvement structuré et homogène, au contraire, chaque groupe a sa propre conception de l'anarchisme. Par exemple, le groupe de Durruti, avec Joan Garcia Oliver, Ricardo Sanz et Francisco Ascaso, « Los solidarios » (les solidaires), est connu comme les anarcho-bolcheviques parce qu'ils ont comme objectif d'établir une « dictature anarchiste »⁸². Les groupes fondateurs de la fédération, soit Los iguales de Gonzalez Inestal et « Nervio » de Diego Abad de Santillan, ne partagent pas forcément cette vision; sans n'avoir aucune proposition concrète sur cette question. Il est probable que la préoccupation générale est principalement de ne pas répéter les erreurs de la Révolution soviétique dans l'éventualité d'un triomphe des anarchistes, d'où l'importance de consolider la stratégie du mouvement. Par exemple, le groupe « Los iguales » affirme :

Nous voulons détruire le capital et l'État, empêcher qu'avec le triomphe du syndicalisme un État syndical puisse être établi avec ses camarades policiers, ses camarades ministres investis par l'œuvre et grâce au transformisme en Comité national de l'État syndicaliste espagnol avec les mêmes vices d'origine que la dictature ruse.⁸³

Leur vision renferme, à notre avis, deux erreurs qui se répercutent cruellement durant la guerre civile, tel que nous allons tenter de le démontrer. La première est qu'en

⁸² Pour les solidaires, la prise du pouvoir de l'État est une étape préalable au grand changement révolutionnaire pour pouvoir réduire la réaction et veiller sur l'économie. Ils tentent de préparer la CNT pour s'emparer du pouvoir politique, administratif et économique et établir un pouvoir insurrectionnel par des moyens de fédérations de comités révolutionnaires. Bref, ils cherchent à instaurer un type de dictature du prolétariat exercée par les syndicats ainsi qu'une armée syndicale centralisée. Les survivants deviennent le groupe « Nosotros » qui s'unit à la FAI en 1931.

⁸³ Cité par Javier Paniagua, *op.cit.*, p.156.

craignant de construire un État anarchiste, les anarchistes tournent le dos aux organismes révolutionnaires construits par les masses, tels que les Comités révolutionnaires et finissent comme intermédiaires entre l'État bourgeois et les masses révolutionnaires. La deuxième est que cette position néglige le principe de la stratégie pour permettre le triomphe de la révolution et la guerre.

Malgré qu'elle puisse être considérée dans les faits comme une excroissance de la CNT, la FAI exerce un certain contrôle sur les organismes syndicaux. À Sabadell, les faïstes imposent même un secrétaire général à la confédération régionale de la CNT. La fédération locale proteste et elle est expulsée. Plus tard, la scission s'étend et plusieurs autres associations (à Huelva et à Valencia) s'organisent dans les « syndicats d'opposition » qui sont aussi rayés de la confédération avec leurs dirigeants connus comme « les Trente » (*los treintistas* dont Angel Pestaña), auteurs d'un manifeste préconisant une orientation politique non clairement anarchiste dans les syndicats cénétistes. L'expulsion est faite sous l'accusation que la vision de ce groupe tend au réformisme et à la collaboration, car il ne souhaite pas changer les structures capitalistes. Les treintistes ripostent qu'ils ne veulent pas ajourner indéfiniment la révolution sociale, mais qu'ils cherchent plus précisément à renforcer son organisation pour qu'elle soit prête une fois le moment arrivé. Pour les faïstes, cette vision est non viable, car le syndicalisme a besoin d'une direction idéologique ferme avec des militants d'action qui vont accélérer la révolution.

Mais les disciples de Pestaña refusent « la propagande par le fait » et « la gymnastique révolutionnaire », soit les actions faites par un petit groupe contre l'État. Ils préfèrent la formation et l'éducation des travailleurs en utilisant les syndicats comme le noyau des transformations sociales et comme le moteur d'une société sans classe. Ces différentes stratégies se résument par le principe d'être du côté de tous les exploités et de lutter directement pour aboutir au communisme libertaire. La branche faïste finit par obtenir l'hégémonie au sein de la CNT.

Angel Pestaña analyse ainsi ses adversaires :

Dans le développement de tentation terroriste intervient d'abord l'idéalisme. Cet idéalisme mystique, apocalyptique qui imprègne la version espagnole de l'anarchisme, fortement influencé par la tendance individualiste libertaire du XIXe siècle, qui a fini par placer l'individu au –dessus de tout, considérant que c'est par le sacrifice de l'individu que l'on peut atteindre l'émancipation humaine.⁸⁴

Pestaña ajoute que cette branche a une idée mythique de la révolution qui exclut les aspects de la culture et la formation militante, ce qui l'amène à affirmer que les fonds des syndicats ne servent qu'à acheter des pistolets.

Par contre, ce ne sont pas toutes les tendances présentes dans la FAI qui répondent à cette description. Par exemple, Federico Urales avec sa *Revista blanca* (Revue blanche) a une influence déterminante à l'intérieur de la fédération à partir de 1930. Il est le guide et la voix des anarchistes durs qui véhiculent une vision bucolique de la révolution où le soulèvement spontané des communes villageoises et les surgissements d'autonomies municipales fédérées transportent la révolution de la campagne à la ville; le peuple en armes ferme les usines, décongestionne les grandes villes et applique la dispersion des industries. Évidemment, cette branche ne partage ni la proposition d'avoir une organisation militaire ni la vision d'établir une dictature anarchiste.

Aussi, Diego Abad de Santillán est l'âme de la FAI durant les années 1930. Pour lui, le syndicalisme peut tomber dans les pièges liés à la bureaucratisation, donc il est un important critique des possibilistes comme Pestaña et Peiró et même des structures de fédérations par industrie de la CNT.

⁸⁴ Cité par Édouard Waintrop, *op.cit.*, p.158.

Ainsi, la FAI, n'a pas de structure fixe, elle est plutôt une faible coordination des groupes d'affinité. Malgré un Comité péninsulaire servant de liaison, elle est en réalité un foyer de tendances généralement antagonistes. Un des points communs de ces tendances est la méfiance envers les syndicats qui sont considérés, au fond, comme une création du capitalisme et comme une base insuffisante pour établir le communisme libertaire.

Finalement, César M. Lorenzo affirme que la FAI est donc une entité mythique, un fantôme, un cri de guerre; et tout au plus une nébuleuse organisation sans cesse recomposée, un insaisissable champ de forces. Enfin, une force politique « prédisant chaque jour la Révolution sociale pour le lendemain même, enflammant la jeunesse et noyant les syndicats ». ⁸⁵

⁸⁵ *Ibid.*, p. 208. Pour César M. Lorenzo, les faïstes se distinguaient des révisionnistes « par le refus de toute compromission tactique, provisoire, de toute alliance avec les formations politiques; ils étaient les prédicateurs d'un anarchisme apocalyptique, messianique, sectaire (au sens propre, car la FAI présentait toutes les caractéristiques d'une secte et au sens figuré, car la tolérance libertaire n'y fut jamais qu'un vain mot) ». M. Lorenzo, *op.cit.*, p.67.

CHAPITRE III

LES ANARCHISTES DANS LA RÉVOLUTION

*« Ceux qui font des révolutions à demi
ne font que se creuser un tombeau. »
Louis Antoine de Saint-Just*

3.1 Une brève périodisation

Pour mieux comprendre notre sujet, il importe de commencer par une brève périodisation de la révolution espagnole. Généralement, il est considéré que la période révolutionnaire commence à partir de la chute de la monarchie en 1931 et qu'elle se poursuit jusqu'à la fin de la guerre civile en 1939 avec la chute de Barcelone aux mains des nationalistes. Néanmoins, il faut préciser deux questions : premièrement, la chute de la dictature de Primo de Rivera en janvier 1930 peut aussi être considérée comme le véritable début de la crise qui aboutit à l'effondrement de la monarchie et à la proclamation de la République; deuxièmement, même si la guerre civile se prolonge jusqu'en février 1939, il est possible de considérer que la période révolutionnaire proprement dite finit lorsque la résistance des ouvriers et des paysans se termine, c'est-à-dire, lorsque la répression stalinienne, vers la moitié de 1937, écrase toutes les initiatives des masses. Voici donc les principales périodes de la période révolutionnaire :

-1930-1933 : la chute de la dictature ouvre une crise à l'intérieur du régime d'une telle envergure que les élections municipales de février 1931 sont considérées comme un référendum sur la continuité de la monarchie. Lorsque le scrutin est remporté par les républicains, le monarque doit abdiquer et la République est proclamée le 14 avril 1931. Suite aux élections aux Cortes constituantes de juin et à l'élection d'un gouvernement républicain, la période connue comme « la biennale

réformiste » commence: deux ans marqués par l'échec des politiques républicaines face à l'enthousiasme populaire.

-1933-1935 : en novembre 1933, la coalition de droite remporte les élections. C'est ainsi que commence « la biennale noire » où la répression et la contre-révolution politiques sont les règles. L'ambiance est annonciatrice de la guerre civile avec l'insurrection des Alliances ouvrières qui se distinguent par leur combativité surtout en Asturies.

Cependant, durant l'année 1935, la coalition gouvernante de droite est discréditée par les scandales de corruption. La coalition entre le Parti radical et la CEDA (alliance de partis de droite et de monarchistes) est rompue, les Cortes sont dissoutes et la date des prochaines élections est fixée au 16 février 1936.

-1936 : l'année débute avec la victoire du Front populaire (FP) aux élections de février. L'agitation sociale et la polarisation sont palpables. Les rumeurs sur la préparation du coup d'État prennent de l'ampleur sans que les républicains ne réagissent. Les forces politiques se dotent d'organisations paramilitaires. En juillet, les militaires déclenchent une rébellion, mais une puissante riposte populaire freine leur avance. La guerre civile commence avec l'invasion de forces fascistes dans le Sud et dans le Nord du pays (voir annexe C). De plus, la transformation révolutionnaire et la dualité des pouvoirs des comités révolutionnaires marquent cette période, mais peu à peu, le gouvernement républicain réussit à faire des comités de simples auxiliaires des ministères. Par la suite, le Comité central de Milices antifascistes de Catalogne (CCMAC) disparaît avec l'approbation des anarchistes. En septembre, le nouveau gouvernement du socialiste Largo Caballero intègre quatre ministres anarchistes et établit la militarisation des milices. Ainsi, la restauration totale de l'État bourgeois est complétée. À la fin de cette année, la ville de San Sébastien tombe face aux franquistes.

-1937 : tandis que les défaites militaires se poursuivent avec la perte de Malaga, les staliniens commencent à écraser les collectivités et à réprimer les poumistes. La révolte ouvrière de mai marque la fin de la résistance populaire. Une fois « la guerre civile dans la guerre civile » gagnée, les communistes prennent le contrôle de l'État républicain pour temporiser la défaite. C'est la fin de la révolution, quoique les opérations militaires continuent jusqu'à la fin de 1938.

3.2 Les causes de la révolution espagnole

Avant d'analyser la politique des anarchistes pendant l'année 1936, nous voulons expliquer brièvement les causes fondamentales de la crise révolutionnaire et de la guerre civile. Commençons par rappeler que l'Espagne est sortie perdante de la répartition coloniale faite par les grandes puissances durant les deux dernières décennies du XIXe siècle et de la première du XXe. De l'ancien et « glorieux » Empire où *le soleil ne se couchait jamais*, il ne restait que le souvenir. À l'aube de la révolution, le pays se retrouve parmi les plus pauvres, les moins éduqués et les moins industrialisés d'Europe. La misère du peuple contraste avec la richesse de la petite oligarchie.

Dans ces conditions, l'économie majoritairement agraire du pays fait de « la question de la terre » l'enjeu central des perspectives du développement autour duquel tout semble tourner. Le marxiste américain Félix Morrow l'explique ainsi :

Le capitalisme espagnol ne pouvait guère espérer résoudre ses problèmes en étendant ses marchés de produits manufacturés. À l'extérieur, cette voie lui était barrée par les grandes puissances capitalistes. À l'intérieur, seule une paysannerie prospère pourvue de terre aurait permis l'expansion. Mais cela impliquait la division des terres. Or le capitaliste urbain et le propriétaire foncier ne faisaient souvent qu'un seul et même individu, ou bien ils étaient liés par des attaches familiales. De toute manière, les banques, sommet du capitalisme espagnol, étaient inextricablement liées aux propriétaires fonciers, dont ils détenaient les hypothèques. Il n'existait pas de réelle voie de développement pour le capitalisme espagnol. Mais il pouvait

résoudre temporairement ses problèmes par un biais : la destruction des syndicats qui mettaient ses profits en danger.⁸⁶

C'est précisément à cela que le terme «la réforme impossible » fait référence lorsqu'il est utilisé pour décrire la situation espagnole. L'Espagne ne pouvait concurrencer avec les puissances européennes en tant qu'exportateur de marchandises. L'option pour développer l'économie devait venir d'une transformation de la production agricole. Toutefois, une transformation progressiste de l'agriculture espagnole passe forcément par l'abolition des latifundiums. Cela est problématique, car la bourgeoisie industrielle et bancaire y est étroitement liée. Donc, s'attaquer aux grandes propriétés foncières signifie attaquer la bourgeoisie et la façon dont le capitalisme s'est enraciné en Espagne. En ce sens, la classe capitaliste est le principal obstacle à l'avancement du pays. Or l'impossibilité d'appliquer une réforme ouvre deux possibilités : une progressiste et une réactionnaire. La première est la répartition de terres et une graduelle collectivisation permettant une majeure industrialisation. Cette perspective ne peut s'imposer que par une révolution socialiste et par la destruction du capitalisme. La deuxième possibilité est le pari que fait Franco : maintenir les revenus des capitalistes et écraser le mouvement des masses laborieuses pour réduire la valeur du travail espagnol au-dessous de la moyenne européenne. « C'est un critère de classe qui fait ici le départage : le fascisme est en premier lieu l'ennemi de la classe ouvrière »⁸⁷.

Évidemment, cette perspective drastique implique aussi de sacrifier la démocratie bourgeoise la plus élémentaire. La bourgeoisie accepte ce sacrifice pour sauvegarder ses biens même si elle doit subir les abus du parti unique au pouvoir et des bandes

⁸⁶ Félix Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne (1936-1938)*, p.8 En ligne. https://www.marxists.org/francais/morrow/espagne/morrow_table.htm. Page consulté en avril 2015.

⁸⁷ *Ibid.*, p.10.

fascistes. Comme dans le cas du fascisme italien et allemand, la bourgeoisie libérale a pu être en mesure de se réintégrer au système.

En conséquence, les industriels, les banquiers et les propriétaires adhèrent massivement au programme de Franco. Ironiquement, leurs représentants politiques, les partis républicains, se trouvent après le 17 juillet 1936, comme le dit Morrow, de l'autre côté de la barricade. Voici l'élément qui nous aide à comprendre le rôle des leaders et des partis républicains pendant la guerre civile.

3.3 La révolution commence

Suite à la chute de Primo de Rivera, le général Berenguer arrive à la tête du gouvernement avec la consigne d'assouplir la dictature en tolérant l'organisation de syndicats et de partis politiques. Il ne modifie toutefois pas le régime. Les grèves se multiplient pour réclamer l'augmentation des salaires, l'obtention de nouveaux contrats, la reconnaissance de l'activité syndicale et la journée de huit heures. Elles dénoncent aussi la répression policière ainsi que les accidents de travail. Les cégétistes développent une stratégie syndicale pour rassembler les ouvriers et satisfaire leurs revendications de droit d'association, de grève et de réunion; d'une réforme agraire; de mesures contre le chômage; et d'un véritable système scolaire laïque. Les faïstes y voient une situation révolutionnaire où il faut radicaliser les luttes contre les institutions répressives et ils organisent des manifestations violentes et de dures grèves comme celle de l'entreprise de téléphone.

La nouvelle version de la dictature ne satisfait ni l'armée, ni les libéraux ni même les pros monarchistes. Dans ce contexte, deux capitaines de l'armée faisant partie d'une Alliance républicaine, Fermín Galán et de García Hernández, organisent un soulèvement à Jaca (Aragon) le 12 décembre 1930. Cette agitation est prématurée et elle est vite étouffée tandis que les confédérés restent impassibles.

Cependant, le 15 décembre de cette même année, il y a une grève générale de la CNT contre la condamnation à mort des capitaines. La position ne fait pas l'unanimité, car la FAI critique ce qu'elle qualifie comme un rapprochement entre les républicains de gauche et les cénétistes.

Mettant de côté leur principe de non-collaboration avec d'autres forces politiques, une branche d'anarchistes participe au pacte de San Sébastien; alliance qui regroupe toute l'opposition (socialistes, républicains et ex-monarchistes) et qui se prononce pour une nouvelle république et pour l'instauration de Cortès constituantes. Avec le triomphe électoral de la gauche, la République est décrétée le 14 avril 1931. Cette victoire donne aux masses un nouvel élan de combativité et une envie de réformes urgentes.

Lorsque les dirigeants de l'Église expriment leur attachement à la monarchie, les masses recommencent la violence anticléricale; elles reprennent aussi les occupations de terres, les affrontements de rue et les grèves. Dans ce contexte, la CNT joue le rôle de la gauche radicale en augmentant le nombre de ses membres et son influence sur les masses ouvrières.⁸⁸

Par exemple, la manifestation du premier mai 1931 à Barcelone réunit près de 100 000 ouvriers sous les slogans : *À bas la Garde civile! L'usine aux ouvriers et la terre aux paysans!* La protestation se termine par une fusillade entre les policiers et les ouvriers armés auxquels s'est jointe une compagnie de soldats qui les appuie. Cet épisode, qui se solde avec trois morts, illustre l'explosivité de la situation.⁸⁹ La

⁸⁸ Ainsi, la CNT ne cesse de grandir : en 1931, elle regroupe 559 294 membres en mai et 800 000 en juin. Vers 1932, il y en a 1 200 000, mais elle perd des militants durant les années suivantes. Le moment ultime survient en mai 1936 lorsqu'elle représente 1 577 000 membres (soit cent mille de plus que l'UGT). Mais, elle perd de sa force durant la guerre civile, atteignant le nombre de 600 000.

⁸⁹ Cet épisode est raconté par Abel Paz, *Buenaventura Durruti 1896-1936, un combattant libertaire dans la révolution espagnole*, Paris, Les Éditions de Paris, 2000, p.137-141. À ce moment, les anarchistes fixent leur première position sur la République : sans l'appuyer, elle est tolérée comme

polarisation sociale est alors palpable et les élites conservatrices commencent à préparer des contre-offensives à l'agitation sociale. La preuve est que le Général Sanjurjo tente un soulèvement militaire en août 1932. Malgré ses efforts, il ne réussit pas à convaincre l'armée de le rejoindre et la révolte est arrêtée en grande partie par la grève générale décrétée par les socialistes et les anarchistes.

De plus, le gouvernement a promis de rendre impossible l'existence de la CNT et la répression s'accroît face aux protestations ouvrières. Persuadés qu'une situation révolutionnaire vient de débiter et que le péril d'un coup militaire est bien réel, les anarchistes commencent à discuter du lancement d'une insurrection. Pendant l'année 1932, plusieurs protestations se terminent en émeutes comme dans le cas de Castiblanco où les gardes civils sont massacrés par la population en janvier. Durant ce même mois, une révolte libertaire éclate à Llobregat. En janvier 1933, les cénétistes décident de déclencher une insurrection en Catalogne, au Levant et en Andalousie, mais le manque de préparation entraîne leur perte à Barcelone dès le premier jour. Puis, l'impossibilité de communiquer la nouvelle provoque l'isolement dans leurs actions des militants andalous. Après quelques succès, la répression s'avère sanglante, telle qu'à Casas viejas (Cadix) où les troupes d'assaut brûlent vivant les paysans dans leurs maisons.⁹⁰

Ensuite, la « biennale réformatrice » se termine avec le triomphe électoral de la coalition du Parti radical et de la CEDA lors des élections de novembre 1933. C'est ainsi que débute le « bienio negro » (biennale noire), une étape de réaction et de forte répression. Comme la CNT a déclaré qu'un triomphe électoral de la droite provoquerait une insurrection, ils doivent honorer leur parole. Les centrales ouvrières

point de départ à condition qu'elle prenne en considération les aspirations de la classe ouvrière et les principes de liberté et de justice sociale.

⁹⁰ La fameuse anecdote, racontée à maintes reprises, illustre bien la position des républicains. Les ordres du chef du gouvernement Manuel Azaña étaient : « Ni blessés ni prisonniers ; tirer au ventre. » Paz, *op.cit.*, p.470.

s'unissent pour préparer un nouveau soulèvement contre le gouvernement de droite et la grève générale débute le 8 décembre. La grève devient insurrectionnelle seulement dans les régions ayant une présence majoritairement cénétiste. Elle dure jusqu'au 15 décembre et elle se termine, une fois de plus, par un échec retentissant et une répression implacable.

Ces deux insurrections de 1933 réalisées par le mouvement anarchiste se basaient sur l'idée que la « contagion révolutionnaire » allait créer les conditions d'une révolte populaire d'envergure. Cette vision laisse aussi une place importante à la spontanéité des masses ouvrières qui, selon les libertaires, allait combler les manques.

Nous pouvons constater que même si la situation du pays à ce moment ne peut se décrire comme étant révolutionnaire, les anarchistes sont les seuls à organiser des insurrections. Ils le font sans impliquer les forces de gauche et sans considérer l'état d'esprit des masses. Il est donc probable que ces éléments ont un rôle prépondérant dans les causes de l'échec que les problèmes liés à l'organisation.

En octobre 1934, la CEDA impose quatre ministres provenant de leur organisation et pousse pour que les radicaux délaissent le gouvernement. Comme la CEDA est une coalition pro monarchiste, le Parti socialiste menace de déclencher une insurrection contre la manœuvre. Évidemment, pour qu'un tel scénario se produise, il manquait de préparatifs techniques, d'organisation, et de mobilisation des masses. La grève générale débute le 4 octobre et elle se poursuit jusqu'au 13 octobre. C'est seulement dans le Pays basque, la Catalogne et dans les Asturies que se développe l'insurrection. De nouveaux organismes de front unique s'y organisent; les Alliances ouvrières incarnent l'unité des centrales syndicales et celle des ouvriers au-delà des différences partisans. Dès le 6 octobre, la lutte est vite réprimée et écrasée par l'armée à Barcelone. Mais, 23 casernes de la Garde civile tombent aux mains des insurgés dans le bassin minier d'Asturies. La « Commune d'Asturies », avec ces comités révolutionnaires, perdure jusqu'au 19 octobre après une lutte héroïque. Le

Général Francisco Franco est responsable d'anéantir la rébellion et cela se termine par plus de mille morts et par l'emprisonnement de centaines d'ouvriers.

L'expérience d'Asturies donne d'importantes leçons à la lutte révolutionnaire; par exemple, l'importance de l'unité du prolétariat et des paysans sur la base d'organismes de front unique. Or, l'alliance UGT-CNT est encore faible, car les deux parties sont méfiantes et s'accusent mutuellement. C'est plutôt les bases qui imposent l'unité, car les dirigeants sont incapables d'établir une politique permettant un réel rapprochement. En plus, tel qu'il est possible de constater à la lumière des expériences antérieures, il est certain que les conditions pour déclencher une insurrection ne peuvent pas être choisies au hasard ni décrétés par les directions. Il faut d'abord compter sur l'animosité des masses et avoir un programme politique adéquat. Quoique le programme politique de l'Alliance constitue un dépassement par rapport à celui de la bourgeoisie, il n'exprime pas d'objectifs clairs et il néglige d'importantes revendications adressées aux paysans et aux soldats.

Même si l'appel à l'insurrection est prématuré vu les conditions existantes, force est de signaler que cela établit un précédent d'unité. Seuls les cénétistes ne suivent pas l'insurrection en Catalogne, puisque la bourgeoisie républicaine est à la tête du mouvement et qu'elle déclare l'incorporation de l'État catalan au sein de la fédération espagnole en même temps que la police réprime les libertaires.

3.4 Les différentes périodes de la guerre civile et les scénarios et les alternatives de la politique anarchiste

Suite à cela, nous allons maintenant procéder à une description des périodes les plus importantes à partir de l'année 1936 et pendant la guerre civile, et ce, parallèlement à la politique du mouvement anarchiste à chacune de ces étapes.

3.4.1 La victoire du Front populaire

Le gouvernement de droite a établi une législation particulière en matière électorale qui favorise les coalitions. Avec cette mesure, l'alliance de droite s'avantage pour gouverner tranquillement. D'une certaine façon, la loi oblige les partis de gauche à se regrouper pour pouvoir gagner les élections. C'est dans cet esprit que, le 15 janvier 1936, un programme très modéré et trop général (redressement économique, baisse d'impôts et autonomies régionales) est accepté et signé avec le pacte du Front Populaire. Il inclut l'amnistie suite à des délits politiques, la réparation pour les victimes de la répression, une indemnisation pour leurs familles ainsi que la réintégration dans leur fonction de fonctionnaires ayant été écartés lors de l'insurrection⁹¹ ou des conflits salariaux et des révoltes paysannes. Ces dernières revendications sont très populaires surtout après les deux dernières années de terreur blanche.

En même temps, le pacte rejette fermement les propositions des partis ouvriers telles que la nationalisation, l'octroi de terres aux paysans, l'assurance-chômage pour les ouvriers, le contrôle ouvrier de la production ainsi que la nationalisation bancaire. En échange de ces mesures, les républicains prônent des plans d'infrastructures, la régulation du crédit pour la création de capitaux, le salaire minimum agricole, des bourses de travail et d'assistance publique ainsi que des programmes de santé. Or, dans le texte de l'accord, les républicains spécifient que la République n'est pas un régime inspiré par des motivations sociales ou économiques de classes, mais un régime guidé par l'intérêt public et le progrès social.⁹²

⁹¹ Émile Témime, Albert Broder et Gérard Chastagnaret. *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1979, p. 205-206.

⁹² Le pacte est reproduite dans sa totalité par Grandiso Munis, *Jalones de derrota, promesas de victoria, crítica y teoría de la revolución española*. Espagne, Ediciones digitales Izquierda Revolucionaria, 2006, p. 13-218. En ligne. <https://www.marxists.org/espanol/munis/oc/tomo4.pdf>.

Les partis du FP l'emportent lors des élections municipales du 16 février 1936. Les élections législatives qui ont lieu le 28 juin 1936 donnent une majorité de sièges dans les Cortès constituantes à une coalition de gauche et de centre gauche, formant ainsi le premier gouvernement républicain⁹³. Tandis que le centre formé par les radicaux obtient 93 sièges, les républicains en obtiennent 32, et la droite (opposition agrarienne, basque-Navarraise et monarchistes) n'en a que 126.

Tableau des élections législatives de juin 1931⁹⁴

Orientation politique	Sièges remportés	% global des abstentions
·Coalition gouvernementale :		29,9
-Socialistes	117	
-Autres partis de gauche et centre gauche	116	
·Centre		
-Union Républicaine	32	
-Parti Radical	93	
·Droite		
-Ensemble de la droite	126	

Ne participant pas au FP, le mouvement anarchiste doit prendre position face aux élections. Durant la réunion du 6 janvier 1936, ils considèrent inefficace le FP face à la menace réactionnaire, ils adoptent donc une consigne d'abstention. La propagande anarchiste se base sur l'explication que la situation se dirige vers la guerre civile ou vers la révolution et que le suffrage ne résout rien.

Page consulté en avril 2015. Les partis signataires sont : la Gauche républicaine, l'Union républicaine, Parti Socialiste, Parti Communiste, Parti Syndicaliste, POUM, avec l'UGT et la Fédérations de jeunesses socialistes.

⁹³ Le premier gouvernement républicain d'obédience modérée est formé par le Parti radical socialiste de Marcelino Domingo, le Parti républicain libéral d'Alcalá Zamora et Miguel Maura, le Parti Radical de Lerroux, l'Action républicaine de Azaña et de Martínez Barrio, avec l'organisation Regional Gallega Autónoma et Esquerra Catalana. Signataires du Pacte de San Sébastien, la coalition a, d'après Abel Paz, la seule finalité de sauvegarder l'ordre public, d'amortir la chute de la monarchie et d'empêcher la révolution. Paz, *op.cit.*, p.134.

⁹⁴ Tableau de Guy Hermet, *L'Espagne au XXe siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p.125.

Il y a plusieurs hypothèses sur le poids du vote du mouvement ouvrier anarchiste lors du scrutin. Gerald Brenan soutient qu'il y a eu une augmentation de plus d'un million de votes pour la gauche à cause du vote des cénétistes. De son côté, Témime signale que l'abstention s'est considérablement réduite par rapport aux élections de 1933. De plus, Vernon Richard affirme que la CNT mène une campagne timide et que des anarchistes de l'importance d'Abad de Santillán avouent et justifient le vote par leur désir de libérer plus de 30 000 prisonniers politiques.

Or, la réalité est que les masses obtiennent une victoire importante contre la droite. L'enthousiasme populaire est palpable et les portes des prisons sont ouvertes avant même que le gouvernement expédie l'ordre de libération des militants. L'élan révolutionnaire est au-delà de ce que l'union électorale souhaite et le mouvement social ne cesse de s'amplifier. Les ouvriers organisent des grèves revendicatrices qui se transforment en grèves politiques. Par exemple, une grève générale éclate le 17 avril à Madrid pour l'amélioration des salaires et des conditions de vie, mais elle devient ensuite un mouvement de masse avec des revendications politiques. Un autre exemple est celui de la grève du bâtiment à Madrid qui débute le 1er juin 1936 et qui obtient un triomphe écrasant. Morrow observe à ce sujet :

Nous ne pouvons indiquer que grossièrement l'ampleur de ce grand mouvement de grève. Il s'étendit à la fois dans les villes et dans les districts ruraux. Toute ville ou province de quelque importance connut au moins une grève générale entre février et juillet 1936. Il y eut près d'un million de grévistes le 10 juin, 500 000 le 20, un million le 24 et enfin plus d'un million dans les premiers jours de juillet.⁹⁵

En même temps, les paysans multiplient les occupations de terres et la violence anticléricale éclate de nouveau. Dans les rues des grandes villes, il y a de nombreux affrontements entre les pistoleros et les partis de gauche. Cette période de la révolution est marquée par la montée de l'initiative des masses. Aussi, en paraphrasant Témime, l'enthousiasme populaire du début de l'année avec la victoire

⁹⁵ Morrow, *op.cit.*, p.8.

électorale du FP évolue pour se transformer en agitation politique surtout parce que le « programme minimum » des masses est la révolution sociale. Autrement dit, la situation devient mûre pour une intervention plus décisive des masses au scénario politique. C'est dans cette situation qu'il aurait été préférable de commencer à préparer, idéologiquement et de façon organisationnelle, le mouvement ouvrier pour l'insurrection. Les dirigeants et les leaders partisans utilisent une rhétorique révolutionnaire parfois incendiaire, mais ils ne semblent pas se rendre compte que le moment crucial approche et qu'ils devraient instaurer des mesures adéquates. Paradoxalement, les masses avancent vers la révolution alors que leurs leaders reculent. Une erreur fatale a été de laisser l'initiative aux forces contre-révolutionnaires, c'est-à-dire, de ne pas dépasser le FP pour avancer dans l'application du programme de la révolution sociale.

Donc, malgré la frénésie législative qui engendre la loi sur l'éducation laïque et la réforme agraire, les autorités se heurtent à l'hostilité des propriétaires fonciers et à un État en ruines qui les empêche de soutenir une politique sociale ou de financer des travaux publics. Le nouveau gouvernement se voit dans l'incapacité d'administrer l'ordre public selon leurs propres principes de démocratie et de droit, et il instaure donc des mesures exceptionnelles de restriction des droits constitutionnels. En durcissant leur discours, ils dénoncent les masses manipulées par les agitateurs anarchistes. Dans un état encore trop marqué par l'ancien régime, où se maintiennent tous les hauts officiers de l'armée, le gouvernement doit s'appuyer sur les institutions de la dictature comme la guardia civil et la Benemérita (police militarisée). Les militaires qui refusent le serment de fidélité à la République (se sont plus de 10 000 officiers) forment le groupe politique d'« Action nationale » qui organise une offensive antirépublicaine au cri de : Vive le Christ Roi!

De plus en plus, la conspiration militaire est justifiée aux yeux des militants de la droite. En fait, Témime raconte qu'au lendemain des élections, le leader de la droite

Gil Robles et le général Franco demandent au Président de la République Portela Valladares de proclamer l'état de siège. Malgré le refus du Président, l'avertissement est lancé et le nouveau gouvernement républicain, même s'il connaît les complots existants, n'établit que quelques mesures malhabiles qui s'avèreront inutiles pour freiner les généraux impliqués. Pour des chercheurs comme Pierre Broué et Émile Témime, le gouvernement républicain sait et suit minutieusement les détails de la conspiration après les élections, mais il croit aveuglément en la possibilité de négocier avec les factieux. Dans cet ordre d'idée, plusieurs auteurs (comme George Orwell, Pierre Broué, Fernando Claudin, Félix Morrow) soulèvent l'hypothèse que le gouvernement craint plus la révolution ouvrière que la contre-révolution fasciste.

3.4.2 Le Congrès anarchiste de Saragosse

Dans ce contexte, le Congrès de la CNT ayant lieu en mai 1936 est d'une importance vitale pour plusieurs raisons. C'est la dernière assemblée avant la guerre civile et les mesures de préparation face à un possible soulèvement fasciste se discutent. De plus, ce Congrès est passé à l'histoire comme étant celui de la réunification entre les trentistes et les syndicats d'opposition. Afin de réussir leur réintégration, les dissidents laissent passer les positions de la majorité sans discussion. Pour Wainthrop, il s'agit d'une capitulation pure et simple, mais Abad de Santillán affirme que le mouvement a plutôt liquidé le problème de la scission interne.

L'ordre de jour inclut la réincorporation des syndicats d'opposition, la discussion sur les alliances révolutionnaires (notamment avec l'UGT), les congédiements, le problème agraire, la situation politique et sociale du pays, et le concept de communisme libertaire.

Le point de la réincorporation exprime la nécessité de tisser des accords pour unifier la classe ouvrière, notamment avec une alliance entre la CNT et l'UGT socialiste.

Deux visions s'opposent au sein de la discussion : la première souligne l'impossibilité de faire une alliance avec les socialistes autoritaires et prône le regroupement des forces révolutionnaires autour des organisations anarchistes; la deuxième met l'accent sur le désir des travailleurs syndicalisés de lutter en unité indépendamment d'une filiation militante et insiste sur la nécessité de resserrer les rangs de la classe ouvrière pour faire la révolution. Finalement, la résolution adoptée est un mélange des deux positions. La Confédération propose un pacte révolutionnaire à l'UGT en lui exigeant de reconnaître l'échec de la collaboration « politique et parlementaire » et en lui réclamant d'arrêter toute forme d'appui au régime républicain. L'offre reste sans réponse et les deux centrales vont aller jusqu'à s'affronter autour des luttes et des grèves comme celle de la construction à Madrid qui a lieu un mois plus tard. Donc, il nous semble que la proposition échoue, en grande partie, à cause des clauses pour lesquels les libertaires l'ont convoqué. Ils exigent l'abandon de la politique officielle des socialistes, mais ils ne parlent guère de la nécessité de lutter ensemble contre le fascisme ou de lancer un plan jumelé de lutte. En conséquence, la proposition n'est pas devenue le « pont de communication et dialogue » désiré.⁹⁶

Par ailleurs, pour résoudre le problème des licenciements et du chômage forcé, la proposition est faite de limiter le travail hebdomadaire à 36 heures sans diminution de salaire tout en augmentant le nombre d'ouvriers engagés; la saisie d'usines qui ferment pour les mettre sous le contrôle des syndicats; l'abolition du travail à la pièce; et l'instauration de subvention de travail et de programmes d'œuvres publiques. De plus, le congrès lance une ébauche d'un programme agraire basé sur l'expropriation des propriétaires fonciers et sur l'exploitation collective⁹⁷. Même s'il

⁹⁶ Diego Abad de Santillán, *Contribución a la historia del movimiento obrero español, Del Advenimiento de la Segunda República (1931) a Julio de 1936*. Vol. III, Puebla, Editorial Cajica, 1971 Puebla, 1971, p.309.

⁹⁷ Selon Abel Paz, le programme de réforme agraire contient aussi l'expropriation sans indemnisation des propriétés de plus de 50 hectares, la confiscation des propriétaires terriens, l'exploitation collective des terrains communaux, les travaux d'irrigation et de communication, ainsi que la création des écoles d'agriculture. Paz, *op.cit.*, p.237-238.

est difficile de savoir de quelle façon ces résolutions influencent l'activité des masses lors de l'explosion révolutionnaire de juillet, il faut constater que la radicalité populaire va dépasser le programme du Congrès.

Par ailleurs, c'est lors du point « situation politique » que Garcia Oliver et Francisco Ascaso proposent de mettre sur pied des milices confédérales. Leur idée est d'utiliser les comités ou les cadres de défense qui existent depuis 1931 pour les concentrer et les hiérarchiser. La vision de ces deux militants est de mettre en garde le mouvement ouvrier contre la conspiration militaire et de mettre sur pied une organisation paramilitaire disciplinée et munie d'un commandement central. La proposition est rejetée et elle est accusée de « militarisme ». ⁹⁸ Les congressistes font l'erreur de ne pas prendre les mesures militaires nécessaires face au soulèvement.

Parallèlement, le secrétaire du comité national, Horacio Prieto, veut adapter les structures et les politiques de la confédération pour faire face à l'imminente agression et préparer une industrie de guerre. Prieto veut aussi faire un bilan critique des dernières années de l'anarcho-syndicalisme pour éviter de répéter les mêmes erreurs et pour assurer le succès de la Révolution, bref, de modérer l'idéalisme exagéré du Congrès ⁹⁹. Sa proposition est néanmoins repoussée.

Par contre, le Congrès énonce une définition du « communisme libertaire » qui est l'objectif stratégique du mouvement anarchiste. Il est défini comme un régime fédérant les associations agraires et industrielles libres et autonomes édifiées sur la base des syndicats et des communes libres.

⁹⁸ Une anecdote connue liée à cela est celle de Cipriano Mera, futur chef de colonne de milices anarchistes, qui a ironisé : « Les camarades Ascaso et Garcia Oliver pourraient bien nous dire de quelle couleur ils souhaitent leurs écharpe de général. » Cesar M. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir 1868-1969*, Paris, Éditions du Seuil, 1969, p.94.

⁹⁹ *Ibid.*, p.93-100.

César M. Lorenzo résume ainsi le Congrès :

Les résolutions approuvées montraient que le mouvement libertaire espagnol, faisant fi des contingences matérielles, s'était claquemuré dans un univers de rêve. Après soixante-sept ans d'existence, soixante-sept ans d'épreuves et d'expériences diverses riches d'enseignements, il accouchait d'un programme idyllique (baptisé « Concept confédéral du communisme libertaire ») où les puérités et l'utopie se donnaient libre cours avec un oubli total des particularités de l'Espagne, de la situation internationale, du moment historique et de la manière d'atteindre la nouvelle terre promise. Le manque de formation intellectuelle de l'immense majorité des militants, leur faiblesse doctrinale et leur méconnaissance de la complexité des rapports économiques éclataient au grand jour.¹⁰⁰

Les « utopistes » l'emportent contre les « réalistes », ce qui oblige Abad de Santillán à affirmer : « Au lieu de chercher à définir un programme abstrait, il aurait été judicieux d'étudier l'application des idées libertaires au moment historique vécu... »¹⁰¹ En effet, la conjuration n'est plus un secret et la majorité des partis et des groupes sont en train de mettre sur pied des groupes militaires ou paramilitaires. Par contre, la CNT n'a pas voulu se servir des structures militaires mises sur place lors des insurrections de 1933. Waindrop affirme sur le sujet :

La CNT, elle, ne savait pas penser en termes offensifs. Attachée à ses principes apolitiques, elle ne pouvait développer aucune stratégie préalable, aucune initiative. *Au niveau national, elle ne pouvait qu'être en position de défense, que réagir en masse à une offensive dirigée contre elle. Et c'est ce qui arriva...*¹⁰²

Cette façon de faire décrite par Waindrop confirme aussi que le mouvement anarchiste a une grande confiance en le spontanéisme des masses. D'une certaine façon, la riposte populaire face au soulèvement fasciste a été une contre-offensive révolutionnaire d'envergure. Il nous semble qu'elle aurait été dans une meilleure situation si le mouvement libertaire avait pris les mesures nécessaires pour s'organiser militairement dès le départ. Cela aurait peut-être évité l'écrasement de

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 96.

¹⁰¹ Cité par Édouard Waindrop, *Les anarchistes espagnols 1868-1981*, France, Éditions Denoël, 2012, p.296.

¹⁰² *Ibid.*, p.301.

bastions libertaires en Andalousie ou en Saragosse durant les premières journées de la rébellion; ou, du moins, cela aurait pu éviter le manque de communication qui règne durant les premières semaines après le lancement des opérations. Dans ce sens, l'affirmation de Waintrop semble exacte. Cependant, il faut souligner qu'il existe une aile du courant libertaire qui semble être plus consciente des tâches du moment et de la nécessité d'avoir un plan de lutte. Malheureusement, cette aile manque de fermeté pour lutter jusqu'au bout et pour mettre en garde la confédération.

Maintenant, il importe de s'attarder à la relation entre les principes du mouvement et ses initiatives politiques, car nous croyons que ses principes ont eu un rôle contraire à celui qui aurait permis au mouvement anarchiste d'être mieux préparé. Nous analyserons cela dans le chapitre suivant, mais force est de souligner que ce Congrès (dépourvu du moindre réalisme, extratemporel et muet sur le chemin à suivre, selon M. Lorenzo) positionne mal les libertaires face au scénario qui allait s'ouvrir. Il aurait été préférable, tel que l'affirme Horacio Prieto, de faire un bilan des insurrections de janvier et de décembre 1933 lorsque le mouvement croyait que la contagion allait entraîner les masses dans la lutte. Le calcul était inexact et les insurrections furent prématurées. Vers 1936, la situation change et la période définitive de la révolution approche. Le mouvement anarchiste n'a pas fait une lecture adéquate de la situation ainsi que de tous les signaux annonçant l'entrée dans une période aigüe. Le mouvement libertaire se voit donc contraint d'improviser durant les journées de juillet, car il a perdu un temps précieux de préparation. Toute initiative des masses populaires doit s'accompagner d'une planification stratégique cohérente. La révolution des comités aurait pu se faire dans des conditions plus favorables à la victoire contre les militaires nationalistes et ainsi éviter de nombreuses pertes à l'intérieur des bastions révolutionnaires.

3.4.3 Les journées de juillet

Le 17 juillet, le « pronunciamiento » commence au Maroc et le 18 juillet il se généralise dans les principales villes péninsulaires. Pierre Broué affirme que l'initiative des contre-révolutionnaires « allait précisément libérer les ouvriers et paysans espagnols de leurs hésitations et de leurs divisions, et déclencher cette révolution qu'ils cherchaient précisément à prévenir »¹⁰³. En effet, face au soulèvement, l'alliance inédite entre les forces armées fidèles à la République et les organisations syndicales et politiques de gauche joue un rôle fondamental dans le refoulement partiel de la rébellion à Madrid, à Malaga, à Valence, à Gijón et à Saint-Sébastien. Cependant, dès le départ, les républicains et leur premier ministre Casares Quiroga interdissent l'armement des ouvriers en précisant que quiconque serait pris distribuant des armes serait abattu. La CNT et l'UGT lancent le mot d'ordre de la grève générale, et les masses montent aux barricades dans les principales villes.

Le cas de la région méridionale est dramatique. Par exemple, l'Andalousie, par exemple, tombe malgré le nombre élevé de membres de la confédération qui s'y trouvent. Il y a seulement Malaga qui se maintient sous le contrôle des ouvriers. Le reste de la région tombe lorsque les républicains refusent la distribution d'armes vantant la loyauté de l'armée. Le général Queipo de Llano, qui est passé du côté des insurgés, fait un massacre dans les faubourgs ouvriers de Séville. À Saragosse, où il y a 30 000 membres de la CNT, le général Cabanellas convainc les leaders de lui faire confiance et de ne pas prendre les armes. Le 19 juillet, les détentions commencent et les ouvriers sont battus sans pouvoir organiser la résistance. Ensuite, c'est le tour de Pampelune, de Burgos et de Valladolid de tomber.

¹⁰³ Pierre Broué, *La révolution espagnole (1931-1939)*, France, Flammarion, 1973, p.66.

À Madrid, Casares Quiroga démissionne et Manuel Azaña demande à Diego Martínez Barrio de former un nouveau gouvernement. Ce dernier tombe dans les 12 heures à cause de son immobilisme et de son refus d'armer les ouvriers. Alors, José Giral prend la tête du gouvernement et, face à l'inévitable, il fait distribuer 60 000 fusils pour l'UGT et la CNT.

À Barcelone, Companys refuse d'armer la CNT et les « mossos d'esquadra » arrêtent les anarchistes qui se sont armés. Néanmoins, les comités de défense de la CNT prennent d'assaut les armureries ainsi que des bateaux ancrés dans le port. Les gardes d'assaut donnent des fusils et des pistolets, tandis que le syndicat de dockers fournit de la dynamite. Le général Goded se rend et il est forcé par Companys de lancer un appel à la reddition. Cela favorise, l'arrêt des combats des militaires qui résistent dans la zone de la Montagne. Le 20 juillet, Durruti organise l'assaut sur une des dernières casernes rebelles, celle d'Ataranazas, ce qui marque la défaite du soulèvement à Barcelone. L'armement du peuple catalan commence le 22 juillet suite à la chute de la Caserne Sant Andreu et la prise de son arsenal de 30 000 fusils.

En somme, nous pouvons affirmer, en nous basant sur l'analyse de Pierre Broué, que la clef de l'issue des premiers combats repose sur la perspective politique de la classe ouvrière et en la capacité des syndicats à s'organiser militairement.

Chaque fois, en effet, que les organisations ouvrières se laissent paralyser par le souci de respecter la légalité républicaine, chaque fois que leurs dirigeants se contentent de la parole donnée par les officiers, ces derniers l'emportent... Par contre, le *Movimiento* [le mouvement factieux] est mis en échec chaque fois que les travailleurs ont eu le temps de s'armer, chaque fois qu'ils se sont immédiatement attaqués à la destruction de l'armée en tant que telle, indépendamment des prises de position de ses chefs, ou de l'attitude des pouvoirs publics « légitimes ». ¹⁰⁴

La farouche riposte populaire entraîne l'échec relatif du soulèvement. La guerre civile commence lorsque les forces nationalistes envahissent le territoire péninsulaire depuis

¹⁰⁴ Pierre Broué et Émile Témime, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1961, p.87-88.

le Maroc. Et la prise d'Andalousie leur permet d'avoir une importante base pour les futures opérations vers le centre et le nord du pays.

3.4.4 La guerre civile et le double pouvoir

Face à l'armée qui se soulève, le gouvernement est impuissant et, tel que l'affirme Témime, l'État républicain s'effondre. À l'exception des Pays Basques et des zones où les militaires reprennent le contrôle, la vague révolutionnaire impose un nouveau pouvoir : celui des Comités révolutionnaires. Ils ont une composition différente dans chaque région. Mais en Aragon, il n'y a que des cénétistes alors qu'en Catalogne, les libertaires permettent la présence de l'UGT, du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) et même de l'Esquerra républicaine. Les représentants des partis et des syndicats siègent aux comités en fonction de leur influence zonale et ils sont élus de façon différente selon l'endroit; parfois dans les usines, des fois lors d'assemblées générales ou même à l'intérieur des organisations ouvrières.

Depuis le 20 juillet, dans les régions où les militaires sont vaincus, les comités (qui reçoivent différents noms : comités populaires de guerre ou de défense, comités révolutionnaires, comités exécutifs, comités antifascistes, comités ouvriers, comités de santé publique) s'attribuent tous les pouvoirs. Sous le contrôle étroit de la base, ces comités absorbent toutes les fonctions législatives et exécutives régionales. En somme, le pouvoir légal ne reste qu'une façade qui est tolérée par le pouvoir des ouvriers. C'est le début de la transformation révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes qui reprennent et exécutent le programme politique et social qui leur avait été jusqu'à ce moment refusé. Ces organismes révolutionnaires cherchent à régler les grands problèmes du pays, en décidant

non seulement des problèmes immédiats comme le maintien de l'ordre et le contrôle des prix, mais aussi des tâches révolutionnaires de l'heure, socialisation ou syndicalisation des entreprises industrielles, expropriation des biens du clergé, des *factieux*, ou plus simplement des grands propriétaires, distributions entre les métayers ou exploitation collective de la terre,

confiscation des comptes en banque, municipalisation des logements, organisation de l'information, écrite ou parlée, de l'enseignement, de l'assistance sociale.¹⁰⁵

Cette situation de *double pouvoir* ne peut perdurer sans que l'un des deux côtés ne contrôle complètement l'autre. Il est probable que l'élan révolutionnaire aurait pu permettre aux comités ouvriers et paysans de l'emporter puisqu'ils ont disloqué le pouvoir républicain et ils obtiennent de facto le pouvoir. Or, c'est l'État républicain qui l'emporte réellement. Comment cela peut-il arriver ? Comment un État dont l'existence est fantasmagorique peut-il reprendre le contrôle de la situation ?

Le drame majeur de la révolution espagnole arrive lorsque les dirigeants populaires reculent et permettent la reconstruction de l'État bourgeois. En effet, les leaders non seulement permettront la disparition des comités, mais ils s'appêtent aussi à participer au gouvernement du Front populaire. Par exemple, en Catalogne le plénum régional de la CNT s'impose la proposition de Garcia Oliver de rejeter pour le moment l'instauration du communisme libertaire qui signifie une dictature anarchiste, et de participer à la défense de la démocratie qui voulait dire collaborer dans le gouvernement républicain.¹⁰⁶

En septembre, les anarchistes acceptent la dissolution du Comité central des milices antifascistes de Catalogne (CCMAC) et, en échange, ils participent en tant que ministres au gouvernement central et provincial. Certains comités résistent à leur dissolution et s'opposent à la restauration de l'ordre républicain. Néanmoins, les dommages sont faits et cette trahison de la part des dirigeants mine le moral des masses. De ce fait, la subordination à la politique de « gagner la guerre avant tout », signifie que la guerre perd son contenu révolutionnaire et ainsi, sans force, les républicains ne peuvent que commencer à administrer tranquillement la défaite.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p.111.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 178. Avant de devenir partisan de la collaboration, Garcia Oliver avait proposé de prendre le pouvoir et d'installer le communisme libertaire, ce qui a été rejeté par la Confédération.

3.4.5 Le gouvernement Caballero et la participation des anarchistes au gouvernement

Le 4 septembre 1936, Francisco Largo Caballero, surnommé le « Lénine espagnol » et dirigeant de l'aile gauche du Parti socialiste, prend la tête du gouvernement du FP. Cet événement a une signification spéciale. Le PSOE a radicalisé son discours et la jeunesse socialiste adhère fortement à la voie de la transformation révolutionnaire de la société. Cependant, l'aile de droite du parti, bien que minoritaire, est représentée par Indalecio Prieto qui veut éviter les excès révolutionnaires et maintenir l'idée d'une République démocratique, soit une bourgeoise. Le parti arrive face à une impasse, surtout lorsque les staliniens arrivent à le contrôler à travers la fusion avec les jeunes socialistes d'où naît le PSUC.

Les efforts entrepris par les républicains et les communistes pour restaurer l'État républicain, en passant par l'élimination du pouvoir des comités, doivent se couvrir d'une façade adéquate. En effet, cette « réaction démocratique » comme l'appelle Broué, utilise la figure de Largo Caballero, un leader socialiste reconnu pour sa rhétorique radicale, pour réussir un virage en faveur de l'instauration de la normalité : un gouvernement d'apparence radical pour appliquer une politique réactionnaire. La manœuvre est complétée par la collaboration des ministres anarchistes et poumistes. Ainsi, le nouveau gouvernement du FP s'installe sous la consigne de « la défense du pays contre le fascisme ».

Une fois que s'éloigne la possibilité d'une révolution et que les forces radicales sont dominées, la militarisation des milices ouvrières est le dernier point de la restauration de la normalité bourgeoise. Dès ce moment, les milices sont subordonnées et intégrées à l'armée républicaine où la discipline militaire traditionnelle, datant de la monarchie, est rétablie. Toutes les initiatives venant des masses sont écrasées avec la précieuse aide de l'armement de Moscou.

La corrélation de force au sein du champ antifasciste change complètement, ce qui permet aux républicains et aux staliniens de commencer ce qui a été identifié comme « la guerre civile dans la guerre civile ». En effet, au milieu du désespoir généralisé, le Parti communiste commence la répression et la destruction des organisations révolutionnaires et des collectivités. Le journal soviétique « Pravda » du 17 septembre 1936 l'annonce ainsi : « En Catalogne, l'élimination des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé : elle sera conduite avec la même énergie qu'en URSS »¹⁰⁷. Staline dicte personnellement, à travers des missives, la politique à suivre par le gouvernement espagnol. Largo Caballero refuse l'obéissance aveugle aux ordres du Kremlin, ce qui entraîne une déclaration de guerre du PCE. De toute façon, le programme désiré par Staline (basé sur le maintien de la propriété privée et de l'État républicain) est déjà en application. Donc, les cinq derniers mois de la gestion de Largo Caballero sont marqués par la montée du contrôle communiste au sein de l'État républicain et de la répression stalinienne.

3.4.6 Les journées de mai 1937

La politique des communistes, devenus les « champions de l'ordre », nécessite de réprimer les secteurs radicaux. En fait, c'est la persécution des militants poumistes et anarchistes qui entraînent la dislocation de l'alliance antifasciste. Face au manque de réaction des dirigeants anarchistes, les ouvriers résistent à l'offensive stalinienne. C'est particulièrement vrai en Catalogne, où la dernière épreuve de force se produit. À la fin d'avril et au début de mai 1937, lorsque le gouvernement veut reprendre le contrôle des frontières et de la centrale téléphonique de Barcelone, les ouvriers l'attendent, armes au poing. La bataille éclate et des barricades se mettent en place partout dans la ville. Seule la médiation des leaders anarchistes a pu freiner la rébellion ouvrière et les affrontements qui ont laissé plus de 500 morts. Avec

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.86.

l'imposition d'un accord de cessez-le-feu, considéré comme honteux par les ouvriers parce qu'il implique une capitulation complète, le statu quo favorisant les républicains est conservé. Le gouvernement contrôlé de plus en plus par les staliniens continue sa tâche d'effacer et de réprimer les collectivisations et les initiatives populaires.

Les journées de mai sont les derniers efforts des masses ouvrières pour lutter contre la réaction du camp républicain, orchestrée en grande partie par les communistes. Tandis que les masses cherchent à ouvrir la voie avec leurs propres méthodes et organismes de lutte, les leaders prennent des décisions qui leur sont défavorables.

Or, les « journées de mai » déclenchent une crise dans le gouvernement de Largo Caballero ce qui entraîne sa chute. La dissolution du POUM est déclarée et bientôt commence la persécution des anarchistes.¹⁰⁸ Une fois que « la guerre civile dans la guerre civile » est gagnée par les staliniens, les opérations militaires se réduisent à retarder la victoire définitive des franquistes, selon les désirs de Staline.

¹⁰⁸ Édouard Waintrop affirme que la CNT laisse emprisonner les militants anarchistes opposés à la militarisation, Waintrop, *op.cit.*, p.420.

CHAPITRE IV

*« Es preciso matar para seguir viviendo.
Un día iré a la sombra de tu pelo lejano,
y dormiré en la sábana de almidón y
de estruendo cosida por tu mano. »*
Miguel Hernández, Canto del esposo soldado
en *Viento del pueblo, poesía en la guerra.*

*«Negras tormentas agitan los aires,
nubes oscuras nos impiden ver,
aunque nos espere el dolor y la muerte,
contra el enemigo nos llama el deber. »*
A las barricadas, hymne anarchiste

« Toute théorie est sèche, et l'arbre précieux de la vie est fleuri. »
Fauste, Goethe

UNE ÉVALUATION CRITIQUE DE LA POLITIQUE ANARCHISTE

Après avoir révisé le contexte historique espagnol ainsi que les origines et les idées politiques du mouvement anarchiste avant et durant la révolution, nous allons procéder à une évaluation critique de l'activité des anarchistes. Pour ce faire, nous allons d'abord présenter les contraintes objectives qui ont façonné le conflit et la politique des forces politiques espagnoles. Ensuite, nous allons présenter notre analyse des décisions transcendantales du mouvement durant le moment critique du début de la guerre civile. Finalement, nous examinerons la façon dont les principes libertaires ont influencé la prise de décisions des anarchistes et nous allons les contraster avec les objectifs du mouvement.

4.1 Contraintes objectives

Premièrement, il nous semble nécessaire d'analyser brièvement les contraintes objectives, c'est-à-dire, les conditions qui influencent le conflit, mais qui ne

dépendent pas directement de la politique des groupes qui s'affrontent. En fait, nous allons nous limiter à présenter les trois éléments du contexte et de la politique internationale qui nous semblent les plus déterminants : la politique de non-intervention de la France et l'Angleterre, l'intervention de l'Union Soviétique et la capacité militaire des groupes belligérants¹⁰⁹. Dans le deux premiers cas, il s'agit de conditions internationales liées à la politique extérieure des puissances européennes, tandis que le dernier est une question de corrélation de forces internes, mais qui sont assujetties à l'influence directe de l'extérieur.

4.1.1 La politique de non-intervention

Le gouvernement du Front populaire français, mené par Léon Blum, cède aux pressions de la droite et du gouvernement conservateur anglais et arrête la livraison d'armes aux républicains. Les derniers avions sont autorisés en août 1936 peu avant que Blum lance un appel aux puissances pour établir des règles communes pour la non-ingérence dans la guerre espagnole. Les Anglais proposent aux pays intéressés un pacte de non-intervention incluant un embargo d'armement vers les deux parties impliquées (les républicains et les nationalistes). Dès le 6 août, il est approuvé par l'URSS et à la fin de ce même mois, il est signé par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne.

Or, le 26 juillet 1936, 26 avions allemands transportaient les troupes nationalistes depuis le Maroc dans le but d'envahir le pays. Durant les mois d'août et de septembre, les Italiens et les Allemands livrent abondamment de l'équipement et du matériel militaire lourd, dont de nouveaux avions de chasse, des chars d'assaut, des bombes et des mitrailleuses. Cela est fait à la vue des Français, des Britanniques et des Russes. Les puissances fascistes fournissent une aide précieuse aux franquistes

¹⁰⁹ Sur ce dernier point, voir plutôt l'appendice A.

en leur permettant non seulement de reprendre leurs forces suite à l'échec partiel du soulèvement péninsulaire, mais aussi de faire pencher la balance en leur faveur avec l'aide d'une vigoureuse invasion.

Selon cette perspective, la politique de non-intervention n'a servi qu'à isoler la révolution espagnole et à miner la résistance des forces antifascistes. En effet, l'embargo d'armement est appliqué seulement contre les républicains tandis que les régimes fascistes aident ouvertement les forces franquistes. De plus, la politique de non-intervention accentue la difficile situation économique de la République, avec des coupures au niveau de l'aide financière et un manque de matières premières pour l'industrie de guerre.

Nous pouvons donc observer deux choses : premièrement, la France, l'Angleterre et l'URSS n'ont pas osé dénoncer ou essayer d'arrêter l'aide fournie par l'Allemagne nazie et l'Italie. Selon eux, ils l'ont fait pour sauvegarder la paix et pour éviter que le conflit espagnol devienne international. De façon naïve, ces puissances gardent l'espoir de pouvoir freiner la bellicosité nazie avec la négociation. Deuxièmement, il est fort probable que ces trois pays aiment mieux un régime fasciste sous Franco à un autre exemple d'une révolution triomphante en Europe.

4.1.2 L'intervention de l'URSS

Il faut se rappeler que, vers 1936, la fraction stalinienne a définitivement triomphé sur ses adversaires et que les procès de Moscou, où seront éliminés les derniers représentants de la vieille génération bolchevique, commencent dès le mois d'août. Le stalinisme, sous la théorie du « socialisme dans un seul pays », a remplacé la lutte pour la révolution internationale par celle de sauvegarder la « patrie socialiste » à tout

prix.¹¹⁰ Donc, la stratégie de l'Internationale communiste (IC) stalinisée s'articule autour des consignes de la lutte pour la paix et de l'objectif suprême de défendre l'URSS. La conception stalinienne a déjà eu des conséquences néfastes lors de la révolution de la Chine de 1925-1927 et de l'Allemagne, en 1933, face à la montée du fascisme. Sous cette orientation stratégique est lancée la politique du Front Populaire pour la nouvelle période.

La politique de front populaire préconisée par l'I.C. a pour objectif principal le regroupement, autour du front unique ouvrier, des couches moyennes urbaines et rurales, les plaçant ainsi – quoique de façon plus indirecte – sous la direction du parti communiste. Le but immédiat est de battre le fascisme, mais au cours de la lutte les conditions seront créées pour que ces classes moyennes se rangent aux côtés du prolétariat quand sonnera l'heure de la révolution socialiste.¹¹¹

L'idée directrice est d'avoir un front ouvrier unique, avec un programme adapté au niveau de conscience de la majorité et possédant un contenu qui n'est pas trop radical pour ne pas effrayer les secteurs peu politisés. Il faut prendre la défense des libertés et des institutions démocratiques bourgeoises face au fascisme et unir les forces et les partis démocratiques (« démo-pacifistes » selon Staline), même s'il s'agit des forces bourgeoises. Cette situation résulte de la subordination de ces partis aux forces bourgeoises, comme dans le cas du Front populaire en France où le Parti communiste a contribué à la défaite de la grève générale en 1936.

Avant les journées de juillet 1936, la révolution espagnole a peu d'importance pour l'IC et pour Staline. Ce n'est que suite à la réponse révolutionnaire des masses face au soulèvement militaire que la bureaucratie soviétique voit l'urgence d'intervenir ouvertement. Elle le fait principalement pour tenter une révolution qui s'avère inopportune et indésirable à leurs yeux. En septembre de 1936 lors du Présidium de

¹¹⁰ L'URSS est définie dans la propagande de la nomenclature comme « le moteur international de la révolution prolétarienne », « la base du mouvement universel des classes opprimées », « le foyer de la révolution internationale », « le facteur le plus important de l'histoire du monde », « le facteur essentiel de la libération internationale du prolétariat ». Fernando Claudin, *La crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*, Paris, François Maspero, 1972, p.214-216.

¹¹¹ *Ibid.*, p.219

l'IC, la seule préoccupation exprimée par les dirigeants est que le programme de la République démocratique ne soit pas être dépassé par la radicalisation ouvrière.

Au départ, l'URSS cherche à rester neutre en Espagne, alléguant que son intervention peut servir de prétexte à l'Allemagne et à l'Italie pour aider les militaires rebelles. En fait, ces pays fournissent déjà leur aide à Franco et ils vont continuer de le faire. L'auteur Fernando Claudin distingue deux étapes spécifiques de l'intervention soviétique lors du conflit : la première, celle de la non-intervention pour assurer à court terme la survie de la résistance et à long terme la victoire des franquistes; et la deuxième, celle d'une aide directe, retardée et parfaitement calculée, pour dissimuler sa trahison.¹¹²

Au début d'octobre 1936, l'aide commence avec l'arrivée des Brigades internationales et celle du bateau Komsomol rempli d'armes. Le 29 octobre, 20 chasseurs et bombardiers ainsi que des véhicules terrestres sont livrés. Ignacio Hidalgo de Cisneros, général rallié au PC, demande plus d'armes, mais Staline et Molotov lui font remarquer que la République n'a pas assez de crédit, ayant juste 100 000 USD, alors que ce qu'il demande coûte 1000 fois plus cher. Cela a lieu après la décision de Staline de s'approprier toute la réserve en or du pays qui était à ce moment la deuxième réserve mondiale.¹¹³

Néanmoins, l'URSS regagne un certain prestige avec l'aide octroyée à la République espagnole, même si ce geste est utilisé pour infiltrer et contrôler le régime. Dans une lettre datée du 21 décembre 1936 de Staline à Largo Caballero, il déclare la guerre contre les radicaux (poumistes et anarchistes) et il l'oblige à appliquer un programme

¹¹² *Ibid.*, p.87.

¹¹³ D'après Vernon Richards, la réserve d'or espagnole était de 2 259 millions de pesetas or (six cents millions de dollars, d'après Felix Morrow), ce qui représentait la seconde réserve mondial. Richards critique que les anarchistes n'aient pas essayé de s'emparer de la réserve et des banques répétant l'erreur des communards parisiens de 1871. Au lieu de cela, le mouvement anarchiste met des gardes pour sécuriser les institutions financières. Vernon Richards, *Enseignement de la révolution espagnole*, Paris, Acratie, 1997, p.51.

pour garantir l'hégémonie de l'État républicain : dissolution des Comités révolutionnaires, disparition des collectivités, militarisation de milices, création d'un corps policier contrôlé par le gouvernement, rétablissement des tribunaux populaires (bourgeois), contrôle des banques et réforme agraire partielle des terres des factieux. Autrement dit, la restauration complète de l'État bourgeois républicain. En ce sens, le slogan de « gagner d'abord la guerre avant de faire la révolution »¹¹⁴ n'est qu'une façade pour tromper les masses et arrêter la révolution en marche.

Le socialiste Luis Araquistáin résume ainsi ce qui lui semble être le calcul de Staline :

Staline ne voulait pas que nous gagnions la guerre parce que cela aurait exaspéré Hitler, ni que nous la perdions trop vite parce que, une fois liquidé le conflit espagnol, Hitler serait plus libre de ses mouvements pour entreprendre une politique d'agression en Europe orientale et contre l'URSS elle-même.¹¹⁵

Pour défendre son *royaume bureaucratique*, Staline souhaite éviter une agression armée contre l'URSS. Donc, il veut éviter le déclenchement de nouvelles révolutions pour ne pas mettre en péril la domination bureaucratique et pour fournir des garanties aux puissances occidentales. En organisant « la guerre civile dans la guerre civile » contre ceux qu'ils appellent les « ennemis du peuple » et en facilitant l'écrasement de l'œuvre révolutionnaire du peuple espagnol, les staliniens se sont mis au service du capitalisme. Staline a assuré les conditions de la défaite.

¹¹⁴ Pierre Broué, *La révolution espagnole (1931-1939)*, France, Flammarion, 1973, p.159.

¹¹⁵ Cité par Pierre Broué. *Ibid.*, p. 125. La conclusion de Claudin est similaire : « Staline aida la République espagnole pour qu'elle puisse prolonger son existence et parvenir à une solution de compromis acceptable pour les démocraties occidentales dans le cadre d'un système d'alliances antihitlériennes, et non pas pour qu'elle puisse vaincre ». Claudin, *op.cit.*, p.285. En 1939, Staline signe même un pacte avec Hitler, cherchant naïvement à éviter l'agression nazie.

4.2 L'œuvre de la révolution ouvrière

Avant de préciser le rôle des anarchistes dans la construction de l'œuvre révolutionnaire durant la guerre civile, nous allons brièvement repasser la manière par laquelle le mouvement anarchiste contribue à façonner le mouvement révolutionnaire espagnol et à forger la conscience de classe au sein des classes travailleuses. En effet, les idées libertaires ont parcouru un long chemin depuis leurs origines lors de la deuxième moitié du XIXe siècle jusqu'au moment où le mouvement ouvrier acquiert sa forme moderne en participant à la vague révolutionnaire de la fin de la Première Guerre mondiale.

Tel que nous l'avons constaté dans le deuxième chapitre, le mouvement anarchiste s'est développé au sein des masses paysannes et ouvrières pendant plus d'un demi-siècle pavant la révolution. Les libertaires ont grandement contribué à mettre sur pied les premiers organismes de défense et les premiers syndicats. En même temps, ils ont fondé des écoles pour les enfants et les ouvriers, des coopératives de consommation ainsi que des centaines de journaux et de magazines. Dans les moments de crise, ils ont instauré un réseau de solidarité pour appuyer les grèves et les luttes. Le mouvement anarchiste se rallie aux revendications des travailleurs et il accompagne les grèves les plus dures ainsi que les révoltes populaires contre la famine et l'exploitation. Il faut insister sur le fait que la longue expérience d'organisation de luttes, de défense armée, d'expropriations révolutionnaires, d'éducation, d'agitation, d'organisation de guérilla, de grèves générales qui se terminent par l'insurrection laisse un legs crucial au mouvement ouvrier. À l'aube de la révolution, nous pouvons affirmer que le prolétariat le plus combatif, le mieux organisé et le plus décidé se retrouve dans la CNT.

De plus, il importe de souligner qu'une caractéristique essentielle de ce mouvement est que les leaders libertaires proviennent de la masse ouvrière. Évidemment, le mouvement doit ainsi agir face à l'absence d'intellectuels dans les rangs anarchistes. Les grands organisateurs, leaders, agitateurs et écrivains libertaires proviennent directement de la classe ouvrière et cela renforce l'enracinement des conceptions libertaires au sein des masses populaires.

Le meilleur exemple est probablement celui de Buenaventura Durruti, l'un des plus importants chefs de file du mouvement. Il incarne bien le militant ouvrier anarchiste : un organisateur syndicaliste, un ouvrier autodidacte par excellence qui n'a pour revenu que son travail. Il devient guérillero et instigateur des forces paramilitaires libertaires et il se distingue, par la suite, en tant que chef militaire. Il est aussi un écrivain et un orateur infatigable qui parcourt le pays pour prendre la parole lors de meetings et lors d'assemblées. En bref, il est un conspirateur doué, pas un théoricien, mais un homme d'action. D'une certaine façon, Durruti et son groupe (« Los solidarios » devenu plus tard « Nosotros » avec Francisco Ascaso et Garcia Oliver) deviennent le cœur du mouvement libertaire et, dès les années 1920, ils sont parmi les idéologues les plus importants. Ce groupe représente la synthèse cénétiste entre l'action organisée dite violente et l'anarcho-syndicalisme.

Or, le fait que les leaders proviennent du milieu ouvrier et qu'ils vivent les mêmes conditions précaires de vie et de travail permet le développement naturel des idées anarchistes au sein de la classe ouvrière et au sein des paysans pauvres. Il n'y a pas de différences importantes entre ceux qui constituent la base syndicaliste et ceux qui occupent des postes de responsabilités. De plus, les cénétistes rechignent à recourir à des employés permanents payés par le syndicat, car ils veulent éviter la bureaucratisation. C'est pour cette raison qu'ils n'ont jamais voulu mettre sur pied les caisses ouvrières de résistance, trouvant que cette façon de faire ressemble trop aux pratiques réformistes des syndicalistes français. Même si cela aurait pu être

bénéfique lors des longues grèves, l'assistance dans la lutte est plutôt comblée par la solidarité. Ainsi, force est de constater la contribution du mouvement anarchiste à la conscientisation du prolétariat et à la transformation révolutionnaire qui commence en juillet 1936.

4.2.1 Les anarchistes et le double pouvoir

Il est indéniable que l'anarchisme a eu une importante influence dans l'émergence des Comités révolutionnaires mis sur pied lors de la riposte contre le coup d'État militaire. Évidemment, il faut souligner que l'initiative première provient des masses et il faut considérer cet aspect pour comprendre la vague d'auto-organisation qui surgit dans chaque village et dans chaque ville des provinces et zones libérées. Ces comités s'inspirent probablement de l'expérience soviétique ainsi que des comités militaires cénétistes organisés lors des insurrections de 1933.

Sauf que les comités révolutionnaires ne correspondent pas complètement à la politique anarchiste ni ne surgissent forcément de la logique libertaire. Ce type d'organisation exprime les besoins de la lutte des masses populaires : une longue unité au-delà des différences partisans, une démocratie directe avec des représentants de la base et leur propre gouvernance. Les comités sont surtout le résultat direct de l'initiative révolutionnaire des masses. Dans ce sens, ils sont différents des comités militaires cénétistes mis sur pied pour organiser les insurrections, parce qu'ils ne répondent pas à la logique d'un groupe ou d'une force, mais plutôt à celle des masses populaires où la classe ouvrière a un rôle prépondérant.

De plus, ils rassemblent les villageois, les ouvriers, les paysans, les soldats et les marins, et ils impliquent chaque usine, chaque quartier ouvrier, chaque village, chaque bataillon ou bateau. Les comités ne répondent à aucun parti ni à aucune organisation, mais ils les tolèrent et les rassemblent. En fait, nous pouvons constater

que les syndicats et les partis ouvriers ne sont pas en mesure de mettre sur pied cette sorte d'organisation sans la pression des bases, comme il a été vu avec les Alliances ouvrières de 1934. En effet, les organisations traditionnelles agissent plutôt comme un obstacle contre les comités révolutionnaires soit en raison de leurs différences politiques, soit par une certaine bureaucratisation qui les empêche d'accepter l'horizontalité et le contrôle strict exercé par la base qui caractérise ce type de comités.

Ces comités-gouvernement, comme les désigne Grandizo Munis¹¹⁶, sont en fait un nouveau pouvoir politique ayant une idéologie clairement anticapitaliste. Ils obéissent à une situation de dualité de pouvoirs comme cela a été le cas lors de grandes révolutions prolétariennes, ce qui explique que leur naissance soit liée aux exigences de la lutte contre le régime bourgeois. Ils sont l'expression d'un phénomène avancé de démocratie prolétarienne où les représentants sont élus démocratiquement et sont assujettis au contrôle de la base, ce qui signifie un dépassement de la démocratie représentative bourgeoise.

Aussi, il faut rappeler que l'anarchisme espagnol est fortement influencé par les idées de Bakounine, mais que le mouvement a abandonné celle de prôner un gouvernement insurrectionnel. Les anarchistes refusent même l'idée des soviets russes à cause de leur supposé contenu « politique ». Cela entraîne que le mouvement libertaire n'a pas de proposition concrète pour l'auto-organisation des masses et encore moins pour un nouveau type de gouvernement issu de l'insurrection. De cette manière, le pouvoir *de facto* des comités les met dans une situation imprévue que la doctrine anarchiste n'a pas su expliquer convenablement, soit un phénomène qui ressemble plutôt à un pouvoir politique avec des formes étatiques. Le mouvement et ses leaders restent

¹¹⁶ Grandizo Munis, *Jalones de derrota, promesa de victoria*, Éditions Izquierda revolucionaria, 2006, p.266. En ligne, <https://www.marxists.org/espanol/munis/oc/tomo4.pdf>. Page consulté le 27 décembre 2014.

déconcertés face à son existence, ou comme l'affirme François Godicheau, ils se trouvent dépourvus de réponse devant la question de la prise du pouvoir.¹¹⁷ Néanmoins, Garcia Olivier propose de prendre le pouvoir et d'instaurer une dictature du prolétariat anarchiste et Camillo Berneri, révolutionnaire italien qui participe dans la révolution espagnole, conclue :

Pour garantir la révolution, il ne suffit pas que les masses soient armées et qu'elles aient exproprié la bourgeoisie : il faut qu'elles détruisent entièrement l'État capitaliste et qu'elles organisent leur propre système. Elles doivent être capables de combattre les idées représentées par les leaders staliniens et réformistes avec la même rigueur qu'elles attaquent les personnalités capitalistes et les leaders des partis bourgeois.¹¹⁸

Toutefois, les anarchistes ont grandement influencé les occupations de terres et les répartitions agraires faites par les paysans, de même que l'établissement des coopératives et du contrôle ouvrier des industries, des entreprises et du transport. Cela faisait partie, de façon plus au moins claire et régulière, du programme libertaire et de l'imaginaire politique de la classe ouvrière partout en Europe. La tendance de se réapproprier ce que les patrons et les propriétaires leur ont volé est bien présente. C'est aussi une façon de réorganiser l'économie à leur manière et de reprendre le contrôle de leur destin. Il s'agit d'un essai d'un nouvel ordre économique et social que le mouvement anarchiste n'a pas su approfondir pour lui donner la cohérence nécessaire et pour faire face à une transformation de longue haleine.

En effet, les anarchistes ont laissé faiblir cet effort en permettant que les comités deviennent des organismes auxiliaires de l'État bourgeois. Cela, même si une partie de la vision antiétatique de l'anarchisme repose sur le fait de réaliser l'expropriation économique sans prendre en compte la politique étatique ou précisément en tant que moyen pour abolir l'État. En effet, tel que le souligne Normand Baillargeon, l'attitude

¹¹⁷ François Godicheau, *La guerre d'Espagne, république et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, p.130.

¹¹⁸ Camillo Berneri, *Guerre de classes en Espagne*, Paris, Éditions Spartacus, p. 17. Malheureusement, la réflexion de Berneri date d'après les journées de mai 1937, donc considérablement en retard. Mais Berneri était contre la participation des anarchistes dans le gouvernement.

des anarchistes face à l'État se base sur la logique suivante : faites ce que vous voulez, tandis que nous nous emparons de l'économie comme prélude et condition de l'asphyxie de l'État¹¹⁹. Il faut donc se demander si le fait de permettre la subordination des comités aux institutions de l'État bourgeois se justifie du point de vue de cette logique de l'asphyxie par le contrôle économique, selon laquelle le pouvoir politique reste secondaire. De surcroît, ce principe est démenti, d'une part, parce que les comités accomplissent non seulement les activités de production, mais aussi le pouvoir politique réel; et d'autre part, parce que l'État républicain n'a pas cessé d'exister par l'asphyxie du contrôle économique populaire. Finalement, nous pouvons constater que la consolidation du pouvoir des comités nécessite la destruction totale de cet État bourgeois-capitaliste.

En Catalogne, qui a été la clef de la situation révolutionnaire, les anarchistes décident de ne pas abolir le gouvernement provincial sous prétexte de maintenir les apparences face aux gouvernements anglais et français. Ils craignent que les puissances ne reconnaissent pas un gouvernement populaire différent du gouvernement républicain. Cela donne le temps nécessaire pour renverser la situation et restaurer le pouvoir étatique bourgeois. En septembre 1936, les anarchistes se laissent convaincre et décident de dissoudre le Comité central de milices antifascistes de Catalogne (CCMAC) qui était, d'une certaine façon, la direction des comités. Pire encore, ils acceptent même de participer au gouvernement. Ils ne réalisent pas que le seul moyen de gagner la guerre est lié à ce pouvoir révolutionnaire.

¹¹⁹ L'auteur cite Daniel Guérin, voir: Normand Baillargeon, *El orden sin el poder, Ayer y hoy del anarquismo*, Hondarribia (Guipúzcoa), Editorial Hiru, 2003, p.79. Abad de Santillán exprime cette même idée: « ...après avoir affronté le problème de la transformation sociale, la révolution ne peut pas considérer l'État comme un moyen, mais elle doit s'appuyer sur l'organisation des producteurs. La suppression de l'État ne peut pas se produire en attendant son languissement; cela doit être une tâche de la révolution et d'en finir avec l'État. Si la révolution ne met pas la richesse sociale dans les mains des producteurs, la révolution est une tromperie et l'État continuera d'exister. » Cité par Noam Chomsky, voir : *Apuntes sobre anarquismo* 1970, En ligne, http://www.inventati.org/ingobernables/textos/narquistas/chomsky_APUNTES%20SOBRE%20ANARQUISMO.html, Page consulté le 25 janvier 2015.

Selon Édouard Waintrop, à l'intérieur de cette situation inédite, la CNT n'a aucun instrument conceptuel ou pratique qui lui permette d'assumer son pouvoir. Selon lui,

il eût fallu définir toute une stratégie, adopter une certaine discipline tactique, imposer un *tempo*, penser en termes politiques le moment 1936, ce que la CNT par son histoire, ses structures, l'opposition irréductible des courants qui la minait était tout à fait incapable de faire.¹²⁰

En effet, nous pouvons percevoir qu'il y avait une vision spontanéiste de la révolution dans l'imaginaire anarchiste, c'est-à-dire une pensée qui nie la nécessité d'une stratégie politique et qui laisse la résolution de questions vitales de la révolution à la créativité révolutionnaire des masses. Ernest Mandel explique les conséquences de cette vision ainsi :

La révolution espagnole a été également le témoignage historique le plus accablant contre le point de vue spontanéiste qui considère qu'un mouvement de masse puissant suffirait pour déboucher sur la victoire de la révolution socialiste.

Jamais l'histoire n'avait fourni l'exemple d'un soulèvement généralisé semblable à celui que connut l'Espagne en juillet 1936, lorsque les travailleurs brisèrent l'insurrection de l'armée fasciste dans pratiquement toutes les grandes villes du pays et dans une bonne partie des campagnes. Jamais encore les masses ne s'étaient emparées spontanément des usines, des services publics, des grandes propriétés à la campagne, comme elles l'ont fait alors en Espagne.

Et pourtant, la révolution ne l'emporta pas. Les masses travailleuses ne mirent en place aucun organe de pouvoir unifié et centralisé. Confrontés à ces questions clés qui se posent dans toute révolution, les dirigeants anarchistes – qui avaient éduqué les masses dans l'esprit de la doctrine de la « suppression » immédiate de l'État – jouèrent un rôle décisif pour empêcher les masses révolutionnaires largement influencées par l'anarcho-syndicalisme de se doter de leurs propres structures d'État ouvrier. Elles acceptaient ainsi de facto la résurgence de l'État bourgeois et de son appareil répressif. Le fait que ces mêmes dirigeants anarchistes furent prêts à participer à la résurgence de cet État en participant à un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, avant que les militants anarchistes eux-mêmes ne deviennent les victimes d'une répression que leurs dirigeants avaient contribué à rendre possible, ne fait que souligner les leçons essentielles de juillet 1936. La combativité anticapitaliste, l'énergie révolutionnaire et l'héroïsme des masses peuvent dans certaines circonstances aller bien au-delà des prévisions des révolutionnaires eux-mêmes. Mais si l'on ne détruit pas réellement l'appareil d'État de la bourgeoisie pour le remplacer par un nouvel État ouvrier, la révolution socialiste ne peut en aucun cas

¹²⁰ Édouard Waintrop, *Les anarchistes espagnols 1868-1981*, France, Éditions Denoël, 2012, p.339.

l'emporter. Et ce nouvel État ouvrier ne peut être construit sans direction centralisée, au fil des luttes spontanées.¹²¹

Malgré quelques différences linguistiques, nous pouvons constater que la conclusion de Mandel ressemble à celles de Berneri, Durruti et Garcia Oliver sur la nécessité de prendre le pouvoir et de centraliser sous le pouvoir révolutionnaire l'effort militaire.

4.2.2 Les justifications de la collaboration

En contradiction évidente avec leur politique traditionnelle, les libertaires justifient leur participation aux gouvernements central et provincial de plusieurs manières. Dans les premières heures de la riposte révolutionnaire, lorsque les Comités balayent la force de l'ordre républicain, les militants libertaires justifient le fait de ne pas prendre le pouvoir parce que « le pouvoir avait disparu » et qu'ils pouvaient utiliser l'État républicain de façon défensive contre l'attaque fasciste.¹²²

Federica Montseny explique la participation au gouvernement en disant qu'il ne faut pas réagir comme les anarchistes qui se sont isolés lors de la révolution russe. Il faut plutôt occuper le plus de postes possible à l'intérieur du gouvernement. Selon son point de vue, laisser les postes ministériels aux autres forces politiques, notamment aux staliniens, est suicidaire et il est donc nettement préférable de les occuper. Elle l'explique ainsi :

Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la Révolution déviât et pour la poursuivre au-delà de la guerre, et encore pour s'opposer à toute éventualité de tentative dictatoriale, d'où qu'elle vienne.¹²³

¹²¹ Ernest Mandel, « Introduction » In Félix Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne (1936-1939)*, En ligne, https://www.marxists.org/francais/morrow/espagne/morrow_intro.htm, page consulté le 23 janvier 2015.

¹²² Godicheau, *op.cit.*, p. 101.

¹²³ Berneri, *op.cit.*, p. 57.

Montseny justifie la politique de « gagner la guerre avant tout » en affirmant qu'une fois que la victoire militaire sera atteinte, la révolution (comme en Catalogne) sera déjà faite.¹²⁴

En outre, le principal journal anarchiste « Solidarité ouvrière » (SO) justifie ce point de vue ainsi:

À l'heure actuelle, le Gouvernement, comme instrument régulateur des organes étatiques, a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'État, qui ne représente plus l'organisme séparant la société en classes. Et, avec la présence en leur sein d'éléments de la CNT, l'État et le Gouvernement cesseront d'autant plus d'opprimer le peuple. Les fonctions de l'État seront limitées, en accord avec les organisations ouvrières, à régulariser la marche de la vie économique et sociale du pays. Et le Gouvernement n'aura d'autre préoccupation que celle de bien conduire la guerre et coordonner l'œuvre révolutionnaire suivant un plan d'ensemble. Nos camarades porteront au Gouvernement la volonté collective au majoritaire des masses ouvrières, réunies au préalable en grandes assemblées générales. Ils ne défendront aucune cause personnelle, mais seulement les décisions prises librement par des centaines de milliers d'ouvriers organisés dans la CNT. Une fatalité historique pèse sur toutes les choses, et cette fatalité, la CNT l'accepte pour servir le pays, en gagnant rapidement la guerre et en empêchant toute déviation de la Révolution populaire.¹²⁵

Par la suite, ce même journal ajoute que « le gouvernement a cessé d'être une force d'oppression des travailleurs, l'État n'est plus un organisme qui divise la société en classes... »¹²⁶.

Ensuite, le CNT explique la collaboration, dans un rapport à la AIT, en mettant l'emphase sur la prédominance de la confédération dans les organismes gouvernementaux :

Le mouvement libertaire s'intégra au gouvernement de la Généralité. Cet acte signifia vis-à-vis de l'extérieur le transfert du pouvoir politique de la révolution à un gouvernement constitué légalement et reconnu par les puissances étrangères... il va sans dire que cet acte signifiait le début d'un grand recul de notre révolution. Cependant la résistance que l'anarchisme espagnol opposa à la réaction fut énorme et unique dans l'histoire des révolutions, car, quand bien même il s'était décidé à faire partie d'un gouvernement légal, il conserva entre ses mains, en fait sinon

¹²⁴ Nestor Romero, *Los incontrolados, Chronique de la « Columna de hierro » (Espagne 1936-1937)*, Paris, Éditions Acratie, 1997, p.72.

¹²⁵ Cité par Vernon Richards, *op.cit.*, p.81.

¹²⁶ Waintrop, *op.cit.*, p. 374.

de droit, le pouvoir politique révolutionnaire en contrôlant et en dirigeant en Catalogne la guerre, la politique et l'économie.¹²⁷

De son côté, Diego Abad de Santillán justifie la dissolution du CCMAC et la participation au gouvernement par le besoin de gagner la guerre. En effet, selon ce militant, la situation a été imposée par les circonstances d'une guerre moderne où une industrie d'armement permanente s'avère indispensable. Pour ce faire, il ne faut pas que les sources d'armement soient coupées par les puissances, ni l'approvisionnement de matières premières, ni le financement global. Il importe donc que les anarchistes leur fournissent une preuve de bonne foi. Voilà pourquoi, selon cet auteur, il faut non seulement maintenir le gouvernement républicain, mais collaborer avec lui et se plier à son mot d'ordre de « gagner la guerre avant tout ». Abad de Santillán ajoute une dernière justification qui peut se synthétiser comme suit : la guerre civile et l'occupation militaire d'une partie importante du territoire du pays a même « effacé » le terrain pour faire la révolution sociale; donc, il est impossible d'agir d'une autre façon sans risquer d'imposer une sorte de dictature anarchiste, ce qui est contraire aux principes libertaires.¹²⁸

Même Durruti se laisse convaincre par les partisans de la politique de collaboration en rompant la cohésion du groupe « Nosotros ». Il y a seulement Garcia Olivier, appuyé par José Xena un militant peu connu, qui insiste sur le fait d'instaurer le communisme libertaire sous une sorte de dictature du prolétariat destinée à changer la mentalité des travailleurs pour les préparer à créer la société à venir. Pour lui, il faut imposer à la société entière une véritable discipline révolutionnaire, briser les résistances de l'ennemi de classe, anéantir la droite et, dans cet objectif, bâtir un

¹²⁷ Cesar M. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir 1868-1969*. Paris, Éditions du Seuil, 1969, p.126.

¹²⁸ Diego Abad de Santillán, *Por que perdimos la guerra*, 1975, Puebla, Éditions Cajica, p.129-130. L'idée d'exclure la dictature anarchiste, Abad l'explique dans le contexte du triomphe des ouvriers barcelonais sur les militaires le 20 juillet 1936 ainsi: « Nous pouvions imposer notre volonté absolue, déclarer caduque la *Generalidad* [gouvernement catalan] et instituer à sa place le vrai pouvoir du peuple; mais nous ne croyions pas en la dictature lorsqu'elle s'exerçait contre nous et nous ne la désirons pas quand nous la pouvons l'exercer au détriment des autres. » *Ibid.*, p. 61.

échafaudage de comités et de syndicats pour organiser la production et la distribution. En un mot, décréter un pouvoir insurrectionnel non étatique avant que la CNT ne soit dépouillée de sa victoire.

Il affirma bien fort que la révolution était un processus dynamique d'entraînement des masses et non un nouvel état d'équilibre. En s'imposant en Catalogne, la Confédération donnerait l'exemple et elle réussirait ainsi à s'imposer dans d'autres régions. D'autant, disait-il, que la république bourgeoise était destinée à s'effondrer. Ne pas avoir l'audace d'établir le communisme libertaire, c'était s'engager sur la pente du renoncement et de la capitulation finale.¹²⁹

Cependant, la position est rejetée par le mouvement libertaire et Garcia Oliver est obligé, par discipline, de participer en tant que ministre de la Justice au gouvernement central de Largo Caballero. Ce militant, proposé pour la fermeté de ses principes comme un des ministres anarchistes, devient un fervent défenseur de la collaboration. Il l'explique ainsi :

Je pense qu'un anarchiste peut continuer à être anarchiste même s'il fait partie d'un gouvernement, puisque cela dépend de ce qu'il réussit à faire dans son poste [...] La CNT, expression majoritaire des masses espagnoles, se transformait en un instrument gouvernemental en renonçant délibérément et provisoirement à ses idées fondamentales afin de ne pas trahir la responsabilité historique que le concernait et parce qu'il était impossible de recourir à la dictature.¹³⁰

Nous pouvons constater que ces justifications déforment la réalité à un tel point que le « caractère non oppressif » de l'État est confirmé en raison de la seule présence des militants anarchistes au gouvernement.

L'argument qu'après la guerre la révolution sera déjà faite, telle que l'affirme Montseny, remémore l'idée d'une transformation économique indépendante de la lutte pour le pouvoir politique. Cela s'avère plutôt inexact : le résultat de la révolution, dans le sens d'une transmission de pouvoir d'une classe à une autre, est étroitement lié au facteur de la guerre. La transformation économique montre l'énorme potentiel révolutionnaire des masses, mais sa réussite dépend du résultat de

¹²⁹ Waintrop, *op.cit.*, p.318.

¹³⁰ Garcia Oliver, Juan, *El eco de los pasos*, Barcelona, Éditions Ibérica de Ediciones y publicaciones, 1978, p.299 et 475.

la lutte pour le pouvoir. Derrière ces justifications se trouve une incompréhension de la dynamique de la révolution et du pouvoir : les masses ont commencé un processus qui allait fracasser s'il n'atteint pas son objectif final. Au lieu d'amener ce processus jusqu'au bout, les leaders anarchistes se positionnent en tant qu'intermédiaires entre la révolution et l'État.

En plus, le terrain pour faire la révolution ne s'efface pas avec le soulèvement militaire et l'occupation territoriale telle que l'affirme Abad de Santillán. Au contraire, la possibilité d'une révolution sociale s'ouvre à peine avec la riposte des masses. Ce militant semble mépriser l'activité créatrice des masses populaires. Pendant des années, le mouvement libertaire a tenté des insurrections avec l'intention de réveiller le peuple, mais il n'a pas eu le succès escompté. Et lorsque le moment de l'insurrection populaire massive arrive, Abad de Santillán affirme que le terrain pour la révolution sociale n'existe plus.

Les justifications de SO utilisent cet argument puéril selon lequel un gouvernement change de caractère avec la seule participation de représentants libertaires. Pire encore, ce journal fait disparaître du jour au lendemain l'existence des classes sociales. Or, le journal anarchiste accepte l'État républicain, car, selon cette analyse, la présence d'éléments cénétistes est arrêtée la division de la société en classes.¹³¹ De cette façon la CNT modifie sa vision radicale et insurrectionnelle face à l'État pour adopter une permettant à des anarchistes de devenir ministres.

Abad de Santillán utilise l'argument maintes fois répété au besoin d'avoir une industrie de guerre et, pour ce faire, de ne pas rompre les ponts avec le financement extérieur et l'importation de matières premières. Cependant, il faut rappeler que c'est le gouvernement central qui coupe le financement et les matériaux pour l'industrie de

¹³¹ La vision générale des anarchistes sur l'État, à l'exception des exemples mentionnés antérieurement, affirme que l'État est la source de toute sorte d'oppression et non le résultat de la séparation sociale en classes comme l'explique le marxisme. La position de SO rompt drastiquement avec ce point de vue dans l'intérêt de couvrir la participation au gouvernement.

guerre, surtout celle catalane. Les travailleurs ont adapté certaines usines pour les faire produire de l'armement, du blindage et des cartouches, mais leurs efforts sont freinés par le manque d'approvisionnement en matières premières dû au boycottage que subit le gouvernement central républicain. Pour éviter cette situation, il aurait été préférable de ne pas se subordonner au gouvernement républicain et de prendre plutôt le contrôle des banques et de la réserve d'or pour acheter l'armement et les matières premières nécessaires.

Autrement dit, il fallait aussi prendre le contrôle, au nom des comités révolutionnaires, des opérations militaires et de toutes ses implications pour enlever la capacité de décision et de commandement aux républicains qui ont démontré leur perfidie durant les premiers jours de la rébellion militaire.

Ainsi, la politique de collaboration avec le pouvoir républicain a eu comme effet de tourner le dos au pouvoir révolutionnaire des comités, de provoquer la démoralisation des masses et de se plier à la stratégie républicaine qui ne pouvait conduire qu'à la défaite.

4.2.3 Les autres explications de la politique de collaboration

D'autres analystes de la révolution espagnole ont tenté de donner leurs explications et leurs critiques sur la collaboration anarchiste avec le gouvernement républicain.

L'auteur Vernon Richards critique la position adoptée par les anarchistes espagnols de s'unir avec les partis antifascistes pour gagner la guerre. Il signale que la dictature anarchiste aurait été une erreur, car, à son avis, en imposant le communisme libertaire, ils cessent d'être anarchistes et la révolution aurait été étouffée dès sa naissance. Il considère que le rôle des anarchistes est d'appuyer, d'inciter et d'encourager le développement de la révolution sociale, ainsi que d'empêcher toute

tentative de l'État bourgeois capitaliste de se réorganiser à la place de collaborer avec le gouvernement.

En outre, Richard explique la politique collaborationniste par la différenciation accrue entre les bases et la direction du mouvement. Par exemple, la reddition des comptes a disparu et les dirigeants justifient leurs actes par l'importance d'agir rapidement face aux événements en s'arrogeant la représentation de la CNT-FAI.¹³²

De son côté, François Godicheau donne une explication semblable à celle de Richards. Il affirme que, face au dilemme du pouvoir, la CNT décide de ne pas imposer son propre pouvoir pour des raisons pratiques : la confédération ne compte pas sur une structure de commandement centralisée et les décisions ne s'appliquent que si les membres les acceptent volontairement. L'exercice du pouvoir aurait impliqué une infinité de postes de décision, une chaîne de commandement et une certaine centralisation, face auxquelles la CNT semble inadaptée. Godicheau affirme aussi que la décision de dissoudre le CCMAC et de participer au gouvernement s'est prise au moment où la CNT cesse d'être horizontale, soit au moment où les dirigeants prennent des décisions de façon exécutive. La dissolution du CCMAC reste secrète jusqu'à la fin de septembre 1936 et sa participation au gouvernement n'est connue qu'une fois le fait accompli pour éviter ainsi toute forme de contestation. Ainsi, les comités se transforment en une sorte de commissions techniques adjointes aux ministères gouvernementaux.¹³³

¹³² Richards, *op.cit.*, p.55-65. Nestor Romero a une vision similaire à celle de Richard, mais il parle d'une bureaucratisation du mouvement libertaire. Romero, *op.cit.*, p. 52.

¹³³ Godicheau, *op.cit.* p.126-135. L'auteur raconte que Federica Montseny et Abad de Santillán parviennent à convaincre Garcia Oliver de dissoudre le CCMAC en raison de « son fort caractère gouvernemental ». En plus, les leaders doivent cacher les décisions prises dans le dos des bases syndicales, car ils craignaient leur réaction : tel était le changement opéré dans les rangs libertaires pendant ce moment crucial.

De son côté, Édouard Waintrop qualifie le refus de la prise de pouvoir par les anarchistes d'un « acte héroïque de morale libertaire ». Et il ajoute que, si la CNT avait imposé le communisme libertaire, elle se serait moralement liquidée. En même temps, Waintrop souligne que la confédération craignait de faire une révolution isolée en Catalogne ou d'attirer l'hostilité immédiate du reste de l'Europe et de se faire écraser. Finalement, pour cet auteur, les anarchistes reculent aussi face à l'alternative de devoir créer un État fort pour faire face à la situation.¹³⁴

La critique de Richards et le point de vue de Waintrop sur la justesse de n'avoir pas instauré la « dictature anarchiste », semble confirmer et justifier l'analyse des anarchistes espagnoles. À notre avis, cet argument néglige une leçon fondamentale sur l'État, à savoir : qu'il s'agit, en dernière analyse, de la violence de classe organisée. Le résultat de ne pas vouloir imposer la « dictature anarchiste » a donc été, non de rejeter le monopole de la violence organisée de l'État républicain-bourgeois, mais de nier la violence organisée révolutionnaire, qui par moyen de ces comités et milices était en train d'établir son propre ordre et un système différent du système capitaliste. Celle-ci constitue le labyrinthe sans sortie de la vision anarchiste sur l'État et la révolution : ils ont utilisé la violence révolutionnaire, mais ils n'ont pas voulu accepter qu'il s'agissait d'un embryon d'un ordre étatique signifiant la violence organisée du prolétariat.

Évidemment, la guerre civile rend parfois difficile la pratique démocratique telle que la tenue d'assemblées. Une période d'urgence impose une focalisation de tous les efforts sur la guerre, donc un degré important de centralisation et de commandement. Reste que rien ne nous force à accepter la validité de l'argument selon lequel l'autre alternative aurait forcément donné une dictature anarchiste. À notre avis, le pouvoir des comités reflète une démocratie assez élargie et développée de la part des masses

¹³⁴ Waintrop, *op.cit.*, p.317

populaires, car leur pouvoir signifiait de facto une participation aux affaires publiques qui leur était auparavant refusée. Donc, il s'agit de faire passer tout le pouvoir politique aux comités et non à l'organisation anarchiste. Il est certain que les libertaires allaient occuper une place primordiale dans les comités, mais il n'y a rien qui nous indique que cela aurait signifié une imposition des décisions au peuple. Dans ce sens, « la dictature », comprise comme un « État fort » ayant des forces armées, s'avérait nécessaire pour combattre et contrôler les anciennes classes dominantes. Cette perspective aurait été une façon efficace de défendre cette nouvelle démocratie qui surgit de l'auto-organisation populaire.

Waintrop soulève une autre problématique des anarchistes : ils craignent de faire la révolution seulement en Catalogne et ils redoutent les répercussions internationales. Il nous semble que les libertaires ne réalisent pas que Barcelone, et probablement tout l'ensemble de la province de Catalogne, aurait pu fonctionner comme une sorte de capitale révolutionnaire, telle que Paris, Petrograd ou Berlin; et que son exemple se serait répandu dans le reste de la zone républicaine. En plus, cette possibilité était la seule manière de susciter un changement dans la situation internationale : par exemple, de faire réagir la classe ouvrière française (qui fait alors de grandes grèves) ou d'infliger un dur coup au fascisme allemand et italien. Donc, il nous semble que l'abandon d'une perspective révolutionnaire n'a fait que détruire le moral populaire et celui des militants libertaires.

4.3 L'objectif et les principes anarchistes face aux tâches de la révolution

Durant les années précédant la guerre civile, le mouvement libertaire espagnol a défini que son objectif principal est l'établissement du communisme libertaire. Les moyens d'arriver à « la libre organisation de communes libres et de syndicats, les deux autogérés et unies dans une fédération d'organismes autonomes » sont la grève

générale et l'insurrection armée. Le mouvement imagine, tel que les précurseurs de l'anarchisme, que dès le premier moment, ils pourraient détruire l'État, collectiviser les moyens de production, abolir la propriété et faire disparaître l'argent pour rendre possible l'abolition des classes sociales, sans nul besoin d'une étape de transition. D'une certaine manière, en juillet 1936, la rébellion militaire instaure une situation favorable à l'application des idées libertaires : une grève générale éclate pour combattre les casernes, le contrôle ouvrier s'établit dans les industries, l'occupation de terres se fait par les paysans, les comités révolutionnaires organisent la vie économique et le peuple s'organise en milices armées. L'État républicain éclate alors en mille morceaux.

Il importe donc de réexaminer la manière dont les principes énoncés par l'anarchisme ont influencé la prise de position, les choix politiques et les décisions du mouvement à un moment déterminant de la révolution et de la guerre civile.

4.3.1 Le principe d'anti-collaboration

Dans le deuxième chapitre, nous avons vu qu'avant d'adopter le principe d'anti-collaboration comme moyen de rejeter l'appui aux partis et organisations considérées « politiques », Bakounine conseille à ses partisans d'appuyer certains candidats progressistes de gauche. Également, durant la première République les libertaires appuient les républicains fédéralistes et cantonalistes. Évidemment, dès le début du XXe siècle, les conditions du capitalisme changent. L'entrée à l'étape monopoliste ou impérialiste marque le déclin du système qui délaisse son progressisme pour laisser place à ce que les marxistes de l'époque appellent la « réaction sur toute la ligne ». Incontestablement, cela accentue le caractère réactionnaire de la bourgeoisie. Les tactiques politiques du mouvement organisé des travailleurs doivent être révisées. Dorénavant, la classe ouvrière ne peut compter que sur ses propres forces. Son indépendance politique par rapport aux partis bourgeois devient nécessaire.

Cependant, la réinterprétation faite par les anarchistes de cette situation à la lumière du principe anti-collaborationniste glisse vers des positions politiques sectaires et divisionnistes. Le premier effet négatif est que la CNT ne va pas avoir de propositions pour rassembler ou unifier la classe ouvrière indépendamment de son appartenance syndicaliste. Parfois, les libertaires se lancent dans la lutte (ou même dans l'insurrection) sans prendre en considération les travailleurs organisés dans les autres syndicats et sans un travail préalable pour les convaincre de lutter conjointement.

Vers 1936, le mouvement ouvrier organisé syndicalement dépasse les trois millions de militants, constituant une force tout à fait capable de se mettre à la tête de la lutte contre le fascisme et de rassembler les paysans et les classes moyennes radicalisées. Il y en a seulement un million et demi qui appartient à la CNT puisque l'UGT organise l'autre million et demi, en plus des autres petits syndicats de filiation poumiste ou communiste. Le fait que l'organisation la plus combative, la CNT, n'ait pas eu une politique permanente d'unification affaiblit la force du prolétariat espagnol.

Lors du congrès de Saragosse en mai 1936, la Confédération lance un appel à l'UGT pour faire un pacte révolutionnaire. Lors de la discussion, une branche nie la nécessité d'une telle alliance en raison du caractère « politique » de la centrale socialiste. Cela résulte en une formulation qui souhaite concilier le désir d'un front unique prolétaire avec le principe de non-collaboration, donc une résolution remplie de conditions. Ce n'est qu'en mai 1937 que les deux centrales se mettent d'accord sur l'unité, mais il est déjà trop tard pour sauver la situation.

En outre, il est vrai que la politique des socialistes qui dirigent la centrale n'est pas la meilleure. Ils abandonnent consciemment les revendications ouvrières et les grèves pour prioriser la voie de la négociation. Néanmoins, durant la période révolutionnaire, les socialistes se radicalisent. L'alliance ne se concrétise pas, entre autres, à cause de

la méfiance réciproque nourrie lors des affrontements et des grèves. Une des plus terribles conséquences est l'absorption de l'aile radicale du PSOE par les staliniens, ce qui leur permet aussi de dominer l'UGT et de la rendre prisonnière de la politique de Staline.

Les Alliances ouvrières, mises sur pied durant la lutte de 1934, sont un bon exemple d'unité. Pourtant, la CNT n'adhère que suite à la pression de son organisation régionale asturienne. Donc, force est de constater que le principe d'anti-collaboration n'a pas aidé ni à garantir l'indépendance politique par rapport aux républicains ni à unir la classe ouvrière.

4.3.2 Le principe anti-politique

Tel que nous l'avons vu, Salvador Seguí présente la fameuse « proposition politique » qui définit le mouvement anarchiste comme un mouvement politique. Le terme « politique » s'utilise soit dans un sens péjoratif, soit pour décrire les organisations au pouvoir, celles qui participent aux élections, ou soit pour celles qui, aux yeux des libertaires, avaient une idéologie « politique ». Néanmoins, tel que l'éclaircit Seguí, l'activité politique est inhérente aux humains et le mouvement anarchiste est un mouvement ayant des fins politiques, puisqu'il cherche l'organisation et la militance de ses membres. En effet, nous pouvons considérer l'organisation de la classe ouvrière comme un acte politique puisqu'il s'agit d'une action qui reflète le désir d'un objectif commun et d'une action qui reflète un certain degré de conscience, dans ce cas-ci, de conscience de classe. En conséquence, la prétendue autodéfinition de l'anarchisme en tant que courant « non-politique » et « non-idéologique » nous semble éloignée de la réalité : il est un mouvement politique, puisqu'il s'organise pour atteindre un but; et il est aussi idéologique, car la doctrine anarchiste rassemble des concepts et des notions politiques.

Les conséquences de l'adoption de ce principe sont palpables pendant la révolution. La collaboration avec d'autres syndicats est empêchée sous prétexte qu'ils sont dirigés par des « organisations politiques ». Également, les libertaires identifient tous les groupes dits « politiques » comme étant des ennemis, cela met les alliés potentiels dans la même catégorie tel que l'aile gauche du Parti socialiste ou le POUM. Par contre, au moment crucial, lorsqu'il fallait se méfier de l'ennemi de classe et être indépendant, les leaders mettent de côté ledit principe sous prétexte de ne pas rompre la coalition antifasciste. Lorsque la riposte des masses au soulèvement militaire les rend les maîtres indiscutables de la Catalogne et les met à la tête de la révolution, les libertaires refusent de porter le dernier coup à l'État républicain qui est affaibli. Ils rejettent la prise du pouvoir (sous la forme du pouvoir des conseils révolutionnaires) et l'établissement d'un pouvoir transitionnel révolutionnaire, car ils les considèrent comme des « affaires politiques ».

La condamnation faite par Léon Trotski sur la participation des leaders anarchistes dans la révolution, bien que dure, s'avère cruellement vraie dans le cas de l'Espagne : « les anarchistes nient la politique jusqu'au moment où elle les prend au collet : alors ils cèdent la place à la politique de la classe ennemie »¹³⁵.

4.3.3 Le principe anti-électoral

Les élections sont très mal perçues par les libertaires. En Espagne, cela s'explique partiellement par le fait que, durant tout le régime de la restauration (1874-1923), elles sont truquées. Dans l'imaginaire anarchiste, la participation électorale signifie de s'adapter au régime et de créer une bureaucratie de dirigeants aspirant à disputer et à jouer le jeu politique du système. Cette position ne permet pas aux cénétistes de

¹³⁵ Léon Trotski, « La révolution espagnole et les tâches communistes (24 janvier 1931) », In *La révolution espagnole (1930-1940)*, textes recueillis par Pierre Broué. Paris, Les Éditions de Minuit, 1975, p. 77.

considérer le suffrage universel, la nomination de candidats et le respect des résultats électoraux comme des droits démocratiques essentiels à défendre (sauf pendant la période des grèves de 1917 dont nous avons vu leur programme). Pendant sa reconstruction dans les années 1900-1910, le mouvement lutte pour faire reconnaître ces organisations syndicales, de la même façon que les gens luttent contre la fraude électorale ou pour l'autonomie des provinces. S'ils n'avaient pas méprisé ces types de droits, le mouvement ouvrier aurait été en mesure de se préparer plus facilement à la rupture des classes moyennes avec les partis traditionnels et républicains.

À l'intérieur du champ strictement électoral, les contradictions sont plus évidentes. En 1931, le vote de la classe ouvrière, incluant la frange influencée par l'anarchisme, accorde la victoire aux républicains, et ce, même suite à l'appel fait de ne pas aller voter. En 1933, l'abstention des ouvriers et la campagne anarchiste (sous le slogan : « face aux urnes, la Révolution sociale! ») contribuent au triomphe de la droite; et inversement, en 1936, le vote ouvrier rend possible la victoire du Front populaire. Même contre la volonté des dirigeants, la classe ouvrière croit en la pertinence des élections et y participe. Il nous semble important de préciser, tel que Durruti le fait en 1936, que le suffrage n'apporte aucun changement en profondeur et que la révolution s'avère indispensable pour que cela se produise. Cependant, nous croyons que la CNT aurait pu participer aux campagnes dans tout le pays avec des candidats de la classe ouvrière pour dénoncer leurs conditions, faire connaître leurs revendications, les avertir de la tromperie électorale et de la nécessité de s'organiser pour la lutte de classes. Exploiter ce terrain légal de façon révolutionnaire, aurait permis de faire une campagne politique en faveur de l'organisation, de l'unité de masse exploitée et de la lutte contre le régime. Cela aurait permis de secouer les bases de l'UGT pour établir un réel dialogue entre les centrales. De même, un front électoral ouvrier aurait pu être fait à la place d'un FP avec les partis républicains. Cela aurait certainement permis d'avancer vers un terrain d'entente entre les forces politiques de gauche et les syndicats ouvriers et paysans.

Mais le principe anti-électoral n'a pas seulement semé la confusion pendant les élections. Il a empêché le mouvement libertaire d'expliquer aux masses ouvrières la supériorité de la démocratie prolétaire, de cette démocratie directe avec des représentants élus et mandatés par les bases, rotatifs et révocables en tout temps. Lors du Congrès de Saragosse, certains militants, comme Garcia Oliver, ont proposé d'élargir la démocratie ouvrière pour créer les conditions d'unité révolutionnaire autour de la discussion sur l'alliance avec l'UGT. L'argument n'a pas été pris en compte et l'assemblée n'a pas obtenu de résolutions claires pour préparer le mouvement aux tâches révolutionnaires qui l'attendaient.

4.3.4 Le principe de non-autorité et de non-leaders

Dès sa naissance, le mouvement anarchiste déplore tout type d'autorité en tant que « la représentation même de l'iniquité ». C'est plus ou moins la même critique que celle faite à l'État, mais dirigée au niveau de la personne, soit des fonctionnaires, des représentants ou des chefs. Les libertaires croient pouvoir et devoir abolir tout principe d'autorité, de la même façon qu'ils considèrent devoir le faire avec l'appareil étatique. Toutefois, l'expérience de la révolution espagnole et du parcours militant du mouvement cénétiste nous démontre une autre réalité. L'abolition de tout principe d'autorité ne peut se réaliser qu'avec l'élimination de la distinction de classes et de toute inégalité sociale ainsi qu'avec la disparition des patrons, des caciques, des contremaîtres, des propriétaires et des gendarmes. Il est probable qu'à petite échelle, dans un village ou dans une petite commune, les gens peuvent décréter la fin d'une seule autorité et décider de prendre conjointement les décisions. L'autorité individuelle se dilue pour laisser sa place à l'autorité de l'assemblée. Néanmoins, la tâche se complique au niveau national ou de la production industrielle, car le lien étroit entre le phénomène de l'autorité et l'existence de classes y est plus évident.

Dans la pratique, le mouvement a dû nuancer ce principe en établissant des mesures pour empêcher la bureaucratisation, le culte de la personnalité et pour prôner la prise de décisions horizontale et démocratique. Par exemple, malgré la grandeur de la confédération, il n'y avait qu'un seul employé payé, et il n'a pas d'exécutants ni de permanents rémunérés. Normalement, la prise de décisions se fait par assemblée et les délégués aux Congrès ou aux Conférences défendent le mandat donné par leur syndicat. Dans les rencontres, la foule n'applaudit pas les orateurs pour ne pas récréer le culte de la personnalité. Ce sont que de simples détails, mais ils font partie prenante de la mystique militance anarchiste et de ces efforts pour appliquer ses principes.

En dépit de cela, le mouvement cénétiste ne peut pas échapper à la présence de dirigeants dotés d'une autorité notoire à l'intérieur même du mouvement. Ces derniers prennent des décisions de manière exécutive, parfois secrètes, dans les plénums régionaux. Lors de la guerre civile, cette pratique soulève des critiques de la part de militants libertaires de base. Par exemple, l'auteur anarchiste Vernon Richards affirme que des décisions fondamentales telles que la dissolution du CCMAC, la participation au gouvernement et l'acceptation de militariser les milices, ont été prises sans consulter les militants. Richards affirme que, durant cette période, il y a une grande séparation entre les leaders et la base militante, soit l'une des conséquences de la bureaucratisation du mouvement.

Il importe de nuancer ces arguments. D'une part, tel qu'il a été souligné, il est vrai que les leaders ont pris des décisions fondamentales de façon unilatérale. D'autre part, la situation d'extrême urgence impose une prise de décisions de façon centralisée et parfois de façon exécutive, la confiance envers les leaders est donc primordiale. Or, les dirigeants anarchistes ont la confiance des bases, sauf qu'ils ont pris des décisions contraires aux aspirations de ces bases militantes. Il est probable que, s'ils avaient agi conformément aux espoirs populaires, les leaders n'auraient pas été critiqués sur leur façon de prendre les décisions, car les guerres et les révolutions

modernes imposent un haut degré de centralisation. Le problème est aussi, tel que le soulignent Richards, Romero et Godicheau, que les leaders cachent leurs décisions et instaurent des mesures qui empêchent la critique et la réaction des bases cénétistes.

Malheureusement, les principes de non-autorité et de non-leaders n'ont pas garanti que les dirigeants respectent leurs principes.

4.3.5 Le principe d'anti-centralisation

Pour les libertaires, la centralisation signifie le contrôle du pouvoir par une minorité de bureaucrates, l'autoritarisme et la dictature. Toutefois, les militants anarchistes ont constaté qu'une certaine centralisation est exigée lors de la lutte contre le soulèvement militaire. Il est nécessaire d'instaurer une discipline de fer et d'avoir une bonne coordination pour le ravitaillement et les communications, de même que pour maintenir une stratégie militaire commune. Les leaders reconnus doivent contrôler les postes de haute responsabilité, comme dans le CCMAC, pour assurer la coordination à l'intérieur du département de guerre et ainsi qu'au conseil d'économie pour maximiser tous les efforts de guerre en Catalogne et sur le front d'Aragon. En effet, une certaine centralisation s'avère incontournable, principalement sur le terrain militaire. Même certains chefs militaires anarchistes (Durruti, Garcia Oliver, Berneri et Mera) demandent un commandement unique de milices pour faire face aux besoins du front.

Plus tard, lorsque le gouvernement central impose la militarisation des milices, le mouvement anarchiste s'y oppose en critiquant qu'il s'agit d'une « centralisation ». Le problème n'est pas en elle-même la centralisation, mais que celle-ci soit le dernier pas vers la restauration de l'État bourgeois et le début de la purge des incontrôlés qui lui résistent. L'objectif des républicains et staliniens est de réorganiser une armée régulière est de reprendre le contrôle total de la situation pour désarmer les masses

populaires. L'enjeu est d'enlever le péril révolutionnaire encadrant les milices populaires et de les mettre sous le commandement du gouvernement républicain. Cette manœuvre, acceptée par les dirigeants anarchistes pour maintenir l'alliance antifasciste, brise complètement l'enthousiasme révolutionnaire du peuple et, sans ce dernier, la guerre est perdue. Cette manœuvre marque aussi l'abandon des réformes sociales menées par les comités et par l'autogestion économique populaire.

La nouvelle armée populaire, avec son commandement unique, ses galons et le même code disciplinaire que sous la monarchie, n'a pas été conçue pour gagner la guerre ni pour mieux se défendre contre les attaques. Les succès de l'armée populaire se limitent à prolonger la défense de Madrid et à réprimer les collectivisations, parce qu'à l'offensive, elle ne réussit rien d'important et les contre-attaques sont marquées par l'échec.

Un autre scénario aurait pu avoir lieu si les anarchistes et les comités révolutionnaires avaient organisé une armée populaire de milices, avec un commandement unique pour diriger les opérations sur l'ensemble du pays et prioriser l'industrie militaire. L'activité de milices aurait pu s'accompagner d'une guerre de guérillas dans le sud, pour miner et saboter l'avance des factieux vers le centre.¹³⁶ Notre hypothèse est qu'une armée populaire sous la direction révolutionnaire de comités aurait permis à l'enthousiasme populaire de vaincre la supériorité militaire des fascistes, et ce, en réalisant le programme de la révolution sociale. Donc, il nous semble que la

¹³⁶ Plusieurs auteurs, tel que Nestor Romero, suggèrent cette possibilité d'utiliser la guérilla là où il n'y a pas les conditions pour mettre sur pied des milices populaires. Cependant, cet auteur affirme que la guérilla s'oppose complètement à l'existence d'une armée, car la première est la forme populaire de lutte et la deuxième la forme des classes dominantes. (Voir : Romero, *op.cit.* p.59). Il nous semble que Romero se trompe puisque la guérilla est une tactique militaire nécessaire dans des conditions de désavantage, et que la guerre civile exigeait une armée moderne pour faire face aux troupes bien entraînées de l'ennemi. Sans doute, les deux tactiques auraient pu être combinées sous une stratégie cohérente pour obtenir de meilleurs résultats.

confusion créée par le principe de non-centralisation n'a pas aidé à entrevoir la possibilité d'une stratégie d'organisation différente de la guerre.

∞

C'est ainsi que l'objectif de démystifier les principes du mouvement anarchiste à la lumière de la révolution a permis de montrer comment ils ont influencé la prise de décisions cruciales durant la guerre civile. Nous avons constaté que ces principes ont empêché la prise de choix politiques adéquats et qu'ils n'ont pas aidé le mouvement à éclaircir la situation. Évidemment, force est de constater que la lecture des principes libertaires était différente entre les militants de base et les leaders. Pour les premiers, les principes signifiaient l'approfondissement des tâches révolutionnaires aux côtés des masses populaires, en ayant toujours la souplesse tactique pour les conformer à la réalité et non, à l'inverse. Tandis que, pour les dirigeants, ces principes n'ont servi que de monnaie d'échange. En dépit de reconnaître cette différence, nous devons conclure que les principes libertaires s'avèrent contraires à l'expérience révolutionnaire et inadéquats pour construire une alternative de dépassement au système capitaliste.

4.4 La Révolution manquée : la relation entre programme et stratégie

Notre point de départ se fonde sur l'hypothèse que le prolétariat espagnol aurait pu remporter la victoire avec une politique révolutionnaire adéquate, c'est-à-dire avec une lecture correcte de la situation, un programme *ad hoc* et une stratégie générale pour gagner la guerre en faisant la révolution sociale.¹³⁷ Les erreurs politiques des leaders et des directions de la classe ouvrière (anarchistes, socialistes et poumistes) entraînent la défaite alors que les conditions pour triompher sont présentes. Évidemment, la responsabilité politique du courant anarchiste est majeure vu son

¹³⁷ Cette hypothèse est soulignée par plusieurs auteurs tels que Fernando Claudin, Félix Morrow et Léon Trotsky.

importance numérique et son influence au sein de la classe ouvrière. C'est pourquoi, à notre avis, le mouvement libertaire a eu entre ses mains la possibilité de mener la révolution jusqu'au bout et de faire définitivement pencher la balance de la guerre.

Tel que nous l'avons vu, la contre-offensive populaire a non seulement freiné le coup militaire, mais elle a aussi balayé *de facto* l'État républicain. La classe ouvrière a de bonnes raisons de détruire le régime et de considérer comme des traîtres les politiques et les partis qui ont refusé jusqu'à la dernière minute d'armer les masses, car cela a causé de très sérieuses pertes. En Andalousie, par exemple, le prolétariat se fait massacrer et les militaires utilisent la zone pour l'invasion postérieure et pour lancer la deuxième offensive. Les républicains sont discrédités et leur influence politique est réduite. Ils se maintiennent seulement au pouvoir parce que les chefs du mouvement populaire n'osent pas les balayer pour ensuite donner le pouvoir aux comités révolutionnaires.

De plus, la naissance de ces comités révolutionnaires dans les zones résistantes engendre les conditions d'une réelle unité. Cela permet aussi la création d'organismes de front unique du prolétariat que les courants de gauche n'ont pas réussi à créer auparavant. Ces comités reprennent, dans les faits, l'effort de guerre et la réorganisation économique, donc il est nécessaire de raffermir leur autorité en pour ainsi consolider leur pouvoir économique et militaire. Un appel à former une fédération de ces comités révolutionnaires aurait pu être fait pour créer un nouveau gouvernement issu de l'unité des ouvriers et des paysans, capable de reprendre le contrôle des opérations de la guerre. Il n'aurait même pas été nécessaire de supprimer les organisations républicaines en autant qu'elles maintiennent leur engagement de lutter contre les fascistes (il y avait plusieurs milices républicaines engagées sur le front) et qu'elles reconnaissent l'autorité des comités.

De plus, pour changer la corrélation de forces, pour dépasser la supériorité militaire de l'ennemi et pour défendre la révolution, il faut appliquer le programme révolutionnaire : une réforme agraire radical, nationalisation de l'industrie sous le contrôle des ouvriers, établir un programme d'assurance sociale, garantir le monopole du commerce extérieur, organiser une armée populaire sur la base des milices, donner leur autonomie aux provinces et l'indépendance aux colonies¹³⁸. D'une certaine façon, tout ce programme commence à se faire sous la direction des comités. Il est possible que le fait de réaffirmer ce nouveau pouvoir ainsi que le programme si souhaité par le peuple ait provoqué l'enthousiasme des masses et qu'il aurait miné l'avance franquiste.

Ainsi, avec une armée populaire qui émerge de la ferveur des masses, il aurait fallu organiser une stratégie militaire adéquate. Premièrement, il importe de renforcer le front d'Aragon pour freiner l'avance franquiste vers le nord et pour empêcher la chute de la région septentrionale où se trouvent la sidérurgie et les ressources minières indispensables à l'industrie de guerre. Depuis ce front d'Aragon, la défense de la capitale aurait été moins difficile et, en même temps, cela aurait permis de lancer des opérations pour défendre la zone sud-est. De cette façon, la guerre révolutionnaire aurait modifié le scénario.

Au niveau international, une telle situation aurait miné les fascistes en Italie et en Allemagne, et elle aurait pu créer un enthousiasme révolutionnaire renouvelé partout en Europe. Certains auteurs, comme Broué et Témime, soutiennent l'hypothèse que la victoire de la révolution aurait permis d'éviter la Seconde Guerre mondiale.

¹³⁸ La déclaration d'indépendance du Maroc (sous protectorat espagnol) aurait probablement donné un coup important à l'armée de Franco où la légion maure était nombreuse. Mais la bourgeoisie maintient toujours son point de vue colonialiste et même Largo Caballero n'ose pas faire une telle déclaration, prétendument sous pression du gouvernement français de Léon Blum. Les anarchistes avaient un plan pour provoquer un soulèvement de montagnards marocains. Voir Abel Paz, *Buenaventura Durruti 1896-1936, un combattant libertaire dans la révolution espagnole*. Paris, Les Éditions de Paris, 2000, p.323 et 333.

4.4.1 Les causes de la défaite revisitées

Pour l'auteur anarchiste Vernon Richards, les causes de la défaite de la révolution et du mouvement anarchiste se retrouvent dans la politique de collaboration avec le gouvernement. En plus de l'abandon des principes libertaires, Richards souligne que les anarchistes utilisent la violence de la même façon que leurs ennemis, ce qui est un point négatif pour le mouvement et pour la lutte. Les autres éléments signalés par l'auteur sont le manque de militants réellement anarchistes et l'influence réformiste du syndicalisme dans le mouvement libertaire.

Alors que, pour Abad de Santillán, la défaite s'explique par l'action perfide de la politique de non-collaboration de la France et de l'Angleterre, par l'intervention contre-révolutionnaire des staliniens et par la politique du gouvernement central. L'auteur ajoute qu'il était impossible de lutter pour la révolution sociale, car les conditions créées par la guerre civile « ont effacé » le terrain nécessaire pour faire cette révolution.

Or, il nous semble que les éléments amenés par ces auteurs n'expliquent pas complètement les raisons de la défaite. D'un côté, il est vrai qu'une sorte de Sainte-Alliance contre la révolution espagnole a été mise sur pied par les puissances européennes et l'URSS. Les anarchistes craignent d'établir un gouvernement révolutionnaire puisque l'embargo d'armement décrété entraîne un blocage total du financement et du trafic commercial. Néanmoins, avec l'importante réserve d'or de l'Espagne, l'armement aurait pu s'acheter sur le marché noir. Donc, cette contrainte, bien qu'importante, n'est pas insurmontable. Malheureusement, le fait d'avoir maintenu un gouvernement comme façade a mené à la collaboration et a permis la restauration de l'autorité de l'État bourgeois républicain. Cette erreur n'est pas uniquement due à l'abandon des principes libertaires, au manque de cadres

révolutionnaires, au réformisme qui émane de la pratique syndicaliste ni de la temporisation du gouvernement. À notre avis, le fait de ne pas avoir profité du moment adéquat pour reprendre l'essor révolutionnaire des masses et amener la révolution jusqu'au bout nous semble être une erreur de direction et de stratégie politique.

De l'autre côté, il y a l'idée que la seule possibilité de gagner la guerre est de la faire conjointement à la révolution. L'affirmation d'Abad Santillán est erronée, car, même si la moitié du pays est entre les mains des fascistes, la révolution peut se mettre en marche dans la zone républicaine. Or, la révolution a été freinée par les décisions prises par les directions de l'extrême gauche et par le boycottage républicain de l'effort de guerre. Les transformations révolutionnaires nécessitent l'effet de levier du pouvoir public pour s'affirmer, pour prendre la tête de la guerre et pour étendre leur œuvre sur le reste du pays au fur et à mesure que l'ennemi est battu.

Finalement, les anarchistes espagnols ont oublié les plus importantes leçons des révolutions préalables et de l'essai révolutionnaire de 1917-1923. Dans une situation où la guerre et la révolution sont confondues et où les masses se lancent dans une lutte à mort, les principaux éléments sont la décision, la fermeté ainsi que l'action au bon moment. Ils auraient pu réaffirmer le pouvoir des comités et établir une fédération telle que leur concept de communisme libertaire leur dictait de faire.

4.4.2 Les lacunes de la doctrine anarchiste

Dans les chapitres précédents, nous avons vu que la vision d'une étape de transition entre la révolution et l'instauration du « communisme libertaire » a été plus au moins envisagée, mais qu'elle a été rapidement reléguée au second plan. Traditionnellement, l'anarchisme prône plutôt l'instauration immédiate de l'anarchie dès que

l'insurrection se met en marche, un peu sous l'idée d'un « grand soir » où un changement radical opère. Cette vision découle partiellement de la doctrine économique libertaire qui s'exprime, dans le cas espagnol au moins, sous l'idée que l'abolition de l'argent et de la propriété entraîne automatiquement la destruction de l'État et la disparition des classes sociales.¹³⁹

Cependant, l'expérience des révolutions prolétariennes du XXe siècle démontre que même avec un changement radical du régime de propriété et de l'économie, ainsi qu'avec une distribution de la richesse plus équitable, les classes sociales ne peuvent pas disparaître ni du jour au lendemain ni dans un seul pays. La transformation révolutionnaire débute au niveau national, mais elle doit s'étendre au niveau international, pour ensuite se consolider au niveau mondial. C'est seulement dans le cas d'une abolition mondiale du mode de production capitaliste que peut s'organiser une économie qui supprime la production marchande et qui adapte l'effort productif à la satisfaction des besoins essentiels.¹⁴⁰ Tandis que cette situation se développe au niveau international, une révolution « nationale » aura besoin d'un régime de transition émergeant d'un pouvoir insurrectionnel qui commence la socialisation économique. Dans ce régime, même sous la démocratie populaire la plus avancée, les formes de répartition héritées du capitalisme persistent durant un certain temps, tel que les salaires et les différentes formes de crédit, et ce, jusqu'à pouvoir dépasser l'état de nécessité et d'arriver à une certaine abondance sociale qui permette de satisfaire les besoins de base. Ce régime transitoire signifie l'existence d'un nouvel État construit sur les ruines de l'État capitaliste dans le sens d'un pouvoir qui peut se défendre des attaques des vieilles classes dominantes.

¹³⁹ *Ibid.*, p.154. C'est plutôt le dépérissement de l'économie marchande et monétaire au niveau mondial ce qui permettra la disparition de l'inégalité sociale, des classes sociales et de l'État. Voir : Ernest Mandel, *Traité d'économie marxiste*, Tome IV, Éditions René Julliard, France, 1962, p. 177.

¹⁴⁰ Ernest Mandel parle d'une « période de transition de friction ». *Ibid.*, p. 88-89.

Il est possible de supposer que les anarchistes mettent l'accent sur l'appropriation économique parce qu'ils considèrent indispensable que la transformation se fasse directement par les exploités. Cela est juste, sauf qu'il est impossible d'espérer qu'une telle transformation donne des résultats immédiats et qu'elle puisse réussir sans le levier du « pouvoir public ». D'où la nécessité d'une période de réorganisation sociale.

Aussi, il faut rappeler que l'anarchisme partage avec le marxisme la critique économique du capital et la nécessité d'une transformation révolutionnaire. Cependant, il ne partage pas l'hypothèse théorique centrale du marxisme autour duquel est construit tout son corps analytique, soit la possibilité d'instaurer la dictature du prolétariat (soit un État ouvrier, un régime révolutionnaire et un gouvernement ouvrier et paysan) comme une étape de transition nécessaire entre le capitalisme et le communisme. En fait, il est possible de constater, à travers l'expérience de la révolution espagnole, qu'il manque à la doctrine anarchiste une théorie sur les moyens d'instaurer ce qu'elle appelle le « communisme libertaire ».

En effet, cela a été cruellement démontré durant la révolution. Pour l'anarchisme, l'État et l'autorité sont les sources de l'iniquité, et il faut s'opposer à toutes leurs formes et représentations. Pour le marxisme, l'existence de l'État se produit par l'existence d'iniquités et des classes sociales, et seulement l'élimination totale de celles-ci peut entraîner l'extinction de l'État en tant qu'organisation de répression. D'après cette interprétation, l'essence de l'État est l'existence d'un corps armé. Dans la révolution espagnole, les comités révolutionnaires sont l'embryon d'un État soutenu par le peuple en armes. Se fiant à leurs principes et sans une élaboration théorique pour les aider, les anarchistes n'ont pas voulu reconnaître que, pour tenter de résoudre la crise sociale, les masses ont mis sur pied le germe d'un nouvel ordre qui prend une forme étatique dans le sens qu'il est un pouvoir public défendu par les armes. Il nous semble que cette incompréhension a entraîné l'erreur de ne pas utiliser ces organismes pour gagner la révolution.

CONCLUSION

Voici les conclusions principales auxquelles l'analyse précédente nous amène sur la participation des anarchistes :

-Nous avons repassé l'histoire du XIXe siècle espagnol où la révolution libérale et la rupture avec l'ancien régime ont lieu. Nous avons constaté que les conditions présentes durant cette période ont condamné le pays à l'arriération économique, ce qui a eu un impact considérable sur la manière dont les classes sociales s'y sont façonnées. Cela nous a permis de relever les limites et les faiblesses du régime bourgeois et du capitalisme espagnol; ce qui contraste avec la force et la combativité de la classe ouvrière et des paysans.

Nous avons tenté d'expliquer que l'importante implantation de l'anarchisme en terres espagnoles est due, principalement, au fait que les militants libertaires, qui proviennent des masses ouvrières et paysannes, ont su s'approprier les revendications de ces masses pour organiser un mouvement radical. Ce mouvement occupe alors la place de la réelle opposition au régime capitaliste espagnol. Le mouvement anarchiste a contribué de façon importante à forger la conscience de classe et il a organisé les branches les plus combattives du prolétariat espagnol.

Par contre, à certaines occasions, le mouvement anarchiste succombe aux erreurs d'une vision autoréférentielle qui les amène à s'isoler face aux autres organisations ouvrières et même des intellectuels. Ces erreurs l'empêchent d'avoir une politique d'unité de l'ensemble de la classe ouvrière. De même, cette vision le fait tomber dans une sorte de politique d'autosuffisance qui pousse le mouvement à agir en solitaire et à gaspiller une partie de l'énergie révolutionnaire des masses dans des insurrections hâtives, surtout durant les années préalables à la guerre civile. Nous avons constaté que le mouvement anarchiste considérait l'insurrection sous la logique de la

« contagion » soit comme une tâche concernant uniquement le mouvement libertaire en dehors de la corrélation de forces du mouvement de masses et sans considérer son état d'âme, tel qu'en 1933. Il ne la considère pas comme le produit de l'unification organisationnelle et programmatique des masses ouvrières et des paysans pour l'atteinte de leurs objectifs communs et comme produit de la maturité de la situation et de la conscience révolutionnaire de masses (tel que cela est arrivé en 1936, même si cette conscience vient du péril de soulèvement militaire).

Or, il importe de concentrer cette énergie révolutionnaire au sein d'une insurrection ayant les conditions nécessaires pour triompher. Pour ce faire, il fallait considérer l'insurrection comme l'art de guider la révolution vers la victoire au bon moment et dans des conditions adéquates. Après le triomphe du Front populaire en 1936, une préparation appropriée aurait pu anticiper le soulèvement militaire de juillet et éviter les douloureuses pertes au début de la guerre civile (comme Andalousie, le bastion le plus puissant de l'anarchisme).

-Lors de la révision des courants et des tendances politiques de l'anarchisme, nous avons trouvé lucide la façon de présenter les problèmes de la révolution de certaines branches du mouvement. Nous pouvons donc souligner le programme politique de 1917 et des idées présentées avant ou pendant la guerre civile, telles que détruire l'appareil étatiste bourgeois, socialiser les moyens de production, prendre le pouvoir et établir un pouvoir politique, lutter pour l'unité de la classe ouvrière au-delà des différences partisans; ou de former des comités révolutionnaires, d'autogérer la production et de faire la guerre sans renoncer à la révolution. Malheureusement, ces éléments ne suivent pas une logique politique stratégique ni n'ont la force suffisante pour provoquer un tournant dans le mouvement libertaire pour ainsi pouvoir guider les masses vers la révolution sociale. La branche révolutionnaire de l'anarchisme espagnol arbore ce programme, mais elle est incapable de convaincre ses coreligionnaires et finalement elle finit par s'adapter à la situation. De ce fait, ladite

lucidité a succombé sous l'inertie collaborationniste prônée par la majorité des leaders anarchistes espagnols au moment crucial de la révolution.

-Sans aucun doute, les conceptions révolutionnaires, leurs principes et leurs programmes politiques doivent se nourrir de l'expérience historique concrète. Dans les moments cruciaux de l'histoire, ce sont les théories et les principes qui doivent s'adapter à la réalité et non l'inverse. Nous croyons que la riche expérience du long processus révolutionnaire espagnol aurait dû nourrir les idées anarchistes pour les faire évoluer. La praxis libertaire unie à un mouvement révolutionnaire de masses devait leur permettre d'actualiser leur idéologie, de mettre en pratique leurs conceptions et de dépasser les questions obsolètes de la doctrine.

Par exemple, l'idée diffuse du communisme libertaire, conçu comme une « fédération de communes libres », aurait pu prendre la forme d'une fédération de comités révolutionnaires. Et pour consolider ces organismes, il fallait arracher le pouvoir politique aux républicains et reprendre le contrôle de la guerre et des opérations militaires en même temps qu'il fallait approfondir le programme de la révolution sociale et la transformation économique. En outre, le mouvement avait l'opportunité de laisser en arrière les vieux principes qui l'empêchaient de consolider le pouvoir révolutionnaire des masses populaires.

Certains auteurs tels que Vernon, ou même les délégués anarchistes réunis au congrès de la AIT de 1939, reprochent aux militants espagnols l'abandon des principes libertaires et ils justifient ainsi la défaite. La dynamique de la prise de décisions des anarchistes est complexe, car au départ, et ce jusqu'aux premières années de la révolution, ils guident leur action dans les faits par une obéissance ferme de leurs principes. Ensuite, lorsque l'expérience révolutionnaire et la guerre civile les obligent à adapter leurs principes, les leaders anarchistes sont incapables de le faire. Ils ne réussissent pas à développer leurs idées pour le dépassement de la société

bourgeoise et pour l'organisation d'une nouvelle société. Finalement, ils finissent par trahir leurs principes en participant au gouvernement du Front populaire. Ils expliquent cette collaboration avec les républicains par l'impossibilité de mettre en place les mesures révolutionnaires à l'intérieur du scénario de la guerre civile, par l'exceptionnalité et par les changements de la situation soit à cause de l'insurrection militaire, de la perte de la moitié du territoire dès les premiers moments, ou de la nécessité de maintenir l'alliance antifasciste à tout prix. Donc, il nous semble que la défaite n'est pas due à l'abandon de leurs postulats, mais à leur incapacité de s'adapter aux besoins de la révolution, de céder à la pression dans une situation politique dominée par le Front populaire, et de ne pas se maintenir fermement du côté des masses révolutionnaires. La position et les propositions de la branche révolutionnaire de l'anarchisme nous laissent entrevoir qu'il fallait un changement de vision pour préparer le mouvement à la réalité et même si cela signifiait une révision des prémisses anarchistes sur l'État.

C'est dans cette optique que nous ne pouvons pas conclure, tel que le fait David-Bellemare, qu' « une praxis politique qui rejette fondamentalement l'État ne pourrait être absorbée de la sorte, contrairement aux doctrines dominantes de la social-démocratie, du socialisme ou du communisme »¹⁴¹. Car l'exemple de la révolution espagnole nous démontre le contraire. En effet, le fait de rejeter fondamentalement l'État ne peut pas être une garantie contre l'absorption par celle-ci. Dans le cas espagnol, au moins à ce qui concerne les leaders, la capitulation est provoquée par cette décontenance et cette confusion face au phénomène de la dualité de pouvoirs présente dans l'apogée de la mobilisation populaire. Contrairement à la base qui tente de résoudre la crise à sa manière (de façon révolutionnaire), les leaders libertaires

¹⁴¹David-Bellemare, Étienne, « Analyse matérialiste et organisationnelle du développement de l'anarchisme en Andalousie 1868-1910 ». Mémoire de maîtrise, Montréal, UQÀM, 2012, p.104. En ligne. <http://www.archipel.uqam.ca/5107/1/M12659.pdf>. Page consultée en avril 2015. Évidemment, l'analyse de David-Bellemare ne se focalise pas sur la période historique révolutionnaire.

hésitent, pour finalement aider au désarmement des masses et, par ce fait, à écraser la révolution.

Il est certain que sans leur collaboration, les autorités républicaines n'auraient pas été en mesure de restaurer leur État réduit en pièces par les comités révolutionnaires. Donc, force est de constater que le principe de *rejet de l'État* n'a pas fonctionné comme un « vaccin » contre la collaboration et la capitulation, et que ce principe n'a pas protégé les anarchistes contre « l'absorption » de l'État bourgeois. Au contraire, cette vision traditionnelle de l'anarchisme ne leur permet pas de voir que les masses ont fait ce qu'il fallait faire : détruire (quasi-totalement) l'État bourgeois pour le remplacer par un nouveau pouvoir personnifié par les comités révolutionnaires et les milices ouvrières. Les républicains cherchent jusqu'à la fin du conflit la possibilité de négocier avec les militaires et ils font le boycottage des fronts militaires soulevés par la classe ouvrière, soit ils trahissaient la lutte antifasciste. Il fallait rompre politiquement avec le républicanisme bourgeois et prôner une politique d'indépendance de classe pour aider les masses à consolider leur pouvoir. Mais à la place de cela, les leaders adoptent la « position réaliste » de collaboration avec le pouvoir républicain.

Évidemment, les anarchistes craignaient, dans le cas d'une éventuelle victoire, la dégénération de la révolution telle que cela arrive en URSS sous Staline. Nous croyons que cela était une préoccupation réelle et valide, mais cela ne devait se traduire dans l'appui de l'État républicain.

Pour éviter une telle dégénération bureaucratique, les révolutionnaires espagnols devaient assurer la démocratie populaire reflétée dans les conseils et pousser pour continuer l'essor de cette auto-organisation qui aurait servi d'exemple pour les masses européennes. Les anarchistes avaient une opportunité historique d'appliquer leurs propres principes dans la construction d'une société différente de la capitaliste,

mais ils n'ont pas osé le faire et, tel qu'il a été vu, ils préfèrent reculer sous prétexte de ne pas vouloir imposer une « dictature anarchiste ».

De plus, pour les libertaires toute forme étatique était à l'origine de l'oppression et de l'exploitation, donc ils écartaient la possibilité d'instaurer un État, et ce, même s'il émerge de la révolution ouvrière. Une telle vision niait la principale leçon de la lutte de classes sur l'État, à savoir qu'en dernière instance il s'agit d'une structure défendue par les armes et par la répression. Dans l'Espagne révolutionnaire, le pouvoir des Conseils était défendu par les ouvriers en armes et leur justice populaire, donc il s'agissait d'une forme étatique embryonnaire qui avait besoin de cette violence organisée pour faire son propre chemin. La confusion de la pensée anarchiste sur l'État n'a pas permis aux militants libertaires de se rendre compte que la négation de toute forme étatique signifiait nier le pouvoir et la violence révolutionnaire des masses, et donc d'abandonner toute perspective révolutionnaire pour succomber au défaitisme. Ce n'est pas sous cette logique que certains auteurs, tels que Romero et Vernon, affirment qu'il fallait se battre avec un strict attachement aux principes libertaires même si cela signifie de ne pas changer de cap et de se diriger vers la défaite? N'est-ce pas cette vision défaitiste qui permet aux anarchistes d'hier et d'aujourd'hui d'affirmer que la révolution espagnole aurait été de toute façon perdue? Cela signifie qu'il faut garder à tout prix certains principes mêmes s'ils s'avèrent contraires à la révolution?

Aussi, cette vision néglige le fait que toute révolution décide au fond la transmission de pouvoir d'une classe à une autre. L'incompréhension de cette loi historique fait tomber le mouvement anarchiste dans le labyrinthe de la confrontation entre deux formes de dictature bourgeoise, soit la démocratie républicaine et le fascisme. Par conséquent, le mouvement anarchiste ne réussit pas à véhiculer une alternative indépendante aux variantes bourgeoises pour remporter la guerre civile en faisant une transformation révolutionnaire. Cela aurait signifié de maintenir le front unique

militaire antifasciste, mais sans subordination politique face aux républicains et de prôner l'hégémonie prolétaire.

Nous ne pouvons que reconnaître que la situation internationale entourant le conflit (l'intervention des fascismes italiens et allemands, l'intervention de Staline pour écraser la révolution, la « non-intervention » des Français et des Anglais qui se répercute par un embargo sur les armements, etc.) rendait la tâche très difficile. Dans cette situation d'isolement, les masses révolutionnaires espagnoles ne comptaient que sur leurs propres forces. Il importait donc d'impulser et de continuer les transformations révolutionnaires et de guider toute cette énergie créatrice pour approfondir la révolution sociale ainsi que de donner l'élan nécessaire pour emporter la guerre civile; et ce, en attendant qu'une vague de sympathie des masses du continent aide à briser le blocus contre la révolution.

-Donc, nous avons constaté le vide de la doctrine anarchiste en ce qui concerne la période de transition entre le capitalisme et le communisme, et les conséquences dramatiques que cela amène dans le cas de la révolution espagnole. L'interprétation des militants anarchistes de l'État et de l'économie politique s'oppose à la réalité des révolutions modernes où le double pouvoir représente l'embryon d'un nouvel ordre qui doit prendre inévitablement une forme étatique. Le fait de nier la nécessité d'une forme étatique transitoire a provoqué la volte-face du mouvement par rapport au pouvoir des comités révolutionnaires. Au lieu de les encourager, de les fédérer et de leur proposer un programme et une vision commune, les leaders anarchistes ont fonctionné comme des obstacles pour le pouvoir révolutionnaire qui a surgi du peuple.

-En outre, il y a ici un important enseignement sur la prise du pouvoir. Premièrement, d'une façon négative, le fait de refuser de prendre le pouvoir signifie de le laisser à la classe qui le détient déjà, soit à la bourgeoisie. Donc, nous pouvons constater que l'hypothèse anarchiste selon laquelle une transformation économique où les masses

prennent le contrôle de la production peut triompher sans pourtant faire tomber le pouvoir établi ne s'est pas réalisée. En fait, le consentement des libertaires d'éliminer les conseils révolutionnaires a permis la restauration du pouvoir bourgeois-républicain qui a ainsi pu écraser cette transformation.¹⁴² Deuxièmement, la dualité de pouvoirs ne peut se résoudre qu'avec la victoire de l'un des deux côtés. Le triomphe des organisations révolutionnaires signifie qu'elles se saisissent des tâches gouvernementales, rendant impossible l'utilisation de la force par les anciens détenteurs du pouvoir, et qu'elles s'imposent, par la force du peuple armé, comme étant le seul pouvoir légitimement constitué. Concrètement, en Espagne, une fédération des comités aurait pu constituer le nouveau gouvernement et l'embryon des futures institutions du nouvel État prolétarien. En solidifiant le gouvernement insurrectionnel et en appliquant le programme et les demandes du peuple, la guerre aurait pu prendre une autre allure pour faire possible la victoire militaire.

-Ainsi, nous pouvons conclure qu'une analyse de la révolution espagnole et du rôle des anarchistes dans celle-ci nous laisse d'importantes leçons stratégiques pour la compréhension de l'histoire politique du XXe siècle ainsi que pour la compréhension des révolutions et guerres civiles modernes.

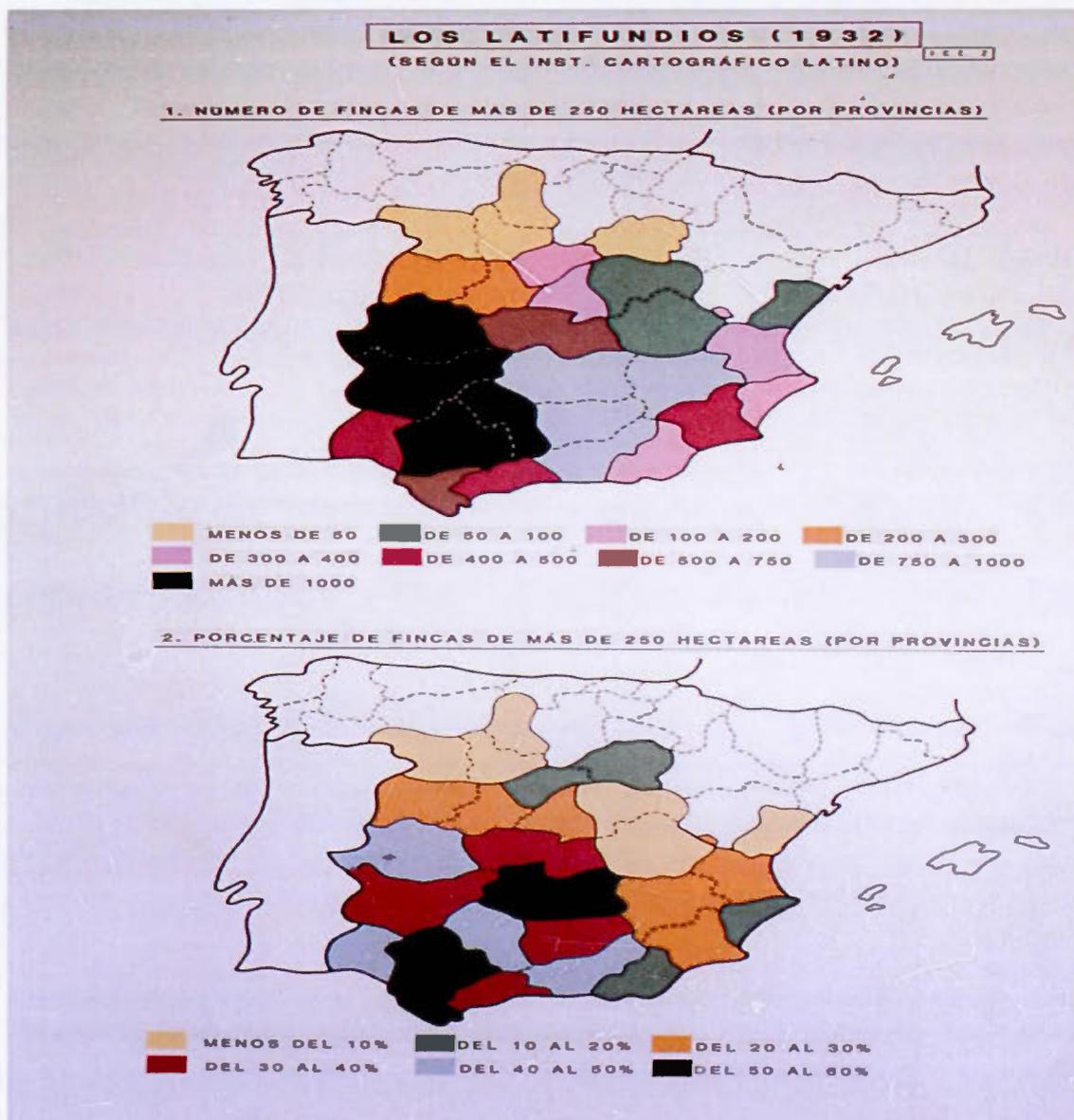
Actuellement, nous ne pouvons pas écarter la possibilité qu'un scénario similaire à celui de l'Espagne en 1936 se représente, avec des différences évidentes bien attendues entre les phénomènes politiques de l'époque et les actuels. Aujourd'hui, les courants soi-disant révolutionnaires sont dans une profonde crise, mais la terrible situation du capitalisme actuel qui condamne à l'énorme majorité de la population au

¹⁴² Nous avons vu comment Abad de Santillán se vantait de ne pas avoir besoin « du pouvoir » pour la transformation économique révolutionnaire. Mais cette œuvre transformatrice a été écrasée par les commandants staliniens de l'armée républicaine. Nous pourrions répliquer tel que Marx à Bakounine lorsque ce dernier décrète l'abolition de l'État en Lyon : « Mais l'État, sous la forme et l'espèce de deux compagnies de gardes nationaux bourgeois, entra par une porte qu'on avait oublié de garder, balaya la salle, et fit reprendre à la hâte le chemin de Genève à Bakounine ». Jacques Duclos, *Bakounine et Marx, ombre et lumière*, Éditions Plon, Hérissé à Évreux, 1974, p.135.

mystère, à crises permanentes, aux nouvelles guerres et à la destruction de l'environnement, peut faire actualiser les théories sur la nécessité d'un changement révolutionnaire. Les courants devront passer à l'examen leurs stratégies et leurs programmes à la lumière de l'expérience historique et des besoins actuels de mouvements sociaux. Ce mémoire a eu l'humble objectif de contribuer à ce débat ainsi que d'ouvrir le terrain pour un dialogue constructif et critique entre anarchisme et marxisme.

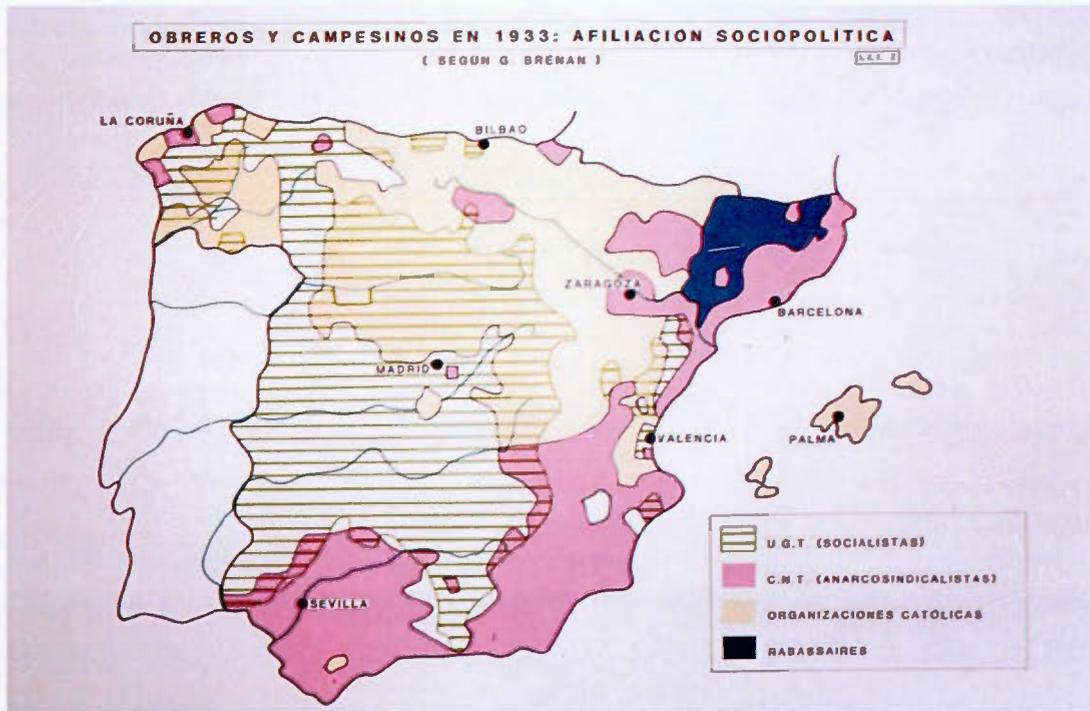
ANNEXE A

Les latifundiums en 1932 (pourcentage des propriétés de plus de 250 hectares)¹⁴³



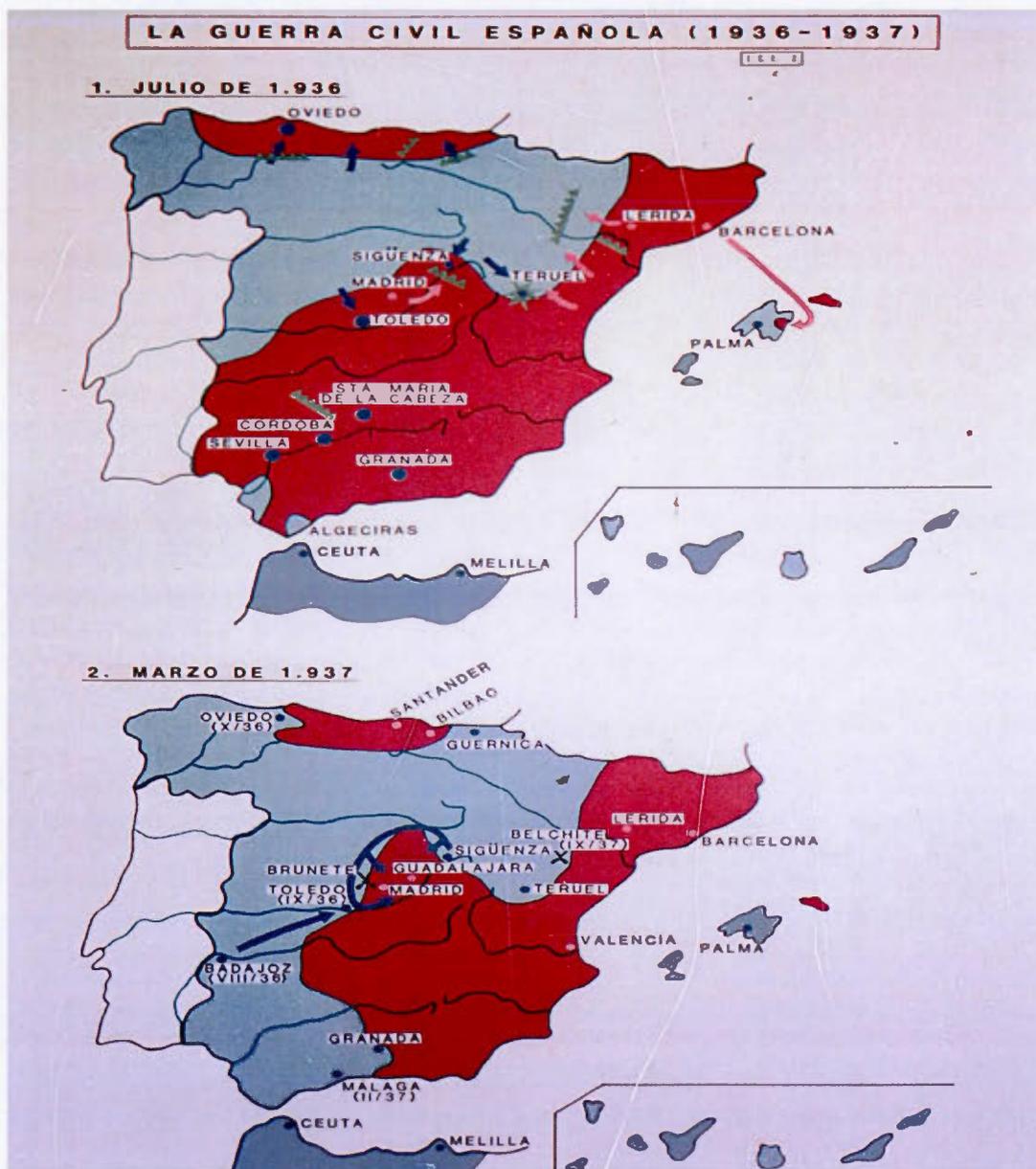
¹⁴³ En ligne, <http://clio.rediris.es/n32/atlas/atlasubieta.htm>, consulté en avril 2015.

ANNEXE B
Affiliation politique des ouvriers et des paysans en 1933¹⁴⁴

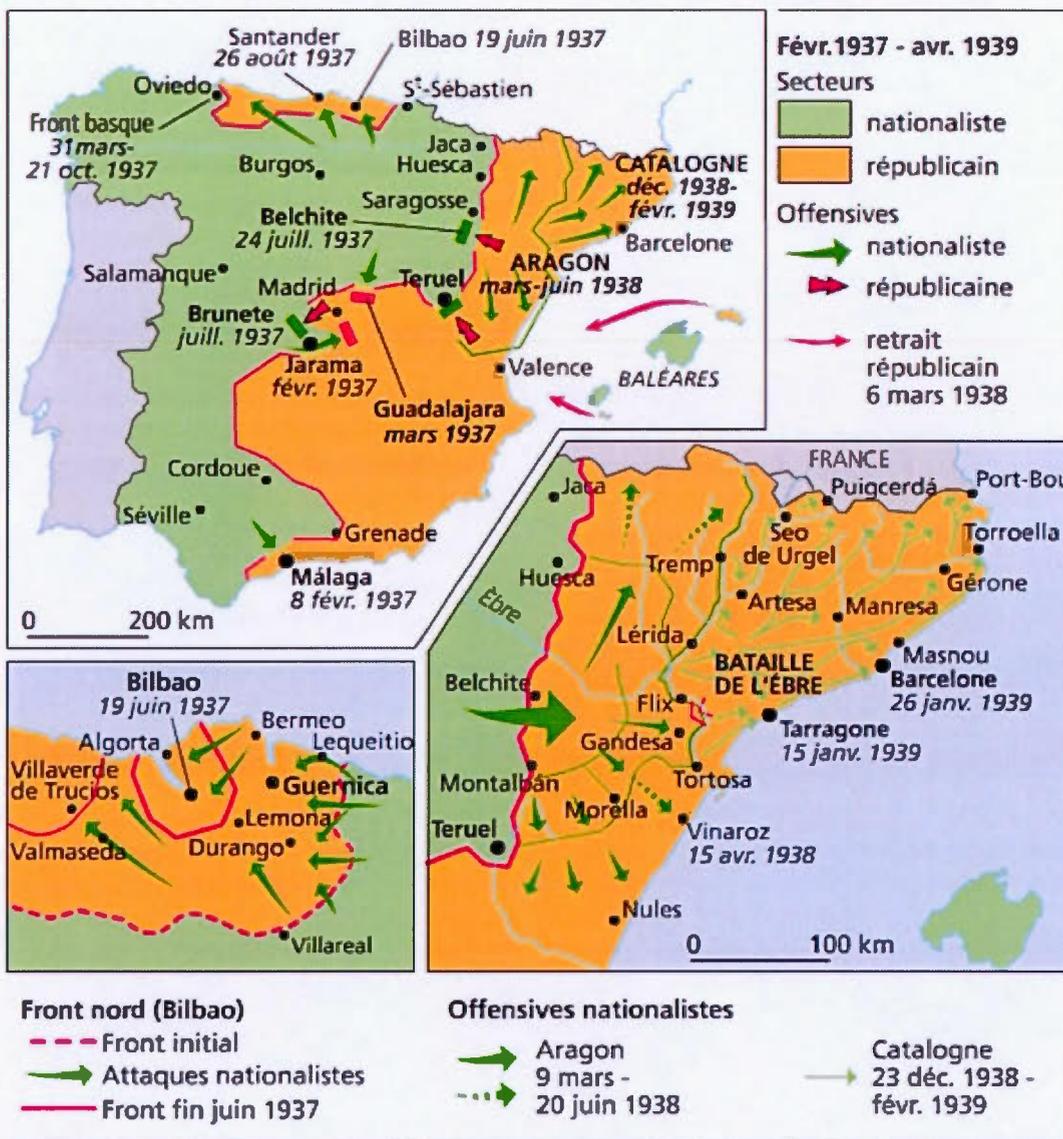


¹⁴⁴ Ibid.

ANNEXE C
La guerre civile 1936-1937¹⁴⁵



¹⁴⁵ Ibid., et En ligne http://www.larousse.fr/encyclopedie/images/La_guerre_civile_dEspagne_1937-1939/1011260



APPENDICE A

Vers un bilan militaire de la guerre

Dans un autre ordre d'idée, il faut comparer brièvement l'importance de l'aide militaire venue de l'extérieur aux forces belligérantes durant la guerre civile. D'un côté, les nazis permettent le transport aérien des troupes fraîches depuis le Maroc, ce qui donne un élan important à l'invasion franquiste. De plus, les Allemands donnent 26 avions ainsi que des masques à gaz, des bombes, des obus ainsi que des munitions de mitrailleuses. L'Italie envoie 27 chasseurs, 5 chars d'assaut, 40 mitrailleuses et 12 canons antiaériens. En septembre, elle envoie aussi 32 000 grenades, 32 mitrailleuses, des bombes, de la poudre, 10 chars d'assaut, 4 stations radio mobile et 38 canons. Cette aide, face à l'inactivité franco-anglaise, donne un précieux élan aux forces franquistes dans les premiers mois du conflit.

En plus, tout au long du conflit, l'Italie octroie près de 700 avions et sa flotte donne une assistance militaire importante dans la mer Méditerranée. Il y a aussi entre 50 000 et 75 000 hommes qui s'engagent directement dans le combat. Les aviations nazie et mussolinienne, comme le témoigne l'écrasement de Guernica en avril 1937, utilisent les bombardements comme tactique de guerre. Il y a entre 10 000 et 17 000 soldats allemands participant à la légion Condor. Au total, avec les volontaires de diverses origines, il y a plus de 100 000 soldats entraînés, bien équipés, décidés et disciplinés qui aident le mouvement franquiste¹⁴⁶.

De l'autre côté, l'assistance militaire de l'URSS n'a jamais dépassé, selon les experts, celle de l'Axe. L'URSS a fourni : 648 avions, 347 tanks, 60 autos blindées, 1186

¹⁴⁶ Il ne faut pas oublier l'aide des États-Unis et des entreprises américains : le gouvernement envoie 3 500 000 tonnes de pétrole à crédit. La Texas Oil Company détourne cinq de ses pétroliers vers le port de Tenerife aux mains des nationalistes. Les entreprises Ford, Studebaker et General Motors fournissent 12 000 camions, soit trois fois plus que ce qu'octroient les puissances de l'Axe. Waintrop, *op.cit.*, p. 347.

canons lourds et 26 686 mitrailleuses. Dante A. Puzzo calcule que si ce stock avait été livré durant les six premières semaines de la guerre, cela aurait permis d'écraser le soulèvement. Or, la première livraison soviétique arrive seulement le 4 octobre et plus de la moitié de l'équipement n'arrive qu'au printemps 1937, soit une fois que le conflit penche déjà en faveur du côté nationaliste. Le nombre de soldats soviétiques ne dépasse pas 2 000 hommes, incluant les 500 conseillers militaires. Ceci démontre « la grandeur » de l'engagement soviétique. Les Brigades internationales atteignent le nombre de 42 000, mais il n'y en a que 4 000 à la fin de 1936. Selon Pierre Broué, elles sont envoyées pour assurer le maintien du statu quo, c'est-à-dire pour solidifier les objectifs de Staline contre la révolution inopportune. Donc, malgré leur combativité, elles ne sont qu'utilisées que dans des endroits où les communistes les placent en accord avec leurs intérêts. Ainsi, tout l'armement livré ne sert que pour les fronts où les forces communistes participent. En somme, le rôle de l'intervention de l'URSS poursuit deux objectifs fondamentaux : dans un premier temps, établir le pouvoir républicain et, par la suite, réprimer les éléments incontrôlés de la CNT et les militants du POUM. En mai 1937, l'État et le PCE déclenchent l'offensive avec les détentions et les condamnations des dirigeants du POUM. Durant l'été 1937, c'est le tour des anarchistes de se faire réprimer. Ainsi, avec l'écrasement des collectivités et de l'autogestion populaire, la propriété privée est rétablie.

De ce constat, Pierre Broué affirme que la balance est tombée définitivement durant la toute première période et que la guerre, d'un point de vue strictement militaire, est perdue depuis ce moment. Franco s'empare de Séville et utilise toute la zone sud pour les débarquements et le réseautage. En même temps, il y a un avancement rapide vers le nord, et ce, jusqu'à la frontière avec la France. Ainsi, le Pays Basque reste isolé et la zone nord républicaine est coupée en deux, tandis que les forces nationalistes peuvent maintenant avancer sur Madrid et vers la côte est.

Au niveau des forces internes, même si le soulèvement n'est suivi que par un tiers de l'armée, Franco compense avec la légion de Maures et les troupes non péninsulaires

qui atteignent jusqu'à 60 000 soldats. Il faut ajouter une majorité de la Garde civile, les milices carlistes (15 000) et les phalanges (10 000). Un commandement unique permet à Franco de diriger l'ensemble des opérations militaires sous un plan stratégique pour ainsi profiter des ressources. De l'autre côté, la majorité de l'aviation et la marine restent fidèles à la République. Mais il a fallu réorganiser l'armée de toutes pièces. Le principal problème est lié à l'approvisionnement : tandis que les forces fascistes augmentent leur équipement et matériel, l'embargo des puissances européennes empêche les provisions républicaines qui ne font que se réduire durant la guerre. Tout bien considéré, le nombre des forces en présence de chaque côté est plus ou moins le même, mais avec une différence écrasante au niveau du matériel.

En définitive, il faut souligner que les républicains sont les premiers responsables de la défaite militaire parce qu'ils n'ont pas pris les mesures nécessaires contre la conspiration et qu'ils laissent les instigateurs dans des postes importants, ce qui leur permet de poursuivre la conjuration. Ils maintiennent jusqu'au dernier moment l'espoir de convaincre les insurgés ou, du moins, de négocier avec eux. Une fois l'offensive lancée, ils refusent d'armer les ouvriers et, dans certains cas, ils menacent de la peine de mort ceux qui s'emparent des armes. Plusieurs villes importantes sont perdues à cause de la naïveté de penser que les militaires vont accomplir leur promesse de défendre la République. Même lorsque la guerre civile commence, ils font du boycottage de fronts importants, comme celui d'Aragon, puisqu'il est défendu par les poumistes et les anarchistes. Parallèlement, ils gardent du précieux armement pour les forces policières des grandes villes au lieu de l'envoyer au front. Cette attitude lâche et mesquine ne peut que contribuer à la défaite.

Nous signalerons que même si le jugement de Pierre Broué sur l'importance capitale des premiers moments de la guerre est valable, il se peut que la guerre ne soit pas définitivement perdue à ce moment. Il est probable que la situation ait pu changer

avec une politique adéquate de la part des forces de l'extrême gauche, surtout des anarchistes. Étant donné que la défaite militaire est une défaite avant tout politique, le problème central nous semble être lié au fait d'avoir enlevé le caractère révolutionnaire de la guerre et d'avoir renoncé au programme de la révolution sociale et aux revendications ouvrières et paysannes.

APPENDICE B

Une révolution d'inspiration anarchiste

Même si nous avons constaté l'importance du rôle anarchiste dans l'œuvre révolutionnaire, il nous semble incorrect d'affirmer que la révolution espagnole a été une révolution anarchiste comme l'affirment plusieurs auteurs, dont Noam Chomsky. De même, il nous semble incorrect d'appeler la révolution soviétique une révolution marxiste, car il ne faut pas déduire de la réalisation d'une partie du programme des idées révolutionnaires une adhésion complète à une idéologie ou à une théorie. En fait, si un courant inscrit dans son programme les revendications des classes opprimées, c'est parce que cela correspond à leurs nécessités les plus importantes et que cela donne une perspective stratégique.

En outre, il est préférable de ne pas cataloguer une révolution comme marxiste ou anarchiste, car les révolutions ont, selon notre point de vue, une existence objective dans une époque convulsive marquée par les crises économiques et les guerres. Léon Trotski l'explique ainsi :

Aux tournants historiques décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. [...] Il faut des circonstances absolument exceptionnelles, indépendantes de la volonté des individus ou des partis, pour libérer les mécontents des gênes de l'esprit conservateur et amener les masses à l'insurrection [...] Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale.¹⁴⁷

¹⁴⁷ Trotski, Léon, *Histoire de la révolution russe, 1. Février*, Paris, Éditions Seuil, 1950, p. 33 et 34. L'objectivité de la révolution est présentée comme la règle au moins jusqu'à la post-guerre lorsque l'action du stalinisme a réussi à expulser les révolutions des métropoles vers la périphérie coloniale. Il reste à savoir si les défaites de la révolution, tel que l'espagnole, ont causé une défaite historique ou une défaite temporaire du prolétariat.

Cette conclusion prise à partir de l'expérience de la révolution russe et appliquée par Léon Trotski aux révolutions prolétariennes subséquentes nous semble adéquate dans le cas espagnol. Ce qui détermine le caractère d'une révolution est son contenu de classe et non les groupes ou partis qui y interviennent, bien que ces derniers puissent changer le cours des événements.

Les conditions arriérées du capitalisme en Espagne ont mis le prolétariat à une place spéciale où il prend conscience de son rôle dans la transformation sociale. Notamment, le prolétariat espagnol essaie de résoudre ses problèmes et ceux de la société à sa manière, de façon révolutionnaire, en détruisant le régime bourgeois et en mettant sur pied la tentative de son propre ordre. Malheureusement, la direction anarchiste n'a pas su amener jusqu'au bout l'élan révolutionnaire des masses.

Ainsi, en considérant la révolution comme l'irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées, nous pouvons affirmer que la révolution espagnole s'inscrit dans les grandes batailles du prolétariat moderne où l'anarchisme a eu une forte influence.

APPENDICE C

Le rôle du Parti Ouvrier d'Unité Marxiste (POUM)

Une révision du rôle du POUM s'avère nécessaire pour combler les enseignements de la révolution espagnole. Ce parti était fortement influencé par les trotskystes et il arborait même une vision permanentiste de la révolution espagnole. Cependant, il devient un parti centriste, il hésite entre réforme et révolution.

Le groupe de trotskistes espagnols dirigé par Andreu Nin rompt en 1934 avec le courant international formé par Trotski. Ce dernier proposait la politique connue comme « le tournant français » qui consistait à 'entrer' aux partis socialistes (français et espagnol). Il s'agissait d'une tactique audacieuse de la lutte pour la construction d'un parti révolutionnaire qui prétendait unir les franges radicalisées de ces partis. Cependant, la majorité de la section espagnole rejette cette politique et, à la place, elle se fusionne en 1935 avec le Bloc Ouvrier et Paysan dirigé par le dissident communiste Joaquin Maurin (considéré boujariniste).

C'est de cette union que naît le POUM. En fait, la politique des trotskistes espagnols, qui aboutit à un nouveau parti, était une longue saga d'erreurs sectaires. En effet, Andreu Nin ne suit pas les conseils de Trotski sur la nécessité de faire un travail systématique pour influencer la CNT. À la place, le POUM va fonder sa propre centrale syndicale à l'extérieur de la confédération. Auparavant, Nin refuse de mettre sur pied une politique pour influencer le Parti Communiste qui était en train de se staliniser. Ensuite, ils perdent l'opportunité de rallier une importante branche des socialistes au programme marxiste, pour finalement s'unir avec une organisation communiste de droite dans un parti où ils n'ont même pas le droit de s'organiser en fraction. Tout cela coûte cher au groupe espagnol qui va en plus s'isoler au niveau international.

La trajectoire politique des trotskistes espagnoles et du POUM nous laisse une leçon fondamentale de la politique révolutionnaire : qu'une position politique généralement adéquate sur la révolution ne suffit pas pour être une organisation qui puisse participer à la victoire. En effet, même si le POUM avait une vision stratégique marxiste correcte sur l'importance la prise du pouvoir par le prolétariat en tant que représentant des masses opprimées, ses tactiques politiques de construction du parti et de la politique au sein des syndicats n'étaient pas en accord avec cette stratégie. Et le résultat est un parti quasi marginal et quasi régional qui a une faible influence sur la classe ouvrière révolutionnaire. Le POUM va jouer le rôle de « conseiller de gauche » du cénétisme et il va finir par succomber aussi au collaborationnisme avec le gouvernement républicain de Catalogne où Nin jouera le triste rôle de ministre de la Justice.

La fureur de la répression stalinienne contre Nin et les poumistes s'explique parce qu'ils représentaient, même d'une manière déformée et limitée, les idées trotskystes. Le POUM a eu le courage de dénoncer les procès de Moscou et il devient une cible pour les staliniens.

BIBLIOGRAPHIE

Abad De Santillán, Diego. *Contribución a la Historia del movimiento obrero español, Desde sus Orígenes hasta 1905*. Vol. I, Puebla: Editorial Cajica, 1962, 535p.

Abad De Santillán, Diego. *Contribución a la Historia del movimiento obrero español, De 1905 a la Proclamación de la Segunda República*. Vol. II, Puebla: Editorial Cajica, 1965, 423p.

Abad De Santillán, Diego. *Contribución a la Historia del movimiento obrero español, Del Advenimiento de la Segunda República (1931) a Julio de 1936*. Vol. III, Puebla: Editorial Cajica, 1971, 332p.

Abad De Santillán, Diego. *Por que perdimos la guerra*. Puebla: Éditions Cajica, 1975, 350p.

Azaña, Manuel, *Causes de la guerre en Espagne*. Rennes: Éditions Presses Universitaires de Rennes, 1999, 116p.

Baillargeon, Normand. *El orden sin el poder, Ayer y hoy del anarquismo*. Hondarribia (Guipúzcoa): Editorial Hiru, 2003, 145p.

Bernerí, Camillo, *Guerre de classes en Espagne 1936-1937 et textes libertaires*. Paris : Éditions Spartacus, 1977, 95p.

Brenan, Gerald, *Le labyrinthe espagnol, origines sociales et politiques de la guerre civile*. Paris : Éditions Champ libre, 1984, 466p.

Broué, Pierre, *Histoire de L'Internationale communiste 1919-1943*. Paris : Fayard, 1997, 1120p.

Broué, Pierre. *La révolution espagnole (1931-1939)*. France : Flammarion, 1973, 190p.

Broué, Pierre, *Staline et la révolution, le cas espagnol*. Coll. Pour une histoire du XXe siècle. France : Fayard, 1993, 365p.

Broué, Pierre, *Trotsky*. Paris: Fayard, 2006, 1105p.

Broué, Pierre et Emile Témime. *La révolution et la guerre d'Espagne*. Paris : Les Éditions de Minuit, 1961, 542 pages.

Canal, Jordi (dir.) et al. *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*. Paris : Armand Colin, 2009, 334p.

Claudin, Fernando. *La crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*. Paris : François Maspero, 1972, 364p.

Chomsky, Noam. *Apuntes sobre anarquismo*, 1970. En ligne, http://www.inventati.org/ingobernables/textos/anarquistas/chomsky_APUNTES%20SOBRE%20ANARQUISMO.html. Page consulté le 25 janvier 2015.

David-Bellemare, Étienne. « Analyse matérialiste et organisationnelle du développement de l'anarchisme en Andalousie 1868-1910 ». Mémoire de maîtrise, Montréal, UQÀM, 2012, 118 pages. En ligne. <http://www.archipel.uqam.ca/5107/1/M12659.pdf>. Page consultée en avril 2015.

Duclos, Jacques. *Bakounine et Marx, ombre et lumière*, Évreux : Éditions Plon, 1974, 479p.

García Olivier, Juan, *El eco de los pasos*. Barcelona: Éditions Ruedo Ibérico/ Ibérica de Ediciones y Publicaciones, 1978, 639p. En ligne, <http://www.memorialibertaria.org>. Page consulté en avril 2015.

Godicheau, François, *La guerre d'Espagne, république et révolution en Catalogne (1936-1939)*. Paris : Odile Jacob, 2004, 459p.

Guérin, Daniel, *À la recherche d'un communisme libertaire*. Paris : Spartacus, 1984, 131p.

Guérin, Daniel, *L'anarchisme, de la doctrine à la pratique*. Paris : Gallimard, 1981, 286p.

Hermet, Guy. *L'Espagne au XXe siècle*. Paris : Presses Universitaires de France, 1986, 315p.

Hugh, Thomas, *La guerre d'Espagne, juillet 1936- mars 1939*. Paris : Éditions Robert Laffont, 1985, 1026p.

Joll, James. *The anarchists*, New York : The Universal Library, 1966, 303p.

Lorenzo, Cesar M. *Les anarchistes espagnols et le pouvoir 1868-1969*. Paris : Éditions du Seuil, 1969, 430 pages.

Malatesta, Errico, *L'anarchie*. Québec : Éditions Lux Éditeur, 2004, 111p.

Mandel, Ernest, *Traité d'économie marxiste*, Tome IV, Éditions René Julliard, France, 1962, 300p.

Maria Teresa Pérez Picazo et Guy Lemeunier, *L'Espagne au XXe siècle*. Paris : Armand Colin, 1994, 189p.

Montseny, Federica, *¿Qué es el anarquismo?*. Barcelone: Editorial La Gaya Ciencia, 1976, 34p. En ligne. <http://metalmadrid.cnt.es/cultura/libros/>. Page consulté en avril 2015

Morrow, Félix, *Révolution et contre-révolution en Espagne (1936-1938)*. 111 p. En ligne. https://www.marxists.org/francais/morrow/espagne/morrow_table.htm. Page consulté en janvier et en avril 2015.

Munis, Grandiso., *Jalones de derrota, promesas de victoria, crítica y teoría de la revolución española*. Espagne: Ediciones digitales Izquierda Revolucionaria, 2006, 479p. En ligne. <https://www.marxists.org/espanol/munis/oc/tomo4.pdf>. Page consulté le 27 décembre 2014 et en avril 2015.

Orwell, Georges. *Hommage à la Catalogne, 1936-1937*. Paris : Champ libre, 1982, 294p.

Paechter, Henri, *Espagne 1936-1937, la guerre dévore la révolution*. Paris : Spartacus, 1986, 235p.

Paniaga, Javier. *Breve historia del anarquismo*. México : Tombooktu, 2012, 311p.

Payne, Stanley. *La guerre d'Espagne, L'histoire face à la confusion mémorielle*, Paris : Éditions du cerf, 2010, 615p.

Paz, Abel. *Buenaventura Durruti 1896-1936, un combattant libertaire dans la révolution espagnole*. Paris : Les Éditions de Paris, 2000, 498p.

Paz, Abel, *Guerre d'Espagne*. Paris: Éditions Hazan, 1997, 197p.

Pérez Picazo, Maria Teresa et Guy Lemeunier. *L'Espagne au XXe siècle*. Paris : Armand Colin, 1994, 191p.

Préposiet, Jean, *Histoire de l'anarchisme*. Paris : Éditions Fayard/Pluriel, 2012, 510p.

Richards, Vernon. *Enseignement de la révolution espagnole*. Paris : Acratie, 1997, 221p.

Romero, Nestor. *Los incontrolados, Chronique de la « Columna de hierro » (Espagne 1936-1937)*. Paris: Éditions Acratie, 1997, 192p.

Témime, Émile, Albert Broder et Gérard Chastagnaret. *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*. Paris : Éditions Aubier Montaigne, 1979, 317p.

Trotsky, Léon, *La Revolución Española, Selección de escritos de 1930 à 1940*. Coll. La pluma I. La Plata: El puente editorial, 160 p.

Trotsky, Léon, *La révolution espagnole 1930-1940*. Textes recueillis et présentés par Pierre Broué, France : Les Éditions de minuit, 1975, 787p.

Trotsky, Léon. *Histoire de la révolution russe, 1. Février*, Paris : Éditions du Seuil, 1950, 510 pages.

Trotsky, Léon. « Les tâches des communistes en Espagne (Lettre à Contra la corriente) ». In *La révolution espagnole (1930-1940)*, textes recueillis par Pierre Broué. Paris : Les Éditions de Minuit, 1975, p.45-51

Trotsky, Léon. « La révolution espagnole et les dangers qui la menacent (28 mai 1931) ». In *La révolution espagnole (1930-1940)*, textes recueillis par Pierre Broué. Paris : Les Éditions de Minuit, 1975, p.107-130

Léon Trotski, « La révolution espagnole et les tâches communistes (24 janvier 1931) », In *La révolution espagnole (1930-1940)*, textes recueillis par Pierre Broué. Paris, Les Éditions de Minuit, 1975, p.59-81

Waintrop, Édouard. *Les anarchistes espagnols 1868-1981*. France : Éditions Denoël, 2012, 573p.